

LES
CONFLITS COLLECTIFS
DE TRAVAIL

PENDANT LA GUERRE

1914-1918

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Novembre 1928, à 14 heures

PAR

YVES MERLIN

MEMBRES DU JURY :

Président : MM. W. OUALID

Suffragants : AFTALION
ROUART

— 1928 —

Imprimerie du " Nord Maritime ", 30, Place Jean Bart, Dunkerque



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES CONFLITS COLLECTIFS
DE TRAVAIL

PENDANT LA GUERRE

(1914-1918)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 5 Novembre 1928, à 14 heures

PAR

YVES MERLIN

MEMBRES DU JURY ;

Président : MM. W. OUALID

Suffragants) AFTALION
) ROUART



YVES MERLIN

Licencié en Droit

Diplômé de l'Ecole libre des Sciences Politiques

LES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL

PENDANT LA GUERRE

(1914 - 1918)

*« Salus patriæ,
suprema lex. »*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les Thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

La grève est la cessation brusque du travail en vue d'obtenir une modification du contrat existant. C'est, le plus souvent, une manifestation violente par laquelle ouvriers et employés tentent d'obtenir du patron une augmentation de salaire ou des conditions de travail différentes de celles qui leur sont imposées par la Direction.

En général, donc, simple conflit entre deux parties égales en droit, conflit qui deviendrait l'équivalent d'une instance ordinaire si la sentence d'un juge ou arbitre, et le recours à ce juge arbitre étaient devenus obligatoires. L'arbitrage, par le fait même qu'il est facultatif, se pratique peu pour la solution des conflits du travail. Le choc reste brutal. Et le droit qui prime encore, en matière de grèves, est trop fréquemment le droit primitif du plus fort. En résumé, dans la plupart des cas, la grève n'est qu'un conflit limité à deux adversaires et où n'entrent en jeu que deux intérêts particuliers.

Dans la période que l'on va envisager, la question prend un aspect différent, les proportions s'élargissent. Du mois d'août 1914 au mois de novembre 1918, pendant une durée de plus de quatre années, bien des grèves vont naître et s'éteindre dont les caractères divers présenteront un intérêt exceptionnel.

Intérêt exceptionnel, né du fait même qu'elles se produisent pendant la durée du conflit mondial, créant, si non une guerre civile parallèle à l'autre, tout au moins une atmosphère de lutte intérieure, lutte venant à l'encontre de la composante formée de toutes les énergies nationales tendues vers un seul but : la défense du territoire menacé. Par ce fait seul, les grèves de la guerre seront jugées intolérables par l'opinion

publique, et le Gouvernement manifestera son intention de ne les supporter sous aucun prétexte. C'est cette intention que révèle Monsieur Paul PAINLEVE, Président du Conseil, dans son discours de réouverture de la Chambre le 18 Septembre 1917 lorsqu'il dit : « La paix sociale aura été obtenue sans « qu'on abandonnât rien des institutions républicaines et l'on « aura trouvé le salut dans les ressources inépuisables de la « liberté ».

Intérêt exceptionnel, aussi, né de ce milieu dans lequel les grèves vont pendant quatre années se poursuivre, milieu économique entièrement renouvelé, profondément bouleversé, essentiellement éphémère. La guerre introduit dans la vie économique de la France plus de troubles que n'en aurait provoqués une véritable révolution : Du jour au lendemain, la plus grande partie de la main d'œuvre ouvrière est arrachée à son domaine d'activité normale ; les demandes à la production ne sont plus les mêmes ; des besoins nouveaux, immenses, insatiables, impérieux, sont nés, qu'il faut satisfaire : les besoins de la défense nationale ; les exigences normales d'une société civilisée se font moins grandes ; les consommations se restreignent ; suivant le sort des relations diplomatiques, les relations économiques sont suspendues avec la moitié de l'Europe ; avec l'autre moitié, les échanges sont rendus difficiles et coûteux ; la France est presque réduite à vivre de ses propres ressources, avec leurs excès et leurs défauts ; les femmes prennent, dans les usines, la place des hommes défaillants ; une augmentation considérable du prix de la vie pose bientôt la question des salaires ; les associations ouvrières et syndicats vont intervenir dans le débat, mais l'organisation militaire de la vie leur enlève le principal de leur autorité ; les pouvoirs publics sont tout puissants ; au nom de l'intérêt national, ils ont licence de prononcer, sans appel, de terribles sanctions ; la plus grande partie des usines est placée sous le contrôle du Ministre de la Guerre ; la plus grande fraction de la main d'œuvre est composée d'ouvriers mobilisés dans les usines et utilisés à la fabrication des munitions ; au libéralisme d'hier se superpose un interventionisme constant. Tout ceci constitue un

exceptionnel et magnifique champ clos d'expérience, où, libérés par les circonstances des petites et mesquines entraves du temps de paix, comme suite à quelques mouvements grévistes importants, des hommes d'action probes et convaincus, vont, à la législation ouvrière d'avant guerre, ajouter un chapitre spécial, généreux et fécond, tendant tout entier au règne de la paix dans les rapports sociaux, ce but étant alors d'autant plus désirable, qu'on pouvait mieux mesurer l'horreur douloureuse et l'inutile désolation des confits violents dans la guerre mondiale.

On étudiera donc les grèves du temps de guerre, on verra dans quelles circonstances chacune s'est produite, comment elles se sont développées et apaisées ; on en recherchera les causes, causes matérielles et causes psychologiques ; on discutera la légitimité et l'efficacité des mesures officielles prises pour les enrayer ; enfin on dénombrera les résultats obtenus, beau faisceau d'illusions un instant cru réalisable, un instant réalisé, mais que le souffle des envies et des haines de classes, rallumé avec le traité de paix de 1919, allait rapidement disperser dans la grande tourmente sociale d'après-guerre.



CHAPITRE I

ÉTUDE HISTORIQUE DES CONFLITS COLLECTIFS DE TRAVAIL PENDANT LA GUERRE

A. — *Chiffres officiels et statistiques.*

Pour avoir une idée d'ensemble de ce que furent les grèves pendant la guerre, il faut recourir aux statistiques officielles publiées par le Ministère du Travail, et comparer les chiffres donnés pour les années 1914 à 1919 avec ceux qui caractérisent la période d'avant-guerre. On se rend compte ainsi, aussi exactement que possible, de l'importance des mouvements grévistes pendant la guerre et l'on peut, de suite, esquisser grossièrement la courbe de leur développement dans le temps.

Les chiffres d'août à décembre 1914, opposés à ceux du premier semestre de la même année, révèlent tout de suite l'action apaisante produite par la déclaration de la guerre mondiale dans le domaine des conflits ouvriers.

Tandis qu'en juillet 1914, on trouve encore 55 grèves avec 19.326 grévistes, et en juin 114 conflits avec 11.325 participants, ces chiffres étant des chiffres moyens d'avant guerre (1913 donne 1.073 grèves avec 220.448 grévistes, soit une moyenne mensuelle de 88 grèves et 18.000 grévistes), d'août à décembre 1914, il n'y a plus que 18 grèves : une en août, 2 en septembre, 6 en octobre, 5 en novembre et 4 en décembre, avec 904 grévistes en tout. La crainte qu'on aurait légitimement pu concevoir au début des hostilités, de

voir éclater, comme on l'avait si souvent annoncé, une grève générale, disparaît. Les chiffres donnent raison à l'optimisme patriote. Les mobilisables sont aux armées, et le reste de la population continue à travailler dans le calme le plus absolu.

1915 voit augmenter la proportion des mouvements ouvriers. Dans la durée des quatre premiers mois, on ne relève encore que 15 grèves avec 812 grévistes ; mais après avril, les chiffres croissent et les statistiques des 8 derniers mois enregistrent 83 grèves. La durée des conflits augmente aussi.

En 1916, la courbe ascendante s'accroît : 314 grèves. Elle atteint son sommet avec 1917 : 696 grèves. C'est la période critique du mouvement gréviste. En 1918, la courbe s'abaisse. Et l'intérêt primordial que présentent les grèves du temps de guerre disparaît dans la signature de l'armistice du 11 novembre 1918.

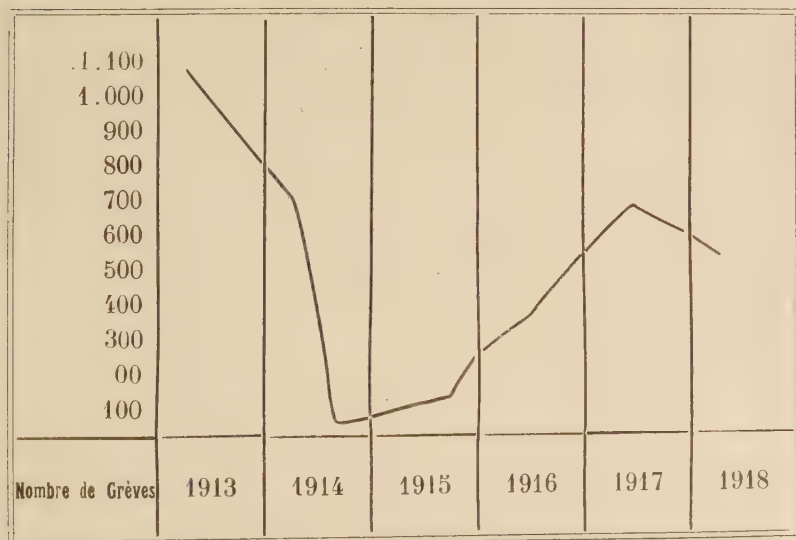
Par les tableaux qui suivent (et dont les chiffres ont été recueillis dans le Bulletin de l'Office du Travail), nous voyons avec plus d'exactitude l'évolution du mouvement. Il sera facile de situer sa position extrême au mois de mai 1917.

**Importance des Grèves pendant les années 1913 - 1914
1915 - 1916 - 1917 - 1918 (chiffres par années).**

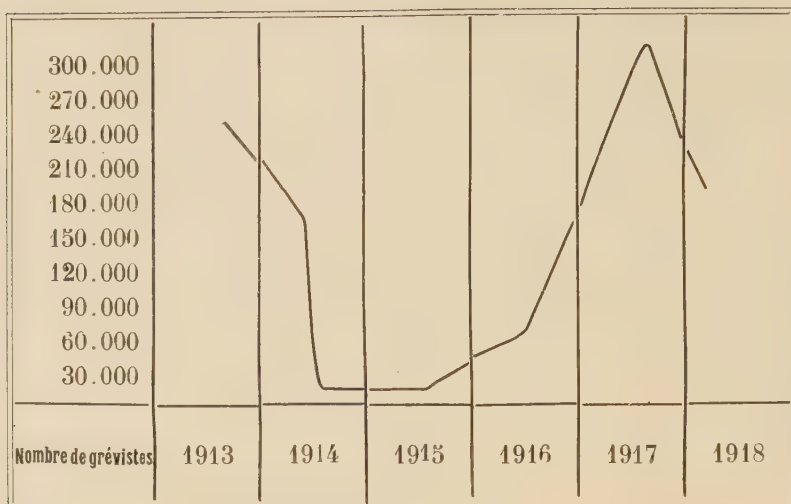
**TABLÉAU I. — Importance des Grèves pendant les années 1913 - 1914
1915 - 1916 - 1917 - 1918 (chiffres par années).**

ANNÉE	NOMBRE de GRÈVES	NOMBRE de GRÉVISTES	RÉUSSITES		RÉSULTATS		ÉCHECS	
			TRANSACTIONS					
			Nombre de Grèves	Nombre de Grévistes	Nombre de Grèves	Nombre de Grévistes	Nombre de Grèves	Nombre de Grévistes
1913	1.073	220.448	422	»	319	»	332	»
Janv. Juil. 1914	627	160.000	»	»	»	»	»	»
Août Déc. 1914	18	904	»	»	»	»	»	»
1915	98	9.344	23	2.012	31	4.674	44	2.658
1916	314	41.409	73	13.059	115	21.018	126	7.332
1917	696	293.810	191	71.176	374	198.848	106	20.261
1918	499	176.187	100	20.644	241	102.173	112	37.002

**GRAPHIQUE I. — Courbe du mouvement gréviste considéré par année
pendant la période 1914-1918 (d'après le nombre des grèves).**



GRAPHIQUE II. — Courbe du mouvement gréviste considéré par année durant la période 1914-1918 (d'après le nombre des grévistes).



Dans l'une comme dans l'autre des deux courbes, le sommet coïncide avec l'année 1917, mais l'ampleur du mouvement envisagé au point de vue « nombre des grévistes » est plus caractérisé encore.

TABLEAU II

Importance des Grèves d'après l'époque de l'année

NOMBRE DE GRÈVES

NOMBRE DE GRÉVISTES

MOIS	1914	1915	1916	1917	1918	1914	1915	1916	1917	1918
Janvier . . .		4	12	41	30		422	2.873	15.070	7.935
Février . . .		5	17	16	50		75	1.754	1.227	14.883
Mars		5	34	13	40		332	1.779	1.089	13.481
Avril		5	18	18	34		351	1.784	2.808	16.053
Mai		9	19	90	62		518	2.953	76.207	37.675
Juin		15	27	285	54		1.031	2.473	108.861	13.358
Juillet		9	36	50	50		1.031	2.998	32.905	15.277
Août	1	14	35	25	58	»	2.018	3.724	7.850	15.232
Septembre . .	2	5	33	48	44	»	406	3.219	10.065	26.259
Octobre . . .	6	8	36	47	35	»	625	9.270	18.872	7.988
Novembre . .	5	11	28	38	24	»	1.525	3.023	14.181	6.011
Décembre . .	4	8	19	25	18	»	990	5.657	4.675	2.016
	18	98	314	696	499	910	9.344	41.409	298.810	176.187

A la lecture des statistiques apparaît donc la cessation brusque des manifestations grévistes dès la déclaration de guerre, puis la reprise progressive des conflits ouvriers croissant sans cesse jusque juin 1917.

Cet arrêt et cette reprise subséquente ne sont pas d'ailleurs des faits propres à la France. Le même phénomène se présente chez les autres belligérants. Le même en Allemagne. Le même en Angleterre. En fin 1914, on trouve un bilan de 24 grèves en Allemagne, pour les 5 derniers mois de l'année, et l'on compte 1.100 grévistes. En 1915, le total s'élève à 137 grèves et 11.600 grévistes ; en 1916, 239 grèves et 124.000 grévistes. En Grande Bretagne les faits diffèrent un peu, car les Anglais se rendent moins compte des nécessités de la défense nationale, des sacrifices qu'elle impose. Le territoire n'est ni envahi, ni menacé. Et surtout, le peuple anglais est plus traditionaliste que tout autre. Pour lui, la sauvegarde du droit individuel, donc du droit de grève, est sacré. Ce n'est que peu à peu qu'il abandonnera le principe : La guerre ne change rien aux droits de chacun, « Business as usual » devant les exigences plus pressantes de la guerre. Les grèves sont : 151 en 1914, avec 140.000 participants. En 1915, 706 conflits avec 452.000 grévistes. Et si, en 1916, le mouvement cède et que l'on ne trouve plus que 525 grèves et 268.000 grévistes, dès 1917 la courbe reprend son ascension un instant interrompue et les chiffres se rapprochent de plus en plus de ceux que proposent les statistiques d'avant guerre.

B. — *Les grèves de Janvier 1917 dans les usines de guerre.*

Dans quelles circonstances la crise ouvrière de 1917, fertile en grèves, allait-elle s'ouvrir ? Portant les yeux en arrière, on constate que deux années et demie de guerre pèsent sur les épaules de la population. Pendant ces deux années et demie, l'attitude de la classe ouvrière fût toute de

calme et dominée par un très sincère esprit de patriotisme. Mais le conflit se prolonge. Rien n'annonce sa fin. La vie de chacun se réorganise dans la tourmente et les besoins individuels, étrangers, et même parfois contraires à la bonne marche des opérations militaires, gagnent en puissance après s'être fait jour. L'on est fatigué d'être héroïque. La lassitude pénètre l'arrière, vague montante de découragement et de démoralisation. Le prix de la vie augmente. Le taux des salaires n'a pas suivi la marche ascendante des taux de l'intérêt et des denrées alimentaires. Les bénéfices scandaleux de certains patrons mécontentent et aigrissent. Enfin, en janvier, la révolution russe éclate, et l'effondrement du front d'Orient ébranle la confiance de la foule si non en une victoire sûre, tout au moins en une victoire prompte. L'instant est donc critique. Et dans une atmosphère aussi trouble, tout indice de désorganisation économique ou de conflit ouvrier devient un souci sérieux, un danger grave. Il faut de gré ou de force, éviter toute espèce de mésentente, de manifestation révélatrice de cette mésentente. Et c'est à ce moment précis, fin 1916, début de 1917, que les premières grèves importantes se déclarent dans les usines de guerre.

Jusqu'en juin 1916 aucun conflit sérieux ne retient l'attention. A partir de ce mois de juin, les grèves croissent en nombre et en importance, dans les usines servant à la fabrication des munitions. On en relève une en juin, trois en juillet, deux en août, six en septembre et deux en octobre, chacune n'atteignant qu'un seul établissement et le nombre de grévistes dépassant rarement la centaine. On a donc affaire à des manifestations encore localisées, qui presque toutes tendent à l'octroi d'une augmentation de salaire. Il faut remarquer d'ailleurs que si le mouvement gréviste n'apparaît que tardivement dans les usines de guerre, c'est qu'on y payait des salaires plus élevés que dans les industries voisines. L'écart entre l'augmentation de la vie et l'état de ces salaires était relativement moins choquant qu'ailleurs.

Parmi ces grèves préliminaires, il faut cependant distinguer quatre d'entre elles. Le 21 juillet, à Cette Eygun (Basses-Pyrénées) 263 ouvriers espagnols, manœuvres dans une fabrique d'obus, entrent en grève, demandant une augmentation de salaire. Une transaction met fin au conflit. On accorde 3 à 4 centimes de plus par heure au lieu des 10 que l'on demandait. Le salaire moyen journalier passant ainsi de 4 frs 95 à 5 frs 28 et 5 frs 29.

Le 28 juillet, à Levallois-Perret, 700 ouvrières d'une fabrique de munitions cessent le travail. Là aussi, il s'agit d'un désir d'augmentation de salaire. On fait droit aux réclamations des ouvrières. Et le lendemain les machines tournent.

A la même époque, à Saint-Denis, à la Compagnie Française des métaux, une grève de femmes éclate. Les ouvrières réclament une augmentation horaire de 0 fr. 10. On leur donne satisfaction.

Enfin, le 30 août, dans une usine de montage d'obus, à Paris, 1200 ouvrières se plaignent de retard dans le paiement des primes et quittent l'atelier. Une transaction vient mettre fin au différend.

De ces quatre grèves, les plus importantes de cette période, aucune n'est encore très sérieuse. Aucune ne dure plus d'une journée et la plus large ne compte que 1200 participants. Les demandes sont raisonnables, aussi s'efforce-t-on, dans la mesure du possible, de leur donner satisfaction.

Avec janvier 1917, on entre dans une période plus agitée dont deux conflits, l'un survenant le 5 novembre 1916 dans l'usine Wilcocq-Regnault, et l'autre, le 21 décembre 1916 dans les Etablissements Panhard-Levassor, sont les préliminaires. Dans le premier, qui ne compte encore que 1400 grévistes et semble avoir été provoqué par une tentative de baisse de salaire, le Ministre des Munitions, pour la première fois, intervient. Après avoir, en vain, tenté de remplacer les 1400

ouvrières il transige, et la reprise du travail s'effectue. Les tarifs anciens sont maintenus, ou établis à égalité de ceux des maisons similaires.

Chez Panhard-Levassor, il y a 3.000 grévistes. L'opinion publique s'en émeut. « La presse de droite, dit Monsieur Roger PICARD, dans une enquête soumise au comité d'études sociales et politiques, parle de « grèves contre la patrie » et accuse les grévistes d'être des instruments conscients ou inconscients de conspirations pacifiques (« Liberté » 22 décembre 1916). La presse de gauche dénonce les bénéfices scandaleux des usines de guerre et notamment des fabriques d'automobiles transformées en fabriques d'obus, et y voit la cause des mouvements ». Ici, aussi, le Ministre intervient. Et après trois jours de négociations on arrive à composition. Le salaire s'établit à un cours plus élevé. Mais le travail aux pièces dont les ouvrières demandaient la suppression, est maintenu. Les primes à la production ne sont pas modifiées. Et l'on arrive ainsi aux grèves de 1917 proprement dites.

« Le Temps » dans un article paru le 14 janvier 1917 et intitulé « Du mouvement de l'opinion publique » dit ceci : « Un fait, sinon grave, du moins sérieux, vient de se produire. Ce sont les 2 ou 3 grèves survenues presque à la même date (11 janvier dans les usines Panhard-Malimet et Blin à Aubervilliers, Vedovelli-Priestley à Ivry) dans la même ville, à Paris, dans les usines fabriquant pour la défense nationale ». La situation n'est donc plus la même. Plus de manifestations localisées et individuelles, mais des mouvements sinon concertés, tout au moins parallèles. C'est à peu près ce que constate le rédacteur du « Temps » quand il ajoute « Peut être manifestations isolées sans rapports entre elles, destinées à s'éteindre sur place après des accords raisonnables et souhaitables ; peut être rattachées entre elles par ces liens obscurs qui au travers des nations sont entrelacés par des mains mystérieuses ». Quoi qu'il en soit, la situation se

modifie. Le Gouvernement s'inquiète et son inquiétude l'amène directement à des décisions prises dans le but unique d'éviter de nouveaux incidents.

Mais auparavant, il faut voir de plus près ces quelques grèves de janvier 1917 et se rendre compte de leur importance exacte.

Du 8 au 19 janvier, grève de 3.487 ouvriers des usines de fabrication de munitions, établissements Panhard-Levassor. Demande d'augmentation de salaire. On élève les tarifs, pour les hommes de 0 fr. 70, 1 fr. 30 l'heure avant la guerre à 0 fr. 80 jusque 1 fr. 60. On augmente le salaire des femmes dans la même proportion.

Du 4 au 12 janvier, grève dans les établissements Vedovelli-Priestley à Ivry. 1231 participants. Demande d'augmentation de salaire. Après négociations entre Monsieur Albert THOMAS, Ministre de l'Armement et les Secrétaires de la Fédération des Métaux, après comparaison entre les bordereaux de salaires élaborés par les ouvriers de ces corporations, présentés par les Secrétaires de la Fédération des Métaux et le barème des prix établis par les Directeurs de l'usine, un accord intervient et les salaires sont élevés.

Du 7 au 17 janvier, à Aubervilliers, dans les usines Malicot et Blin, 321 grévistes, ouvriers tourneurs d'obus, obtiennent par la cessation du travail une augmentation de salaire, mais le travail du dimanche, dont ils demandaient la suppression, est maintenu.

Enfin le 10 janvier, une grève éclate à la Compagnie Générale d'Electricité, close bientôt par un accord.

De l'examen de ces conflits, il ressort que pour chacun le nombre des grévistes augmente, et que, parfois, dix jours s'écoulent, maintenant, entre l'arrêt du travail et le moment où une transaction est acceptée de part et d'autre. Enfin, la simultanéité de ces grèves présente un caractère inquiétant. Elle inquiète. Et des mesures gouvernementales sont prises.

Ces mesures, dont l'étude plus approfondie fait l'objet d'un chapitre suivant, se résument en deux décrets, les décrets des 16 et 17 janvier 1917. Le premier a trait à l'organisation des salaires ; pour éviter que de nouveaux conflits se produisent, il est nécessaire que les salaires, dans les usines de guerre, ne descendent pas au-dessous d'un « minimum », celui-ci n'excluant d'ailleurs pas les salaires supérieurs. En temps de paix, au milieu des circonstances économiques normales, seules des notions d'ordre purement économique (Prix de revient des marchandises et matières transformées — Etat du marché — Rareté ou abondance de la main-d'œuvre) interviennent pour fixer un salaire. L'employeur est entièrement libre. D'après le nouveau décret, le salaire doit assurer un « minimum » d'existence, quoi qu'il puisse advenir, et quels que puissent être les services rendus par l'ouvrier. Le second décret, d'une part, établi dans le même esprit que le premier, c'est-à-dire pour enrayer le mouvement gréviste ascendant et dangereux pour les besoins de la défense nationale, et destiné, d'autre part, à en faciliter l'application, institue l'arbitrage obligatoire pour les conflits collectifs du travail. Patrons et ouvriers, qui, en temps de paix, restaient libres de porter ou non, devant la commission arbitrale, leurs différends, conformément à la loi de 1892, perdent cette latitude, l'arbitrage devient désormais obligatoire, et celle des deux parties en litige qui refuse de se soumettre à la procédure et à la sentence arbitrales, se voit d'office mise en réquisition.

Ces décrets, pris d'urgence, et qui resteront les seules mesures législatives provoquées par les grèves dans les usines de guerre, très importants, dans la théorie, par les principes nouveaux qu'ils renferment, n'auront que peu d'influence dans le domaine pratique. Souvent, les tarifs minima officiels seront mal appliqués, et les ouvriers, déçus et mécontents, recourront à la grève plutôt qu'à l'arbitrage, si obligatoire que soit celui-ci, pour obtenir satisfaction. Un seul exemple, typique, illustre cette affirmation.

Le 25 janvier 1917, les ouvrières des usines Schneider à Harfleur, impatientes d'obtenir une augmentation de salaires, se mettent en grève. Le décret, promulgué le 17 janvier, était ainsi violé huit jours après sa parution. Monsieur Albert THOMAS renonçant à prendre les sanctions prévues par le texte, fit appel aux ouvrières d'Harfleur « Le Gouvernement a le droit, mais ne veut pas user brutalement des moyens que la loi lui donne. Il fait appel à votre patriotisme, à votre amour des combattants qui sont au front, à votre raison... » Ces paroles, affichées sur les murs d'Harfleur, furent heureusement entendues. Mais à quoi donc avait servi le décret du 17 janvier ? Avant qu'il y eût un décret rendant le recours à l'arbitrage obligatoire, le Ministre eût-il agi différemment, eût-il prononcé d'autres paroles ? Qu'y avait-il donc de changé ?

C. — *Les incidents postérieurs dans les usines de guerre :
Première et seule tentative d' « arbitrage obligatoire ».*

Les décrets de janvier 1917 qui devaient rendre désormais toute grève impossible, en principe, et mettre fin à toute velléité d'agitation ouvrière, sans demeurer inopérants, ne firent, grâce à la création d'organes nouveaux de conciliation, que faciliter le retour au calme, et, celui-ci une fois obtenu, qu'aider à le maintenir jusqu'à la fin des hostilités. Après janvier 1917, il ne se produit plus de crise gréviste sérieuse dans les usines de guerre. Toute agitation n'est cependant pas exclue. En fait, des conflits s'enregistrent encore après janvier, mais leur durée est très courte et l'action des comités permanents de conciliation et d'arbitrage, des délégués d'atelier, des contrôleurs de la main-d'œuvre, comme l'arbitrage personnel du Ministre de l'Armement ou de ses représentants, entraînent rapidement des solutions satisfaisantes.

A la fin du printemps 1917, cependant, et particulièrement durant les mois de juin et juillet, tandis que les ouvrières de la couture parisienne ont abandonné les ateliers, et mènent grand bruit sur les boulevards, plusieurs conflits naissent et se développent dans les usines de munitions. Les chiffres officiels révèlent 171 grèves dans les usines de guerre pour les mois de juin, avec 58.836 grévistes dont 41.084 femmes. De ces grèves, 35 seulement ont un caractère de solidarité, les autres sont conduites dans un but d'augmentation de salaire et tendent à l'octroi des avantages mêmes dont les midinettes poursuivent l'obtention : semaine anglaise et indemnité de vie chère. Si l'on veut d'ailleurs se rendre compte de l'importance minime de ce mouvement gréviste, il faut se rapporter au nombre de journées de travail perdues. Pour cela, il suffit de soustraire du chiffre 34 millions, nombre normal des journées de travail qui auraient dû être effectuées pendant la période de grève, le nombre 142.339, total des jours de travail perdus par les grévistes. Seuls, 3,38 pour cent du personnel ouvrier masculin des usines de guerre se mettent en grève, et 12,06 pour cent du personnel féminin. Ces chiffres sont donnés par Monsieur Roger PICARD. Ces faits précis prouvent bien que le mouvement gréviste du printemps de 1917 n'a jamais pris d'extension considérable, ni véritablement mis en cause la paix sociale des ateliers de guerre.

Enfin, avant d'en venir à l'examen des grèves de la couture de mai-juin 1917, qui forment avec les grèves de janvier dans les usines de munitions, le centre même de notre étude, il faut noter deux courtes crises qui se développent dans l'industrie des munitions, l'une née de causes toutes particulières et faisant figure d'incident isolé, l'autre, plus grave, fruit d'un état d'esprit né de la guerre qui se prolonge. Au moment même où ils se produisirent, parce qu'à ce moment on devait tout attendre et tout craindre, ces faits donnèrent lieu à une vive émotion. Il était, en effet, difficile, impossible

même, pendant ces derniers mois d'hostilités, de mesurer les conséquences qu'était capable d'entraîner le moindre désordre, le différend le plus insignifiant pouvant être générateur des pires catastrophes.

Il s'agit ici de l'arrêt brusque du travail survenu dans l'industrie de l'aviation, le 28 septembre 1917, d'une part, et d'autre part des quelques grèves déclarées après le 15 mai 1918, dans les usines de munitions à la suite du vote de la Loi Mourier dont le domaine d'application s'étendait à certaines catégories d'ouvriers, employés aux fabrications de guerre.

Dans la « Statistique des grèves survenues pendant l'année 1917 » publiée par la Direction du Travail au Ministère du Travail, nous lisons, au chapitre VIII, concernant l'industrie du bois, à la cote n° 415 : « Grève des ouvriers de fabriques d'aviation, à Paris (Seine) mois de septembre. Cause principale : Demande de révision des tarifs. Résultat : transaction. Mode de règlement du conflit : Arbitrage du Ministre de l'Armement. Le travail a repris le 28 septembre sur promesse d'une révision très prochaine des tarifs ». En quoi donc ce conflit diffère-t-il de ceux qui le précèdent et le suivent ? Et pourquoi s'y arrêter ? C'est qu'il présente un intérêt exceptionnel. Il est le premier cas, et l'on peut dire le seul cas de conflit collectif du travail au cours duquel un comité permanent de conciliation et d'arbitrage soit intervenu comme arbitre, au cours duquel, conformément au décret du 17 janvier, une sentence obligatoirement exécutoire ait été rendue par un comité d'arbitrage régulièrement constitué, en fait, le comité permanent de la Seine. Or cette décision arbitrale fut immédiatement violée et pour mettre fin à cette grève illégale, le gouvernement n'eût recours à aucune des sanctions prévues avec soin par le texte. Le souvenir de cet échec permettra donc, lors de l'examen des critiques adressées aux décrets de 1917, d'apporter quelques légitimes réserves à l'optimisme ministériel en ce qui concerne leur efficacité réelle dans le domaine pratique.

Le 20 septembre 1917, les ouvriers des usines d'aviation de Paris présentent au comité permanent de conciliation et d'arbitrage de la Seine une demande de relèvement de salaire. Les conseils syndicaux avaient dès le mois de juin 1917 élaboré des tarifs, mais l'on n'avait pu se mettre d'accord. Le comité, jouant le rôle d'arbitre, après s'être saisi de la requête, estime, d'accord avec les parties, que le différend intéresse en réalité tous les ouvriers de certaines spécialités travaillant dans les usines de guerre de la région parisienne. « La demande ne concernant pas seulement l'industrie aéronautique, et les spécialités professionnelles figurant dans la demande se rencontrant dans toutes les usines de mécanique, de l'industrie de l'aviation et de l'industrie de la voiture de la région parisienne, la sentence porterait sur l'ensemble de ces spécialités professionnelles et s'appliquerait à toutes les usines de guerre de la région parisienne, où se rencontreraient de ouvriers appartenant à ces spécialités ». Le comité décide dans sa sentence qu'il y a lieu d'accorder des avantages spéciaux aux ouvriers professionnels qualifiés qui sont chargés des travaux ne pouvant être exécutés aux pièces. « Les ouvriers devront bénéficier d'un tarif horaire spécial qui sera affiché incessamment dans les usines de mécanique de Paris et banlieue immédiate ». Le comité fait appel à l'esprit de solidarité des ouvriers. D'autre part, bien des points litigieux restaient sans réponse dans la décision arbitrale. Enfin la question du scandale des bénéfices réalisés dans les usines de guerre, en particulier dans les fabriques d'avions, avait été examinée peu avant lors de la rentrée des Chambres. Les ouvriers avaient retenu du débat qu'ils pouvaient insister dans leurs revendications, car le patron était en état de payer.

L'arrêt une fois rendu, est cependant de suite homologué par le Ministre de l'Armement. Celui-ci, en même temps qu'il notifie aux contrôleurs de la main-d'œuvre le nouveau tarif apportant une amélioration sensible à la situation d'ex-

cellents ouvriers jusqu'alors désavantagés, leur recommande de veiller très sérieusement à ce que les ouvriers mobilisés ne reçoivent pas de salaires inférieurs à ceux des ouvriers civils de mêmes catégories ou capacités occupés dans le même établissement. Il prévoit en outre de sévères sanctions à prendre, le cas échéant, contre ceux des patrons contrevenant à la décision.

Or, brusquement, les fabriques d'aviation, essentielles à la défense nationale, suspendent leur production. En violation de la décision arbitrale, 50.000 ouvriers cessent le travail. A ce moment, grave entre tous, où le salut du pays exige de la part de tous les citoyens un redoublement d'efforts et de sacrifices, la désorganisation de productions indispensables à la conduite de la guerre, est ainsi poursuivie.

La sentence arbitrale avait été cependant inspirée par l'esprit du libéralisme le plus large et avec la volonté la moins contestable de donner satisfaction aux réclamations légitimes. La sentence arbitrale, disait le texte même, a été prise « d'accord avec les parties ». Les grévistes ne pouvaient donc en aucune façon avancer comme excuse que les pourparlers échangés devant le comité de conciliation et arbitrage, n'avaient pas abouti à l'établissement de tarifs acceptables pour les ouvriers. « L'accord avait été établi entre les parties » : Une fois la sentence rendue et homologuée, il n'y avait plus, en droit, de conflit possible.

Le moment de déclencher les sanctions prévues est donc venu. Va-t-on y recourir ? Dans le rapport du Ministre de l'Armement au Président de la République, rapport précédant le décret du 17 janvier 1917, Monsieur Albert THOMAS avait écrit « qu'il est inacceptable que les différends entre le personnel ouvrier et ceux qui l'emploient, puissent être accompagnés d'une cessation de travail soit du fait du patron, soit du fait de l'ouvrier, puisque cette suspension de travail, même limitée, a toujours pour effet de ne pas porter au

maximum le rendement des usines ». Et conformément à ces déclarations, le décret du 17 janvier avait été promulgué, édictant dans ses articles 1 et 10 des peines sévères.

Les sanctions prévues, cependant, ne jouèrent pas. Peut être les ouvriers ne savaient-ils pas pour la plupart le risque qu'ils couraient, et eût-il été injuste de les punir. Dans les milieux socialistes, désireux d'amener l'Etat à mettre la main sur les usines, peut être espérait-on que le Gouvernement, pour rétablir le calme, recourrait à la réquisition des fabriques en cause, tout comme si le patron était responsable de la grève. Or, loin d'être la cause du trouble, les industriels, au contraire, demandaient l'application intégrale de la sentence arbitrale. Réquisitionner ces usines, ç'eût donc été un véritable excès de pouvoir. La réquisition des ouvriers, seule, était permise en droit. Mais était-elle réalisable en fait. Redoutant les difficultés, le gouvernement renonça aux droits que lui donnait le décret. Le Ministre de l'Armement jugea préférable d'intervenir dans le conflit. Grâce à lui, le 28 septembre, le travail avait partout repris et la sentence arbitrale du 20 septembre était acceptée par les grévistes, moyennant, toutefois, la promesse formelle du Ministre d'obtenir une solution rapide de la question des salaires des femmes, ouvrières professionnelles et manœuvres d'usines. Et le 23 novembre, après deux mois de négociations épineuses, Monsieur LOUCHEUR, qui remplaçait Monsieur Albert THOMAS au Ministère de l'Armement, accordait, dans une décision ministérielle, une augmentation de 30 pour cent sur le salaire des femmes, et un supplément d'indemnité de vie chère aux manœuvres.

L'intérêt reste exceptionnel et unique de cet incident isolé dans l'étude chronologique des grèves de guerre. Il prouve combien il est présomptueux et artificiel de vouloir parler d'arbitrage obligatoire en matière sociale. Les ouvriers n'y ont pas recours. Souvenons-nous des grèves d'Harfleur.

S'ils y sont venus, c'est sans aucun scrupule qu'ils violeront la décision arbitrale rendue. Quant aux sanctions prévues, c'est lettre morte. Telle est la morale à tirer de l'incident.

La grève de septembre 1917 n'est qu'un incident isolé, n'entraînant après lui aucune crise dangereuse pour la paix sociale. Après elle, le calme dans les usines de guerre se maintient sans heurt aucun jusqu'au mois de mai 1918. Mais à cette date même, le vote et les projets de mise en application de la Loi Mourier vont susciter dans les milieux ouvriers des fabriques de munitions une légitime émotion. Nombre des ouvriers de ces usines sont en effet mobilisés. Parmi ceux-ci, il y en a d'encore jeunes que leurs capacités professionnelles techniques avaient maintenu à l'abri de la tranchée jusqu'à cette époque. Or, tandis qu'au début de la guerre, on pouvait dire : « A quoi nous serviraient plusieurs millions d'hommes au front si vous ne fabriquez pas pour eux des canons et des munitions ? » (Loi Dalbiez), après l'hécatombe de Verdun et les pertes subies au printemps sous la dernière offensive allemande, la situation s'est modifiée, et l'on peut dire : « A quoi bon des milliers de canons, si vous n'avez pas assez d'hommes pour garnir le front, pour utiliser le matériel fabriqué ? » Le gouvernement décide, en conséquence, la mise en application de la Loi Mourier. Celle-ci prévoyait le renvoi au dépôt de tous les ouvriers mobilisés des classes 1912, 1911 et 1910 et des manœuvres des classes 1909 à 1903. On imagine aisément l'effervescence qu'allait soulever une telle mesure dans les usines de guerre, effervescence accrue par les excitations de meneurs, propagateurs de déclarations malsaines et des fausses nouvelles, et par le remplacement maladroit, dans plusieurs usines de Seine-et-Oise, d'ouvriers mobilisés, renvoyés au dépôt, par des ouvriers américains.

Ce mouvement se traduit immédiatement par des grèves. L'arrêt du travail est brusquement décidé dans plus de 28 établissements dispersés sur tout le territoire, mais particu-

lièrement dans le Sud-Ouest, en Seine-et-Oise (Neuilly-Plaisance, Neuilly-sur-Marne, Livry Sevrans, Aulnay-sous-Bois, Rueil) et dans le bassin de la Loire. Mettant à part la grève générale de la métallurgie du département de la Loire, dont les chiffres ne furent pas publiés, il y eut 24.440 grévistes, et le mouvement s'étendit sur une durée de 7 à 8 jours. Si nous consultons les statistiques officielles, nous trouvons comme causes proposées à cette agitation : Manifestation en faveur de la paix ; protestation contre le renvoi au dépôt d'ouvriers mobilisés ; protestation contre la relève des jeunes classes dans les ateliers ; protestation contre le remplacement par des ouvriers américains d'ouvriers mobilisés. Seuls les ouvriers des arsenaux de Brest et de Vannes et d'une usine de Grenoble profitèrent de ce mouvement d'opinion pour poser une demande d'augmentation de salaire.

Mouvement d'opinion, émotion tournant à l'affolement et se traduisant par des manifestations bruyantes à tendance pacifiste, toutes de protestations contre l'application parfois peu adroite de la Loi Mourier, à cela seulement se résume l'agitation ouvrière de mai 1918 dans les usines de guerre. Or un mouvement d'opinion naît souvent d'apparences et d'erreurs, et les masses, fort aisément, s'apaisent comme elles se sont émues. Un peu de tact devait suffire à calmer les esprits inquiets. Le gouvernement se montre ferme. Son attitude est très franche. Il décide d'examiner avec bienveillance les cas particuliers, de tenir compte du temps passé antérieurement au front, et des blessures reçues. Mais aux syndicats ouvriers qui invoquent la rapidité avec laquelle les mobilisés ont été convoqués, il répond que s'il est exact qu'aux autres relèves, un délai plus long était accordé entre la réception de l'ordre d'appel et la date de rejointe du dépôt, cette différence ne constitue pas un motif suffisant pour se soustraire à une obligation sacrée. « L'ennemi n'attendra pas ». Enfin il affirme que sous aucun prétexte, les ouvriers rappelés au dépôt ne sauraient être remplacés par des soldats appartenant à quelque armée alliée.

Cette attitude loyale et ferme en impose à la masse ouvrière. Après quelques jours d'agitation, le mouvement se calme. Il est absolument impossible de rapprocher, quant à l'importance, ce mouvement gréviste de 1918 de la crise de 1917. Quand, comme en 1917, il y a, à la base du conflit, une question de salaires, le conflit ne prend fin qu'une fois la question de salaires résolue, et toutes les mesures prises, étrangères à ce point, ne changent rien au différend ; les nécessités économiques sont plus autoritaires que toutes les polices du monde. S'il s'agit au contraire, comme en mai 1918, de grèves politiques, d'opinion publique en émoi, il suffit de sang froid, de justice et de sagesse pour ramener les esprits inquiets à une vue plus saine des réalités et des sacrifices exigés. En sorte qu'il était plus aisé, assurément, de faire accepter par la classe ouvrière le principe de la relève dans les usines de guerre, de quelques centaines d'hommes maintenus jusqu'alors à l'abri de la tranchée par des mesures d'exception, que de lui faire accepter des salaires de famine en face d'un coefficient de « coût de vie » considérablement élevé.

D. — *Les grèves dans l'industrie de la Couture*
de mai et juin 1917

A côté des grèves dans les usines de guerre, après la crise de janvier 1917, il faut examiner le conflit qui se dessine le 15 mai 1917 dans les ateliers de la couture parisienne, mouvement gréviste qui, venant à s'étendre, ne tarde pas à englober d'autres industries et à gagner la province.

Mais tandis que dans les usines de munitions, l'arrêt du travail apparaissait inadmissible étant donné l'urgence qu'il y avait à satisfaire les besoins de la défense nationale et devenait véritablement un crime contre la patrie, allant jusqu'à poser la question de la légitimité du droit de grève en

temps de guerre dans les fabriques d'obus, l'intérêt que présente une grève de midinettes, même en temps de guerre, semble médiocre et la fermeture des ateliers de couture peu dangereuse pour la Défense Nationale. Mais ce mouvement gréviste tire son importance de ce fait qu'il détermine le vote de la Loi du 11 juin 1917 comportant institution légale de la semaine anglaise et développement de l'usage des contrats collectifs du travail, créant un précédent précieux pour la loi de 8 heures, en venant préparer directement le vote pour 1919. De plus, les facteurs qui, après guerre, joueront le rôle principal dans la crise sociale de 1919 et 1920, font dès lors leur apparition active : les syndicats ouvriers et, au-dessus d'eux, déjà toute puissante, la Confédération Générale du Travail.

Le 15 mai 1917, les ouvrières de deux maisons de couture parisienne, l'une située place Vendôme, et l'autre Avenue des Champs Elysées, se mettent en grève.

Le personnel de l'une de ces maisons demande qu'on lui applique le système dit de la semaine anglaise, c'est-à-dire le repos de l'après-midi du samedi sans diminution correspondante du salaire ; de plus, il réclame une augmentation de salaire d'au moins 0 fr. 50 par jour, avec élévation progressive selon catégories et spécialités. Or la direction ne veut bien consentir à leur accorder au plus qu'une augmentation de 0 fr. 25, allant à 0 fr. 75 au maximum.

Dans l'autre maison, les midinettes protestent également contre l'application de la semaine anglaise qui leur fut octroyée mais avec réduction de salaire exactement proportionnée à la diminution des heures de travail. Elles demandent en outre 1 franc d'indemnité de vie chère en plus du salaire normal.

Les grévistes ne sont encore qu'un millier. La grève ne se manifeste que par des promenades en cortèges le long de l'Avenue des Champs-Élysées et sur les grands boulevards. Cependant elles se réunissent à la Bourse du Travail et le

secrétaire général du syndicat, Monsieur MILLERAT, leur conseille d'unifier leurs revendications auprès de tous les directeurs de maisons de couture en un seul programme : Semaine anglaise sans réduction correspondante du salaire, et indemnité de vie chère de 1 franc par jour. Puis on organise un comité de grève et Monsieur JOUHAUX, secrétaire de la C.G.T. assure les grévistes de l'appui moral de son organisme.

En face des grévistes, les patrons dont beaucoup font partie de la Chambre Syndicale de l'Habillement, décident de consentir à accorder une indemnité de vie chère, mais refusent catégoriquement d'entendre parler de la semaine anglaise à salaire intégral ; ce serait, disent-ils, un trop lourd sacrifice imposé à leur industrie. Au Ministre de l'Intérieur, Monsieur MALVY, va revenir la tâche de mettre les grévistes et les patrons d'accord.

Mais avec le temps, le mouvement s'élargit, le 19 mai, 31 maisons de couture sont en grève avec 7.500 participants ; le 22 mai, 150 maisons et 12.000 grévistes ; enfin les industries voisines (modes, fourrures, parapluies, fleurs et plumes) et la province sont peu à peu gagnées. Le 1er juin, il y a plus de 25.000 chômeuses.

Les directeurs de plusieurs maisons de couture préfèrent, dès le début de la grève, transiger. Ils accordent 0 fr. 50 à 1 fr. d'indemnité de vie chère et acceptent de discuter le principe de la semaine anglaise. Des autres, Monsieur MALVY obtient facilement que l'accord soit réalisé sur les questions accessoires : pas de renvoi pour causes de grèves ; rétablissement du salaire d'avant-guerre si ce n'est déjà fait, principe de l'indemnité de vie chère étendu à toutes les branches de l'industrie. Mais le conflit reste entier sur la question principale de la semaine anglaise. Seule une loi semblait capable de donner une solution au différend. Monsieur MALVY et Monsieur Léon BOURGEOIS promettent donc de déposer incessamment un projet rendant légal le régime de la

semaine anglaise. Mais les ouvrières protestent. Elles veulent une satisfaction immédiate et repoussent cette mesure dilatoire. Or, le Ministre de l'Intérieur résiste à leur pression, car recourir à un décret serait, à son avis, empiéter délibérément et inutilement sur les prérogatives parlementaires.

Ce ne fut que le 24 mai qu'un premier accord put être signé : Jusqu'au vote de la loi instituant le repos de l'après-midi du samedi, dont un projet était déjà déposé sur le bureau de la Chambre par Monsieur MALVY, une indemnité de cherté de vie de 1 fr. à 0 fr. 50 par jour est accordée aux ouvrières. Dès le 10 juin, date à laquelle la semaine anglaise deviendra institution légale, l'indemnité sera réduite à 0,75 et 0.50. Ces conditions furent acceptées parallèlement par la Chambre Syndicale patronale de la couture parisienne et le Syndicat de l'Habillement.

Les grèves de la couture proprement dites sont donc théoriquement terminées. Mais tandis que dans la fourrure, fleurs et plumes, parapluies, modes, etc... des accords syndicaux interviennent, d'autres grèves éclatent en particulier chez les employés de banque (Société Générale, Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte) 4.500 employés de banque à Lyon, dans les transports en commun, dans le personnel des Bouillons et Restaurants, chez les dames auxiliaires des Finances.

En même temps, les grèves semblent changer de caractère sous l'influence de gens sans aveu, d'étrangers qui s'y mêlent. Les manifestations deviennent bruyantes. A tel point que l'opinion publique, qui avait tout d'abord fait sienne la cause des grévistes, tant qu'ils ne faisaient qu'user de leurs droits (Droit de réunion ; Appel à la presse ; Recours à l'arbitrage) se retourne en constatant des ruptures soudaines de contrats, des tentatives de débauches forcées, la contrainte remplaçant la discussion, les cortèges devenant des bandes. « Les éléments louches ont commencé leurs manœuvres, dit

le « Temps » du 29 mai 1917 ; les cris ont changé de nature. Des figures étranges ont fait leurs périodiques apparitions. La population se demande où est et que fait le Gouvernement ».

Le Gouvernement s'employait à faire voter la loi sur la semaine anglaise, et « faisait le nécessaire pour amener la conciliation et éviter le trouble », « mais s'il lui arrivait de se trouver devant des conflits où le caractère corporatif s'es-tompait, il n'hésiterait pas à prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public » (déclaration du Ministère de l'Intérieur du 28 mai 1917).

Grâce à l'arbitrage ministériel, grâce au vote de la loi du 10 juin, les grèves cèdent et le calme se rétablit dans la signature de nombreux contrats collectifs. L'ensemble des conventions stipulait, outre l'octroi de la semaine anglaise, une augmentation de salaire de 1 fr. par jour ou de 30 pour cent pour les travailleurs aux pièces. Pour beaucoup d'entre elles, l'intervention du Ministre, ou, en province, du Préfet, avait été très utile et même déterminante. Voici, en exemple, les clauses posées dans quelques unes de ces conventions. (V. Statistique des grèves).

La grève des ouvrières en confections prit fin le 29 mai, après intervention du Ministre du Travail ; la convention signée le 26 mai comportait application de la semaine anglaise. Une indemnité de cherté de vie était accordée, soit 0.50 par jour pour les apprenties et les débutantes, 75 centimes pour les ouvriers et ouvrières. Les minima de salaires étaient fixés à 5 frs par jour pour les coupeuses, 4 frs 50 pour les ouvrières à la journée, et 2 frs 50 pour les apprenties.

Une convention signée le 27 mai sur interventions des Ministres de la Guerre et du Travail, accordait aux ouvrières en confection militaire travaillant à domicile une majoration de 25 pour cent sur les anciens tarifs.

Les Ministres de l'Intérieur et du Travail obtinrent par

contrat collectif du 22 mai, pour les couturières de Marseille, une indemnité de cherté de vie de 1 fr. par jour pour les ouvrières et 0,50 pour les apprenties. Postérieurement à la grève, le 8 juin, une nouvelle convention portait application de la semaine anglaise.

Ces exemples sont pris au hasard, car presque toutes les conventions, établies d'après des données communes, comportent les mêmes clauses.

A la fin du mois de juin, en province comme à Paris, le mouvement gréviste est apaisé. Cependant la mauvaise volonté de certains patrons à appliquer loyalement les conventions signées rouvre certains conflits qui semblaient éteints. Mais il n'y a là que cas particuliers, négligeables dans une étude d'ensemble.

Presque partout, les grèves de mai et juin 1917, aboutirent à la signature de contrats collectifs. Tandis que dans les usines de guerre, l'établissement de tarifs officiels (contrats collectifs aussi, mais homologués par l'autorité gouvernementale) avaient mis fin aux différends, on peut dire que c'est en juin 1917 que le contrat collectif a définitivement pris place dans l'organisation du travail et le règlement des conflits. Par l'introduction dans le domaine de la législation ouvrière et de l'organisation du travail, du régime de la semaine anglaise et de la pratique des contrats collectifs, deux pièces maîtresses en la matière, l'intérêt que présente l'étude des grèves de mai et juin 1917 se confirme doublement.

CHAPITRE II

CAUSES DES MOUVEMENTS GRÉVISTES

§ I. — Cause principale des Grèves : Salaires et coût de la vie

A. — *Des variations de l'indice du prix de la vie de 1914 à 1917*

Après avoir vu comment se sont développées les grèves de guerre dans le temps, il faut en venir à l'étude de leurs origines.

La principale, on pourrait presque dire, la seule cause des grèves de guerre, c'est le désir qu'éprouvaient l'ouvrier et l'ouvrière d'améliorer leur situation économique en obtenant un salaire plus élevé et mieux conforme au taux de l'existence, la courbe d'augmentation du prix de la vie s'étant élevée bien plus rapidement que la courbe des salaires. Il faut donc voir séparément l'une et l'autre, comparer leurs deux projections et obtenir par l'écart entre elles, la cause directe et précise des mouvements grévistes.

Or, pour connaître les variations exactes du coût de l'existence, il faut se reporter aux chiffres proposés par le Bulletin de la statistique générale de la France. Le bulletin publie périodiquement, en effet, plusieurs tableaux relatifs, l'un aux variations de l'indice des prix de gros, l'autre à celles de l'indice des prix de détail, un troisième aux mouve-

ments de l'indice représentant les dépenses normales grevant un budget moyen, établies en considération de 13 denrées de première nécessité.

Voici tout d'abord un premier tableau indiquant le mouvement général des prix de gros des denrées, de 1900 à 1920 (l'indice moyen de 1901 à 1910 étant supposé égal à 100). On y trouve les variations des prix de gros, en France pour 20 denrées alimentaires, 25 matières industrielles et 45 articles, pour 44 articles en Italie, 20 en Angleterre et 200 aux Etats-Unis.

(Voir Tableau I, page 28).

Puis un second tableau donnant le mouvement des prix de vente au détail dans l'ensemble des villes d'après les renseignements fournis par les Maires (le prix du 3^e trimestre de 1914 étant ramené au chiffre 100).

(Voir Tableau II, page 29).

TABLEAU I

MOUVEMENT GÉNÉRAL DES PRIX DE GROS

L'indice moyen en 1901-1910 a été supposé égal à 100

DATE	FRANCE			ANGLETERRE	ITALIE	ÉTATS-UNIS
	20 denrées Alimentaires	25 Matières industrielles	45 articles	45 articles	44 articles	200 articles
1914 3 ^e Trimestre	120,3	114,4	116,8	117,5	»	112,5
4 ^e »	124,6	125,5	123,7	122,6	»	115,2
1915 1 ^{er} »	139,8	147,2	143,9	136,6	133,2	117,2
2 ^e »	151,1	160,5	156,3	145,0	149,9	118,3
3 ^e »	152,9	172,3	163,7	145,8	162,4	117,4
4 ^e »	159,7	187,5	182,4	155,0	190,8	123,3
1916 1 ^{er} »	187,9	221,8	205,7	173,0	228,5	132,0
2 ^e »	198,3	236,7	219,5	181,8	237,8	137,0
3 ^e »	189,1	236,7	215,5	181,3	237,0	138,2
4 ^e »	195,7	255,2	228,8	202,7	260,5	152,9
1917 1 ^{er} »	217,0	291,2	258,2	223,4	291,3	156,6
2 ^e »	268,4	319,4	296,7	239,8	332,1	191,4
3 ^e »	277,1	345,0	315,2	240,0	378,3	202,3
4 ^e »	279,5	387,6	339,5	249,0	431,5	207,5
1918 1 ^{er} »	301,6	424,1	369,6	254,8	454,6	212,1
2 ^e »	317,8	437,7	384,4	260,2	489,3	213,6
3 ^e »	332,6	457,2	401,8	266,1	517,2	218,5
4 ^e »	348,8	463,5	412,6	267,3	505,6	217,4
1919 1 ^{er} »	372,8	412,3	394,8	256,1	390,1	209,0
2 ^e »	373,6	385,9	380,4	262,8	408,5	209,9
3 ^e »	384,2	425,2	406,9	287,7	437,5	223,6
4 ^e »	426,6	497,5	466,0	313,4	514,4	225,2

TABLEAU II

MOUVEMENT DES PRIX DE VENTE AU DÉTAIL

daas l'ensemble des Villes, d'après les renseignements fournis par les Maires

Les prix du 3^e trimestre 1914 ramenés à 100

DENRÉES	3 ^e Trimestre 1914	3 ^e Trimestre 1915	3 ^e Trimestre 1916	3 ^e Trimestre 1917	3 ^e Trimestre 1918	3 ^e Trimestre 1919
Pain.....	100	108	111	122	135	139
Farine de blé.....	100	119	127	159	193	198
Viande { Platecôtes ..	100	135	146	185	252	324
de Bœuf { Aloyau.....	100	128	144	177	238	326
Viande { Poitrine.....	100	137	142	191	247	367
de Veau { Carré.....	100	128	144	183	243	369
Viande { Poitrine.....	100	118	134	183	248	354
de Mouton { Côtes.....	100	114	129	168	235	332
Gigot.....	100	112	128	170	241	339
Viande { Côtes.....	100	124	163	230	291	405
de Porc { Epaule.....	100	126	168	240	301	418
Lard.....	100	121	169	250	331	425
Morue sèche.....	100	140	181	232	369	328
Beurre frais.....	100	126	158	233	316	390
Fromage de Gruyère....	100	127	178	258	317	499
Œufs.....	100	142	172	249	351	429
Lait.....	100	107	120	161	226	270
Pommes de terre.....	100	114	167	207	424	376
Riz.....	100	124	150	325	461	257
Haricots suisses blancs...	100	149	176	320	353	330
Pois cassés.....	100	171	230	317	490	330
Lentilles.....	100	162	181	268	409	306
Sucre cassé.....	100	151	160	203	241	269
Huile blanche comestible.	100	119	153	306	339	409
Pétrole raffiné.....	100	114	137	175	222	194
Alcool à brûler.....	100	208	433	560	826	476
Vin ordinaire.....	100	113	206	265	358	363
Bière de ménage.....	100	113	143	204	278	317
Cidre de ménage.....	100	102	135	177	244	310

Enfin le Bulletin de la Statistique générale de la France recueille encore en un troisième tableau les chiffres résultant d'une enquête faite auprès des Maires de villes de plus de 10.000 habitants et portant sur 13 denrées usuelles dont on a fait une moyenne par coefficient. Ce tableau est tout particulièrement précieux parce que si les données en sont parfois grossières et peu exactes, l'indication générale est cependant excellente. Le Bulletin de la Statistique Générale de la France dit de ces statistiques : « Comme lors des enquêtes précédentes, on a calculé des nombres indices en tenant compte des prix de 13 denrées principales, chacune d'elles étant affectée d'un poids déterminé de manière à tenir compte de son importance relative dans la consommation courante. On a pris pour base dans la détermination de ces poids, les quantités consommées chaque année par un ménage ouvrier de 4 personnes vivant à Paris : Pain 700 kgs ; Viande 200 kgs ; Lard 20 kgs ; Beurre 20 kgs ; Oeufs 20 douzaines ; Lait 300 litres ; Fromage 20 kgs ; Pommes de terre 250 kgs ; Haricots 30 kgs ; Sucre 20 kgs ; Huile 10 kgs ; Pétrole 30 litres ; Alcool à brûler 10 litres.

A ces quantités on a appliqué successivement des prix unitaires relevés pour les diverses villes en faisant dans chaque cas la somme des produits partiels. Le total représente ce que coûteraient ces quantités payées aux prix constatés. Il ne représente pas une dépense effective mais sert d'indice pour apprécier la variation d'ensemble des prix de 13 denrées. Ainsi dans une ville où l'indice a passé de 890 (1er trimestre) à 2260 (2e trimestre) l'augmentation est de 148 pour cent. Une famille qui aurait dépensé 300 frs au 1er trimestre en dépenserait 744 pour le 2e trimestre.

Pour permettre une vue d'ensemble, on a établi comme il suit la moyenne des indices pour la France entière, d'abord, puis pour les groupes régionaux des villes du Nord, de l'Est, Sud-Est, Ouest et du Midi.

Enfin, pour plus de précision, il faut encore remarquer

que l'indice moyen en France pour le troisième trimestre de 1914, c'est-à-dire au début des hostilités était légèrement inférieur à ceux de 1913 et 1911. Par rapport à cet indice, celui du 1er trimestre 1916 accuse une hausse de 33 pour cent, du 3e trimestre 1916 de 41,4 pour cent, 1er trimestre 1917, 54 pour cent et 3e trimestre 1917, de 83,76 pour cent.

TABLEAU III

ANNÉE	FRANCE ENTIERE	NORD	EST	SUD-EST	MIDI	OUEST
1 ^{er} Tr. 1911	1014	1039	1002	1103	1013	993
1 ^{er} Tr. 1913	1020	1043	989	1038	1038	985
3 ^e Tr. 1914	1004	1089	988	1018	988	942
1 ^{er} Tr. 1915	1105	1160	1106	1115	1090	1066
3 ^e Tr. 1915	1235	1279	1205	1231	1231	1197
1 ^{er} Tr. 1916	1336	1415	1276	1327	1388	1270
3 ^e Tr. 1916	1420	1461	1379	1436	1456	1363
1 ^{er} Tr. 1917	1547	1641	1497	1554	1579	1457
3 ^e Tr. 1917	1845	1944	1765	1936	1861	1699
1 ^{er} Tr. 1918	2120	2181	2011	2234	2160	1973
3 ^e Tr. 1918	2446	2485	2356	2607	2460	2705
1 ^{er} Tr. 1919	2780	2896	2754	2944	2676	2596
3 ^e Tr. 1919	2893	2904	2880	3009	3007	2712

Le calcul de l'indice du prix de détail, établi pour Paris dans les mêmes conditions que pour les autres villes, en utilisant les prix fournis par une coopérative de consommation d'un quartier populaire de la périphérie donne les résultats numériques suivants :

TABLEAU IV

EPOQUE	INDICE	AUGMENTATION p. %
Juillet 1914	1075	0
Janvier 1915	1295	22
Juillet 1915	1288	22
Janvier 1916	1439	37
Juillet 1916	1387	32
Janvier 1917	1491	39
Juillet 1917	1971	83
Janvier 1918	2056	91
Juillet 1918	2210	106
Janvier 1919	2665	148
Juillet 1919	2811	161

Enfin les magasins de gros publient dans leur rapport annuel de 1917 un tableau statistique du coût de la vie pendant la guerre, indiquant le prix d'achat pour les magasins de gros de certaines denrées au mois de mai 1914, puis entre mai 1916 et mai 1917 ; l'évaluation approximative de la hausse pour cent a été donnée par Monsieur Roger PICARD, pour chaque marchandise, dans son rapport déjà cité.

TABLEAU V

Coût de la vie pendant la guerre, 1914 à 1917

DENRÉES	PRIX D'ACHAT DU MAGASIN DE GROS		EVALUATION DE LA HAUSSE p. o/o
	MAI 1924	Prix Moyen à Mai 1917	
Alcool à brûler.....	43,50	256.	490.
Biscuits	112, »	215.	92.
Cafés Santos.....	291, »	309.	6.
Chicorée.....	38, »	197.	420.
Chocolat	209, »	313.	52.
Haricots blancs	49, »	141.	187.
Homards.	75, »	105.	46.
Huile d'arachide ...	96, »	224.	133.
Lentilles	54, »	127.	135.
Pâtes alimentaires .	65, »	106.	63.
Pruneaux 90 o/o....	76, »	191.	150.
Riz Saïgon	35, »	82.	134.
Sacs d'emballage...	21,50	54,50	150.
Sardines importées 18 %...	28, »	50.	80.
Sarrazin.....	23,50	34.	45.
Sauce tomate.....	42, »	100.	140.
Sucre cristallisé ..	60, »	125,50	112.
Tapioca	60, »	116.	110.
Thon français 1/4...	39, »	62.	59.

De la lecture de ces tableaux et de ces courbes, il ressort que le coût de la vie a considérablement augmenté et que le graphique décrit dans le temps une montée continue. Comment expliquer cette hausse ?

Au début de la guerre, on trouve un indice inférieur à ceux de 1913 et 1914 : les progrès scientifiques réalisés dans le matériel industriel, une meilleure organisation du travail à l'intérieur des usines, des procédés nouveaux mis en œuvre, avaient amené une baisse relative des produits. Avec la guerre s'enregistre immédiatement une hausse rapide. Pourquoi ? Voici brièvement quelques explications proposées de ce phénomène.

Avant toute autre chose, il faut constater la rupture des relations économiques commerciales normales du temps de paix. Les frontières se ferment. Les échanges de marchandises ne se font plus ou sont sensiblement diminués. Plus d'exportations ou presque, ce qui explique l'inégalité des coefficients de hausse s'appliquant aux diverses denrées, et laisse certaines d'entre elles (viandes, froment, pommes de terre) à des cours moins élevés. En effet, ce qui constituait le principal de l'exportation française, avant la guerre, doit s'écouler sur le marché national, et si le prix de ces denrées augmente, il faut chercher l'explication principale de cette hausse dans le phénomène de dépréciation monétaire dû à l'accroissement de la circulation, à l'inflation, celle-ci entraînant, elle seule, une élévation générale des tarifs et des barèmes.

Au contraire, certains produits exotiques comme le riz, les haricots suisses, passent de l'index 100 en 1914 à 325 et 320 en 1917. (On sait que le coefficient moyen d'augmentation pour les prix de détail est de 83 pour cent). La cause de cette hausse n'est plus ici d'origine monétaire, mais d'ordre économique : Difficultés de transports ; augmentation du prix des frêts ; risques nouveaux de guerre.

Du fait de la guerre aussi, la production a considérablement diminuée. Les hommes valides sont au front, et ne produisent plus. Les femmes les remplacent à l'usine, mais

au détriment de l'économie ménagère. Enfin les usines de guerre mobilisent une part considérable de l'activité de ceux qui sont exemptés du devoir des armes.

Ajoutons encore à cela, l'action des mercantis qui savent exploiter la situation troublée et l'on aura cité les principales raisons de circonstance ayant contribué à faire naître cette hausse brusque du coût de la vie.

Mais cette hausse est-elle un phénomène purement national ? unique ? Un coup d'œil sur les statistiques anglaises et allemandes démontre qu'il s'agit d'un fait d'ordre général. Les causes sont partout les mêmes. Elles engendrent les mêmes effets.

Le Bulletin de la Statistique Générale de la France donne les indications suivantes : En Angleterre, l'indice du coût de la vie, de 100 qu'il était en juillet 1914, passe à 145 en janvier 1916, 150 en avril et 184 en décembre de la même année. Il s'agit de l'index représentant le prix des denrées usuelles. En Allemagne, l'index des prix de détail, de 100 en juillet 1914, passe en janvier 1915 à 131, en juillet 1915 à 163 et 188 en janvier 1916, à plus de 220 à la fin de l'année.

En face de ce mouvement général de hausse, que sont devenus les salaires ? Et, entre les deux courbes, courbe du taux de salaires et courbe du coût de la vie, quel écart s'est-il produit, qui va déterminer le mouvement gréviste de 1917 ?

B. — *Etat des salaires pendant les années 1914 à 1917.*

Salaire et coût de vie.

Que sont devenus les salaires depuis la guerre ? Quelle règle ont-ils suivi dans le bouleversement général des lois économiques ? Monsieur LAPORTE, dans un ouvrage sur « Les mouvements de salaires depuis 1914 » distingue pour la rémunération du travail un taux maximum et un taux mini-

mum, l'un et l'autre difficilement franchissables. Le taux maximum se trouve dépassé lorsque l'entrepreneur n'a plus intérêt à travailler, les salaires venant réduire à néant tout produit ; le minimum est atteint lorsque le taux descend si bas que l'ouvrier ne peut plus, avec le revenu de sa journée de travail, vivre, faire vivre sa famille, et renouveler ses forces perdues.

Avant la guerre, dit Monsieur LAPORTE, il y avait deux moyens, pour les ouvriers manuels, d'éviter qu'un salaire ne se maintienne au-dessous du taux minimum : la grève, moyen violent, l'émigration vers des pays plus riches, moyen pacifique. Le conflit international venant fermer, ou presque, les frontières, supprime matériellement l'un, et, par des raisons d'essence patriotique et sentimentale qu'il crée, rend l'autre plus difficilement exploitable.

La question qui se pose est donc celle-ci : Dans les circonstances particulières au temps de guerre, les salaires, le frein ne jouant plus, sont-ils descendus et ont-ils pu se maintenir au-dessous du minimum, ou, au contraire, leur taux s'est-il normalement élevé d'un mouvement de hausse parallèle et proportionnel à celui qui caractérise le coût de la vie.

Les chiffres des statistiques officielles sont aptes à répondre, sinon avec extrême précision, tout au moins en fournissant une indication générale de la tendance.

Car, tandis que, pour le coût de la vie, les variations enregistrées sont à peu près les mêmes pour tous les individus dans la même région, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de salaires. Il faut ici, pour voir clair, distinguer chaque profession, et dans chaque profession, chaque catégorie professionnelle : ouvriers qualifiés, ouvriers non qualifiés, manœuvres, apprentis, main-d'œuvre masculine et main-d'œuvre féminine. On s'aperçoit alors que les salaires n'ont pas tous progressé dans la même proportion et qu'il faut distinguer les salaires élevés ou privilégiés, les salaires moyens ou médiocres, les salaires bas ou nettement insuffisants.

Au lendemain de la déclaration de guerre dans beaucoup de branches du commerce et de l'industrie, les entrepreneurs prévoient une crise prochaine des affaires, crise due aux difficultés de transports et à l'arrêt du crédit du fait du moratorium des effets de commerce et des dépôts en banque qui oblige industriels et commerçants à ne traiter qu'au comptant, à une diminution immédiate du nombre des commandes. Le mot d'ordre de chacun est d'attendre. La crise se produit et les salaires diminuent brusquement, parfois même de 50 pour cent sur le taux d'avant-guerre. Le chômage se développe, et cela, malgré le départ aux armées de tous les mobilisables, 44 pour cent de la main d'œuvre française. Seule l'agriculture réclame des bras pour rentrer les récoltes et ensemençer les terres. Il y a trop de main-d'œuvre, et voilà que s'ajoute à cette première masse, celle des hommes valides non mobilisables réfugiés des régions envahies, dispersés sur le reste du territoire, à la recherche de travail. Les salaires, suivant le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande vont donc s'abaisser. L'enquête sur la production du Bureau International du Travail (Tome IV, 1er volume, p. 692) dit que les ouvriers des mines d'Arras, travaillant au fonds, ne touchent plus au début de 1915 que 5 frs 80 au lieu de 6 frs 25 en 1913 ; les ouvriers d'ensemble (fonds et jour) 5 frs 40 au lieu de 5 frs 72. De même Monsieur Roger PICARD, dans son rapport au Comité National d'Etudes sociales et politiques, cite les exemples suivants de baisse de salaires dans l'industrie des métaux, en 1915 : Pour la Région Parisienne :

Usine Brasier à Ivry : 0,625 l'heure au lieu de 1.10 et 1.20.

Moteurs Le Rhône : 0,44 la pièce au lieu de 0.60.

Usine de Chamond : 5 frs par jour au lieu de 12 frs.

Maison Niclausse : 85 à 90 cent. l'heure au lieu de 1,10 à 1,25.

Thomson Houston : 0,57 l'heure au lieu de 1 fr. à 1,10.

De même en Province :

Au Creusot, diminution de 15 à 25 pour cent sur les salaires de 1914,

Chez Peugeot, les célibataires ne touchent que 4 frs au lieu de 7 frs et les ouvriers mariés 5 frs au lieu de 8 frs pour un travail de 10 heures.

Il faut donc enregistrer pour les troisième et quatrième trimestres de 1914 et le début de 1915, un fléchissement des salaires quasi universel ; baisse du salaire nominal aggravé par une baisse plus sérieuse du salaire réel, la vie n'ayant cessé d'augmenter depuis le début des hostilités.

Avec 1915 s'ouvre une ère nouvelle. La nécessité absolue de produire, de produire à n'importe quel prix, tout au moins dans certaines branches de l'industrie, celles où la défense nationale est directement intéressée, va faire succéder à la crise de chômage une crise de main-d'œuvre. La situation se retourne. Les enquêtes faites par les Inspecteurs du travail disent que tandis qu'en janvier 1915, les 2/3 du nombre des établissements fonctionnant avant la guerre étaient ouverts, en juillet 1915, on en compte les 3/4 et en janvier 1916 les 4/5^e. A une proportion de 40 pour cent de chômeurs en août 1914 succède, au 1er janvier 1915, la moyenne de 20 pour cent. Et bientôt le chômage disparaît complètement. Les bras viennent même à manquer. Au vide laissé par le départ des mobilisables, on avait remédié par des moyens de fortune : appel général à la main-d'œuvre féminine jusque là non employée, utilisation des prisonniers de guerre, rééducation professionnelle des premiers mutilés. Mais cela n'avait pas suffi. La loi Dalbiez doit ramener du front 550.000 hommes pour la plupart ouvriers qualifiés jugés plus utiles dans une usine de munitions que dans la tranchée.

Or, devant les besoins de plus en plus vifs de main-d'œuvre, le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande

jouant une fois encore, mais en sens inverse, au cours de 1916, une hausse sérieuse des salaires nominaux se dessine.

Mais si la pénurie de bras entraîne un mouvement de hausse dans les taux de salaires, ce mouvement n'aboutit en définitive qu'à une élévation apparente, en une hausse importante des salaires nominaux, mais très restreinte, quasiment nulle des salaires réels. De plus, l'inégalité des coefficients de hausse appliqués aux différentes catégories professionnelles et professions, tendant en général à réaliser l'égalisation des salaires, va former une cause seconde de la crise gréviste de 1917 par les mécontentements qu'elle suscite.

Le tableau comparatif dressé par les Conseils de Prud'hommes, ou, à leur défaut, par les Maires, des taux de salaires dans la petite industrie entre 1911 et 1916 nous donne les chiffres suivants :

HOMMES	1911	1916	Aug. p. %
—	—	—	—
Paris	7,76	8,95	15
autres villes	4,55	5,56	22
FEMMES			
—			
Paris	3,68	4,75	22
autres villes.....	2,21	2,57	16

Le tableau comparatif des renseignements émanants des Inspecteurs du travail, relativement au taux des salaires journaliers dans la grande industrie en 1911 et 1916 donne le résultat ci-dessous :

HOMMES	1911	1916	Aug. p. %
—	—	—	—
Journaliers manœuvres occupés à la manutention et à l'entre- tien	4,02	5,31	32
Ouvriers qualifiés.....	5,48	6,83	25
FEMMES			
—			
Manœuvres	2,40	3,28	37
Ouvrières qualifiées.....	2,99	4,12	38

Voici des chiffres généraux. A côté d'eux, il est bon d'exposer des chiffres plus précis, intéressant des catégories professionnelles particulières. Par les données ci-dessous, on jugera mieux de l'inégalité des coefficients de hausse des salaires dont il vient d'être parlé, que ces premiers résultats généraux affirment déjà.

Parmi les ouvriers, certains sont favorisés. Le tableau de la hausse des salaires par professions dressé par les Conseils de Prud'hommes et publié par le Bulletin de la Statistique générale de la France de juillet 1917, dit, par exemple, que les ouvriers en chaussures, de Romans (Drôme) voient leurs salaires passer de 4 frs 50 en 1914 à 10 frs en 1916. Les ouvrières de la même usine touchent en fin de journée 5 frs pour 1 fr. 50 avant guerre. A Thiers (Puy-de-Dôme) les forgerons en coutellerie touchent 10 frs pour 4 frs 50, les limeurs 7 frs 50 pour 2 frs 50, les monteurs 8 frs 50 pour 2 frs 80. A Saint-Junieu (Haute-Vienne) les ouvriers gantiers, qui touchaient avant la guerre 3 frs 60, ont un salaire journalier de 11 frs 50. Les Inspecteurs du travail citent de même, le cas des journalières manœuvres de l'industrie des métaux dont le salaire passe de 2 frs 40 à 3 frs 82 (soit donc une augmentation de 59 pour cent) et des décolleteuses, 3 frs 57 à 5 frs 77 (soit 62 pour cent).

Il faut remarquer tout de suite, d'ailleurs, que ces élévations qui sont très rares, faits nettement isolés, se produisent toutes dans les industries (métallurgie, fabriques de chaussures, fabriques de gants) travaillant plus ou moins pour l'armement ou l'équipement militaire. L'urgence de la production explique facilement ces salaires élevés.

Mais à côté d'une hausse normale de 30 pour cent à 25 pour cent dans le plus grand nombre des industries, il faut aussi citer le cas de salaires bas, très bas, en particulier dans la petite industrie: les brodeuses en province voient leur salaire passer de 2 frs 29 à 2 frs 40 (augmentation de 5 pour cent) et les modistes de 2 frs 41 à 2 frs 71 (12 pour cent). Les salaires des ouvrières en parapluies, à Angers (Maine-et-Loire) restent identiques à ce qu'ils étaient avant-guerre (2 frs 50) et ceux des corsetières de Remiremont (Vosges) haussent à peine de 25 cent. (2 frs 25 à 2 frs 50). Ces cas là aussi sont très rares et se rencontrent surtout dans l'industrie féminine de la couture, particulièrement éprouvée par la guerre qui rend momentanément impossible toute exportation.

Monsieur PICARD dit aussi qu'en 1916 la Chambre Syndicale des Serruriers réclamait en vain les salaires d'avant guerre. Au mois de mai 1916 les serruriers gagnaient, à l'heure, encore 0,15 de moins qu'avant la guerre. Enfin une enquête faite par la Fédération des Métaux en fin 1916 auprès de 26 grands centres industriels révèle pour des journées de 10 heures des salaires minima de 3 frs 30 à 6 frs 60 et maxima de 7 frs 25 à 14 frs. Monsieur Roger PICARD fixe la moyenne du salaire masculin journalier à 6 frs en 1916. A la même époque, le Bulletin de la Statistique générale détermine le taux moyen entre 7 frs et 7 frs 55.

Quelles conclusions rapides peut-on tirer de l'étude de ces mouvements de salaires ?

Tout d'abord il faut conclure : à un nivellement des salaires. L'inégalité des coefficients de hausse en est la cau-

se. Là où les salaires étaient bas avant la guerre (cordonniers, terrassiers et en général dans le Midi) l'élévation est plus rapide et plus prononcée. Les hauts salaires d'avant 1914 croissent peu (ouvriers du bâtiment, Industries du lin et en général dans tout le Nord) ; à une augmentation plus considérable des salaires dans la grande industrie que dans la petite (et dans la grande industrie, mouvement particulièrement accentué dans toutes les usines travaillant à la défense nationale), chez les manœuvres que chez les ouvriers qualifiés ; à une inégalité caractéristique et exagérée, voulue par les lois économiques, dans la hausse des divers salaires de la main-d'œuvre féminine ; les salaires de femmes travaillant dans la métallurgie croissant de 50 à 70 pour cent (demande énorme, offre toujours trop restreinte), tandis que le gain des ouvrières en couture et en modes (branches industrielles particulièrement éprouvées, où les restrictions de guerre se font principalement sentir) reste à peu de choses près stationnaire.

*
* *

Tous les salaires ont donc augmenté. Quelques-uns plus, quelques-uns moins, la plupart d'environ 30 pour cent. Mais le point délicat qu'il nous faut envisager maintenant est celui-ci : L'augmentation générale des salaires est-elle proportionnelle à celle qui a marqué le prix de la vie ?

Dans certains cas exceptionnels, tout en lui restant inférieure, l'élévation enregistrée des salaires journaliers pourrait être suffisante si elle ne provenait le plus souvent, comme il a été constaté dans des enquêtes successives, du surmenage par travail aux pièces intensif. Partout ailleurs, l'augmentation reste nettement insuffisante. Le pouvoir d'achat du salaire moyen a considérablement diminué depuis la guerre.

Pour mesurer l'augmentation du coût de la vie, pour ce qui touche à l'ouvrier, on dispose d'une part des prix de pen-

sion habituellement payés par l'ouvrier célibataire, pour la nourriture et le logement, établis d'après les indications des Conseils de Prud'hommes; d'autre part des indices qui représentent la dépense d'une famille ouvrière de quatre personnes pour l'achat de 13 denrées usuelles. Ces derniers indices (v. supra.) sont calculés par la statistique générale de la France en supposant des consommations invariables et en appliquant aux quantités fixes des diverses denrées, les prix fournis périodiquement par les Maires.

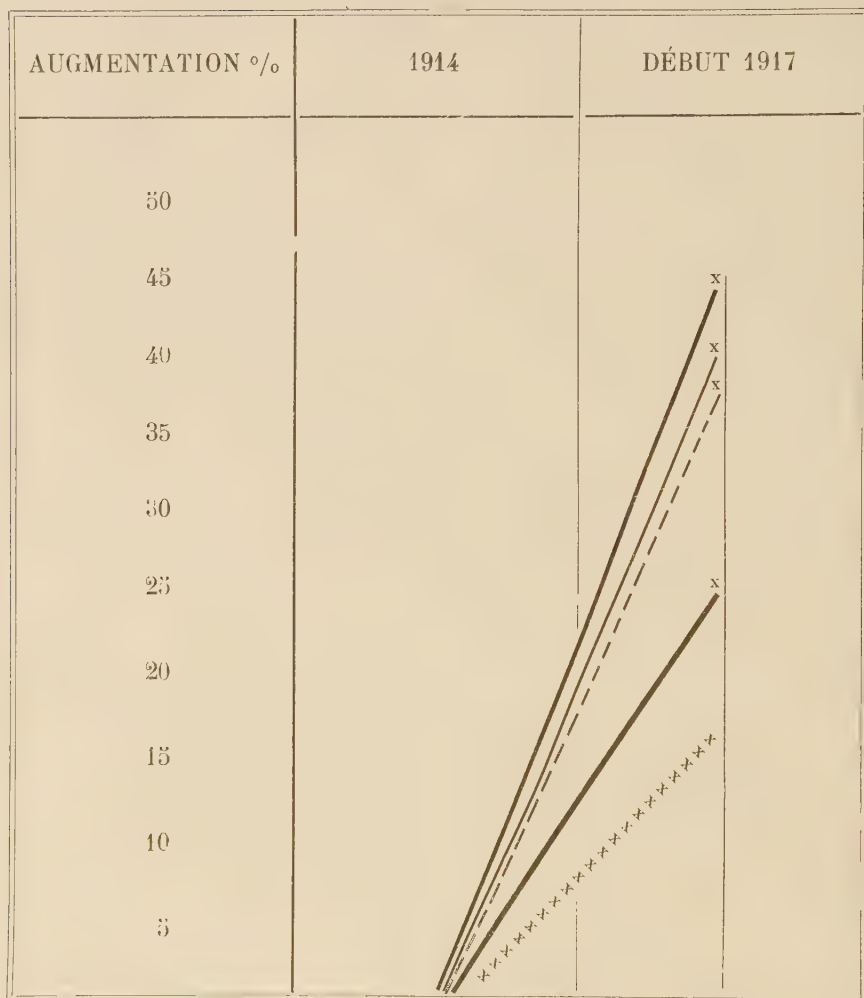
Pour 1911 et 1916 (veille de la crise gréviste) les chiffres sont les suivants :

	1911	1916	Aug. p. %
	—	—	—
Prix moyen de pension par mois	70	99	41
Indice du prix de 13 denrées...	1,014	1,466	45
	(1 ^{er} tr.)	(4 ^e tr.)	

Supposant uniformément égaux à 100 les chiffres d'avant guerre, les chiffres de 1916 peuvent être représentés par les nombres indices ci-dessous :

			Aug. p. %
Salaires masculins	Conseils de prud'hommes..	122	25
	Inspecteurs du travail...	125	
Salaires féminins.	Conseils de prud'hommes..	116	16
	Inspecteurs du travail...	138	38
Coût de vie....	Prix de pension.....	141	41
	Prix des denrées.....	145	45

(Les salaires féminins étudiés par les Conseils de Prud'hommes comprenaient : Repasseuses, Couturières, Lingères, Giletières, Dentelières, Brodeuses et Modistes ; ceux des Inspecteurs du Travail : Ouvrières en filature, tissage, chaussures, fabriques de confection, vérification de pièces détachées, manœuvres d'usines).



- Prix des Denrées (13).
- Prix de Pension.
- Salaires Masculins.
- xxxxx Salaires Femmes (petite industrie).
- Salaires Femmes (grande industrie).

Un cas spécial, celui de la main-d'œuvre féminine dans la grande industrie, mis à part, partout, l'écart sera grand entre l'augmentation des salaires et la hausse du prix de la vie. (V. graphique ci-contre). Et dans cet écart considérable, il faut chercher et trouver la cause essentielle du mouvement gréviste.

Monsieur OUALID, dans son ouvrage : « Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves pendant la guerre » conclut dans le même sens : « Cette disproportion entre le coût de la vie constamment croissant et le relèvement moins grand et plus discontinu des salaires est la cause principale des revendications ouvrières »... et plus loin : « ainsi donc, discordance du salaire et du coût de la vie, telle est la première et la plus profonde des causes de revendications amiables ou accompagnées de grèves ». Et Monsieur OUALID ajoute : « Il est donc normal que ces mouvements coïncident avec les mouvements saccadés du coût de la vie... et dé fait, on peut, dans une certaine mesure, établir une courbe parallèle des grèves (que suit la hausse des salaires) et du coût de la vie » (V. p. 361). Et voici dans un tableau, les nombres et indices comparés des prix des denrées alimentaires et des conflits industriels de 1914 à 1918, qui vont permettre de voir de façon précise le parallélisme presque constant des deux phénomènes : grèves et hausse du coût de la vie :

Base }	Province (320 villes)	Août 1914	100
	Paris	Juillet 1914	100

ANNÉES ET MOIS		NOMBRE INDICE DU PRIX DE 13 DENRÉES		NOMBRES MOYENS TRIMESTRIELS DE	
		Paris	Province	Grèves	Grévistes
1914	JUILLET....	100	»	»	»
	AOUT.....	»	100	»	»
1915	JANVIER....	120,50	»	»	»
	FÉVRIER...	»	110,1	5	276
	AVRIL.....	114,4	»	10	633
	JUILLET....	119,8	»	9	1192
	AOUT.....	»	123	»	»
	OCTOBRE...	117,7	»	9	1192
1916	JANVIER....	133,9	»	»	»
	FÉVRIER...	»	133,1	21	2135
	AVRIL.....	132,3	»	»	»
	MAI.....	»	137,4	21	2403
	JUILLET....	129	»	»	»
	AOUT.....	»	131,4	33	3313
	OCTOBRE...	134,9	»	»	»
	NOVEMBRE..	»	146	27	5982
1917	JANVIER....	138,6	»	(41)	(15070)
	FÉVRIER...	»	154,1	23	5795
	AVRIL.....	146,6	»	»	»
	MAI.....	»	171	131	62625
	JUILLET....	183,3	»	»	»
	AOUT.....	»	183,8	41	13606
	OCTOBRE...	184,3	»	»	»
	NOVEMBRE..	»	200	37	12576
1918	JANVIER....	191,2	»	»	»
	FÉVRIER...	»	211,2	30	12107
	AVRIL.....	218,1	»	»	»
	MAI.....	»	232,2	50	23325
	JUILLET....	205,6	»	»	»
	AOUT.....	»	243,6	50	18923
	OCTOBRE...	237,6	»	»	»
	NOVEMBRE..	»	259,8	26	5305

Et Monsieur OUALID ajoute : « On voit donc ainsi que les pointes tracées par les grèves importantes par leur nombre et l'effectif des grévistes qu'elles mettent en chômage, coïncident à peu près parfaitement avec les poussées de hausse de prix de détail, qui en font passer l'indice d'une augmentation lente ou d'une stabilité relative à un niveau brusquement plus élevé. Ainsi, à Paris, la première poussée sérieuse de grèves est de fin décembre 1916, commencement janvier 1917. Ce mois porte le nombre des grévistes de 6.000 environ pendant le trimestre précédent, à plus de 15.000. Or, de juillet 1916 à janvier 1917, l'indice du coût de la vie passe de 129 à 138,6 en hausse de 10 points, hausse d'ailleurs plus accentuée en province puisque d'août 1916 à février 1917 l'élévation est de 23 points ». C'est également ainsi que l'on peut expliquer la crise de mai-juin 1917. De janvier à juillet, l'indice passe de 138,6 à 183,3, soit 45 points en 6 mois. Les grèves, à ce moment, sont particulièrement nombreuses. « Pendant le 2^e trimestre 1917 la moyenne mensuelle des grèves est de 131 et celle des grévistes de 62.625 ».

Enfin, si pour terminer l'on jette les yeux sur les documents officiels publiés par le Ministère du Travail et relatifs aux causes générales de grèves, on trouve, pour les années 1915, 1916, 1917 et 1918, réciproquement, à côté de 25, 49, 56 et 62 grèves, ayant pour origine des causes diverses, 62, 257, 628 et 424 grèves issues uniquement de demandes d'augmentation de salaires, soit sur le total des proportions de 71 pour cent en 1915, 83 en 1916, 92 en 1917 et 87 en 1918.

*
* *

Encore faut-il envisager, avant d'en venir à l'examen des autres causes, causes secondaires du mouvement, pour que l'étude soit moins incomplète, quelques chiffres donnés par les statistiques étrangères et publiés par le Bulletin de la Statistique Générale, qui démontrent en Allemagne et en Angle-

terre, un mouvement de hausse des salaires parallèle et, à peu de choses près, proportionnel à celui qui se produisait en France à la même époque. Voici les chiffres :

En Allemagne :

Taux des salaires	1914	1916	Fin 1917
dans la grande industrie	100	137	122
Prix des denrées.....	100	145	190

Il s'agit des salaires féminins. Les chiffres sont sensiblement, en ce qui concerne l'année 1916, les mêmes que ceux donnés par les statistiques françaises pour la France.

En Angleterre :

	Juillet 14	Juillet 16
Coût de la vie.....	100	147
Salaires : Métallurgie.....	100	120
Mineurs ouvriers qualifiés....	100	110
» » nonqualifiés	100	129
Cheminots.....	100	120

Tandis que l'indice du coût de la vie 147 est presque égal à celui que nous avons enregistré en France : 145, il semble bien que l'indice des salaires est encore inférieur en Grande Bretagne (120) à celui, déjà trop bas des salaires industriels français : 130.

§ 2. — Causes secondaires des Grèves de 1917

L'insuffisance des salaires payés aux ouvriers qu'ils fussent est la cause déterminante des mouvements grévistes de janvier et de mai 1917. Mais peut-on dire

qu'elle en est la cause unique ? Assurément non. Car il y a d'autres facteurs, encore, d'ordre économique et d'ordre politique et psychologique qui, à cette époque, entraînent les ouvriers mécontents à se mettre en grève.

De ces causes secondaires, les unes se rattachent de près ou de loin, encore, à la question des salaires. Les autres, au contraire, sont des malentendus qui aigrirent et précipitent l'essor d'événements qu'ils eussent été incapables de faire naître.

Il faut tout d'abord signaler la jalousie éveillée, chez les ouvriers les moins favorisés, par l'inégalité qu'on rencontre dans les coefficients de hausse des salaires si l'on se place au simple point de vue professionnel, ou davantage encore, dans chaque profession, au point de vue catégorie professionnelle. Or les moins favorisés, on l'a vu, sont les ouvriers spécialisés, ouvriers qualifiés, ceux que les anglais appellent « skilled », ceux qui, avant la guerre, touchaient les salaires élevés. Soit parce que des manœuvres, entrés hier dans le métier, ne possédant aucune culture professionnelle, parviennent à toucher des salaires égaux ou plus élevés que les leurs, soit parce que la nécessité de remplacer les mobilisables fait parvenir à la situation d'ouvriers spécialisés des apprentis hâtivement instruits, soit parce que la crise sévissant dans certaines branches de l'industrie contraint les ouvriers capables de ces professions à prendre un emploi de manœuvre dans une industrie parallèle, soit enfin parce que le perfectionnement de l'outillage permet à certains spécialistes de fraîche date, payés aux pièces, de gagner davantage qu'un ancien ouvrier réservé, par ses qualités, pour les travaux délicats payés à l'heure, une irritation très accusée se développe chez la plupart des membres de cette aristocratie ouvrière. On se trouve ici devant un exemple de mise en pratique du système de la Dilution du travail, facilement générateur de mécontentement.

Si l'on ajoute à cela, les différences qui s'établissent

artificiellement entre les salaires masculins et les salaires féminins, ceux des ouvriers mobilisés, et ceux des ouvriers civils, on comprend facilement le malaise dont la conscience populaire se sentait troublée.

A côté de cette autre cause, et la complétant, il faut signaler aussi l'effet désastreux provoqué dans les milieux ouvriers par les extravagances du mercantilisme. En effet, dans chaque centre ouvrier s'installe une nuée de petits détaillants (épiciers, bouchers, restaurateurs) venus dans le seul but d'exploiter et de faire rapidement fortune sur le dos des clients sans défense. Les mercantis ont tout un système de hausse de prix rapide dont voici à peu près le mécanisme : Leur fait-on craindre un impôt sur telle marchandise, cela suffit pour qu'ils en augmentent le prix. L'impôt est-il voté, c'est un prétexte trouvé pour une augmentation nouvelle. Devant la hausse des prix de détail, on va hausser les salaires. Les détaillants, envisageant alors des possibilités nouvelles de dépenses chez le salarié, augmentent encore leurs prix, et, toujours, évidemment, proportionnellement à la plus forte hausse. Or tous les ouvriers vivent dans le même centre quel que soit leur salaire, quelle qu'ait été l'augmentation dont celui-ci a été doté. Les moins favorisés voient leurs camarades à salaires privilégiés vivre confortablement, tandis que pour eux manger et dormir devient un problème de plus en plus difficile à résoudre. De cette inégalité encore accrue par l'action mercantile, naît une jalousie et un malaise d'autant intensifiés.

Malaise qui s'accroît encore de celui que provoque parfois dans les esprits ouvriers des modifications dans le système des salaires ou des mesures patronales, tantôt défendables et justes (application du tarif aux pièces — diminution des salaires concurremment à l'inauguration d'un outillage nouveau plus productif) tantôt, au contraire, manifestation abusives (amendes - retenues). Les ouvriers admettent mal aussi d'être victimes de la pénurie de matières premières,

qui, arrêtant la production, les empêche de gagner de gros salaires aux pièces, et d'y ajouter l'appoint des primes de surproduction. Cette question est cependant discutable. Mais n'est-il pas au contraire manifestement injuste de diminuer le prix des pièces quand les progrès réalisés par l'ouvrier lui permettaient de gagner plus en produisant davantage. C'est pourtant de tels arguments que dénonce le « Petit Parisien » du 27 janvier 1916 pour une usine de fabrication de gaines d'obus de Grenoble où l'on élève de 700 à 1.000 le nombre minimum des pièces formant la tâche journalière ; la prime de surproduction est ainsi perdue. Et le salaire quotidien tombe de 7 frs 50 à 4 frs 50. De même « La Bataille », le 13 janvier 1917, parle des Usines Rateau à la Courneuve où les prix pour 1.000 pièces sont abaissés de 9 frs à 7.

Des abus se produisent encore dans les retenues et les amendes infligées aux ouvriers pour raison de malfaçons ou de discipline, abus tels que la Circulaire Ministérielle du 10 août 1916 vient prescrire qu'en aucun cas, ces retenues ne pourront faire tomber les salaires au-dessous du taux courant régional prévu par les décrets Millerand de 1899. Il y a enfin ce qu'on peut appeler « les petits moyens », traitements mesquins qui employés par certains patrons et directeurs, irritent les ouvriers et soulèvent l'orage. « L'Humanité » du 23 février 1916 nous révèle, par exemple, que l'on paye aux ouvrières des maisons de couture, pour la première quinzaine, un salaire inférieur à celui qui a été convenu lors de l'embauchage, ce qui entraîne, naturellement, un renouvellement fréquent du personnel.

Enfin la présence de la femme à l'usine, du matin au soir, et accomplissant les travaux les plus pénibles, est un fait nouveau. Si le salaire global familial s'en trouve amélioré, l'économie ménagère et la vie de famille ne peuvent qu'en souffrir. C'est l'existence même de celle-ci que les ouvrières voudront défendre au mois de juin 1917, en exigeant pour elle l'octroi du repos de l'après-midi du samedi,

cette demi-journée de liberté leur permettant de remettre l'ordre dans le ménage et de jouir pleinement du repos du dimanche.

A côté des causes économiques, causes psychologiques et politiques, a-t-il été dit au début de ce paragraphe ? Oui, aussi.

Certes, au lendemain de la guerre, les idées de chacun ont évolué. On a banni de sa façon d'agir le mobile principal du temps de paix : l'intérêt particulier. Les appels au patriotisme ont été entendus. La bonne volonté de chacun les avait d'ailleurs devancés. Mais on ne peut être héroïque fort longtemps. Le conflit, en se prolongeant, avait créé des mentalités nouvelles. Le besoin de luxe s'était insinué dans l'esprit des ouvriers avec le désir de jouissance immédiate. De quoi demain sera-t-il fait ? La bijouterie légère, les parfums bon marché, les comestibles de choix inondent les marchés ouvriers. Le cinématographe devient une nécessité hebdomadaire. Le marchand de vin, une habitude quotidienne.

Devant ces besoins nouveaux à satisfaire, ajoutés aux nécessités normales de l'existence, comment des salaires bas pourront-ils être trouvés suffisants ? L'ouvrier jette alors, pour affermir ses réclamations, les yeux sur les bénéfices énormes réalisés par les entrepreneurs et les capitalistes. Monsieur Emmanuel BROUSSE, dans un discours prononcé à la Chambre des Députés le 23 septembre 1917, cite cet exemple : « La Société Salmson (moteurs d'avions) a publié hier, elle aussi son bilan officiel. Nous y trouvons un capital complètement remboursé, 9.600.000 frs répartis aux actionnaires. On trouve 60 millions de bénéfices par an pour une autre société, 10 millions dans une troisième ». Monsieur PICARD donne les faits suivants : Forges et Acieries d'Homecourt, capital 28 millions ; bénéfice 17.376.401 francs en 1916 pour 6.813.502 en 1915. Les Forges et Acieries de France, 11.403.920 contre 2.723.000 en 1913-1914 et 1.600.000 en 1914-1915. L'ouvrier sait tout cela. La presse le

lui dit, et considérant son maigre salaire et les bénéfices énormes des patrons, il voudra par la grève, rétablir un plus juste équilibre des rémunérations.

Enfin un dernier facteur, d'ordre politique, né de la lassitude de la guerre, du fléchissement moral momentané des armées et de l'arrière, s'ajoute au concert des origines déjà étudiées. « Dans l'agitation gréviste de 1917, dit Monsieur W. OUALID, ce sont des éléments qui échappent à l'enregistrement statistique et dont il faut se contenter de marquer « l'action de présence ». Ajoutons encore l'action d'éléments troubles de perturbations dont le rôle s'attachera surtout à la débauche des travailleurs, débauche pacifique ou violente suivant les cas ».

Telles sont les causes secondaires qui, considérablement moins lourdes que le problème des salaires, mais influentes quand même, dont, comme le dit si justement Monsieur OUALID « la statistique ne permet pas de mesurer toute l'importance, à la fois parce que souvent cette cause véritable se dissimule sous des prétextes professionnels et parce que, pour les plus importants des conflits qu'elle a motivés, les relevés officiels n'indiquent pas le nombre des grévistes participants concernant les motifs politiques de grèves : solidarité, protestation contre les mesures militaires ou de mobilisation, manifestation en faveur d'une cessation prématurée des hostilités » expliquent, ou plutôt, achèvent d'expliquer et de motiver les mouvements grévistes de 1917 et 1918.

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DES MOUVEMENTS GRÉVISTES
DANS LE DOMAINE DE LA LÉGISLATION OUVRIÈRE
ET LEUR INFLUENCE
SUR LE COURS GÉNÉRAL DES SALAIRES

I. — Conséquences des mouvements grévistes dans le domaine
de la législation ouvrière

La cause des grèves de guerre est essentiellement une question de salaires : Les salaires sont insuffisants. C'est donc sur les salaires que va se porter l'attention du Gouvernement, désireux à juste titre de voir cesser au plus tôt toute perturbation intérieure, et c'est sur eux que son autorité va se faire sentir. Partout, les Ministres de l'Intérieur, de la Guerre ou de l'Armement, et les représentants du Gouvernement dans les provinces : préfets, sous-préfets, maires, vont intervenir dans les conflits et grâce à leur action impartiale et désintéressée, de nombreuses conventions collectives seront signées plus tôt qu'elles ne l'auraient été sans leur appui. Mais, dans un domaine particulier, celui qui dépend plus étroitement de lui, le Gouvernement va créer des institutions nouvelles, institutions, à l'époque, depuis longtemps déjà discutées, quelques-unes même fort âprement, et dont les circonstances particulières du temps de guerre vont autoriser la naissance et favoriser le développement. C'est tout

d'abord l'introduction, dans les usines de guerre, de la notion de « minimum de salaire ». (Décret du 16 janvier 1917). Puis la réglementation des salaires donne matière à arbitrage. Pour éviter des grèves, pour les faire cesser si elles viennent à se produire, il sera nécessaire de discuter des tarifs au sein d'organismes chargés exclusivement d'une fonction de conciliation et le cas échéant, l'arbitrage. La mise en pratique du principe de « conciliation et arbitrage rendus obligatoires » (Décret du 17 janvier 1917) s'inscrit aussi sur la liste des nouveautés de cette époque. De plus, pour éviter, autant qu'il sera possible, les heurts entre les salariés et le patronat, capables d'entraîner le retour des conflits, il semblera nécessaire de créer, au lendemain du décret du 16 janvier, pour en faciliter la loyale mise en œuvre, un organe de liaison entre ouvriers et directions, et le cas échéant, entre ouvriers et pouvoir central : ce seront ces délégués d'ateliers créés par les circulaires ministérielles des 5 février, 17 mars, 24 juillet et 5 septembre 1917. Enfin, pour répondre au désir des ouvrières, de conserver, malgré leur présence à l'usine ou à l'atelier, un semblant de vie familiale, la loi du 11 juin 1917, hâtivement présentée par M. MALVY, Ministre de l'Intérieur, à l'agrément des Chambres, rendra légal le repos de l'après-midi du samedi pour les ouvrières des industries du vêtement, créant ainsi, officiellement la « semaine anglaise ».

Donc quatre conquêtes ouvrières nouvelles cantonnées dans un rayon restreint, sans doute, mais pour la première fois exploitées : Le minimum de salaire — L'arbitrage et la conciliation obligatoires — Les délégués d'atelier — La semaine anglaise. Il faut examiner chacune d'elles, et terminer par un rapide coup d'œil sur l'état des salaires après les grandes crises ouvrières, l'étude des résultats et conséquences des mouvements grévistes pendant la guerre.



A. — *Le minimum de salaire.*

Bien avant la guerre, une question de législation ouvrière se posait, très débattue, souvent abandonnée, souvent remise en discussion par ses défenseurs acharnés, les membres du parti socialiste : c'est la question du minimum légal de salaire. La taxation des salaires doit-elle dépendre de la libre convention des parties et les pouvoirs publics doivent-ils s'en désintéresser comme d'une question d'ordre privé ; ou au contraire leur appartient-il de fixer une rétribution minima, un minimum de salaire, un salaire « vital ».

Fixer un minimum de salaires, cela présente de grosses difficultés. Comment arriver jamais, une fois le premier pas fait dans cette voie, à déterminer un minimum de salaire pour chaque profession dans chaque région ? Car pour chaque profession, les tarifs de salaires sont influencés, dans les diverses régions par les variations du prix de la vie, particulières à chacune d'elles (on a vu, en étudiant les variations du coût de la vie, que les courbes du mouvement ne sont pas identiques, que l'on envisage le Nord ou le Midi de la France). Une multitude de tarifs distincts seraient donc nécessaires, aussi nombreux, pour chaque industrie, que les centres industriels. En outre, ces tarifs devraient être l'objet d'une révision constante, les conditions économiques se modifiant sans cesse. L'œuvre du législateur serait donc, sans cesse, remise sur le métier et risquerait, sans cesse, d'encourir un retard ou une avance sur le mouvement du marché.

Puis, quelle base adopter pour déterminer un salaire vital ? Faut-il considérer les besoins de l'ouvrier célibataire ou ceux de l'ouvrier chargé de famille ? Enfin, fixer un minimum trop bas, cela ne servirait à rien, la grève rentrerait aussitôt en jeu ; fixer un minimum trop élevé, ce serait risquer de voir les industriels fermer leurs usines et la crise de chômage remplacer la crise des bas salaires. Et fixer un minimum répondant à la situation économique précise et cela, à chaque instant, c'est une quasi impossibilité.

Pourquoi qualifier la chose d'impossible, protestaient certains partisans de la réforme, puisque l'Australie et la Nouvelle Zélande ont instauré, il y a quelque 25 ans, le régime du salaire légal minimum, et que ces pays s'en trouvent bien. A quoi, après enquête, on put répondre que l'Australie et la Nouvelle Zélande sont des pays fort lointains, que la concurrence de la main-d'œuvre étrangère n'y est pas excessivement redoutable, et que, si le salaire légal minimum hausse le salaire au-dessus de son prix normal, il n'y a pas à craindre que les produits des autres pays ne viennent par leur bon marché condamner à la mévente les produits australiens et néo-zélandais.

Irréalizable, telle paraissait donc la fixation d'un minimum de salaire pour toutes les industries en chaque région et à tout moment. Avant la guerre on en était même venu à estimer que le seul remède à la baisse des salaires, à l'exploitation des ouvriers, ne résidait pas dans la fixation par le Gouvernement d'un minimum légal de salaire, mais dans la défense d'un taux moyen de salaire, exercée par des associations ouvrières de syndicats fortement organisés, qui, conscients de leur force et au fait des possibilités économiques, sauraient ce qu'il faudrait, le cas échéant, demander ou exiger sur ce terrain.

Mais, si en venir à une mesure générale semblait impossible, des mesures particulières pouvaient néanmoins être prises. Avant le décret du 16 janvier 1917, les décrets Millerand de 1899 et la loi du 10 juillet 1915 sur la fixation du salaire minimum pour les ouvriers travaillant à domicile dans les industries du vêtement avaient, dans des domaines particuliers, introduit la notion de salaire minimum.

En effet, dans certaines circonstances exceptionnelles, l'intervention des pouvoirs publics dans la fixation des tarifs de salaires devient réalisable, peut même être jugée utile et nécessaire : Tout d'abord, lorsque l'Etat fait faire lui-même des travaux. Maître des conditions qu'il pose aux entrepre-

neurs, il peut mettre dans le cahier des charges une clause obligeant le concessionnaire à se conformer au taux courant du salaire dans la région. C'est ce cas qui fut réglé par le décret du 10 août 1899 relatif aux conditions de travail dans les marchés passés au nom de l'Etat et par l'insertion de la même clause dans les marchés passés par les départements, communes, établissements publics ou de bienfaisance.

En dehors de ce cas précis, et c'est dans cet ordre d'idées que rentrera presque tout entier le décret du 16 janvier 1917, il y en a d'autres pour lesquels peut devenir nécessaire l'intervention du Gouvernement. Il existe, en effet, une catégorie de travailleurs, dignes d'intérêt par le fait même de leur misère, et par l'exploitation dont ils sont l'objet auprès des entrepreneurs. Parmi eux, il faut placer les femmes travaillant à domicile pour les diverses industries du vêtement. Exploitées par les intermédiaires qui leur procurent l'ouvrage, les sweaters, elles doivent peiner durant des journées de travail très longues pour récolter des salaires infimes. La loi du 10 juillet 1915 fixant pour ces malheureuses un salaire minimum est un second précédent législatif au décret du 16 janvier 1917.

Enfin, précédents immédiats, et précieux parce qu'ils marquent une tendance nouvelle qui sera celle aussi du décret du 16 janvier, tout avant la parution de celui-ci, des circulaires ministérielles viennent assurer un salaire minimum et normal aux ouvriers travaillant dans les usines de guerre de l'Etat. En août 1916, des circulaires ministérielles établissent un salaire normal pour la semaine de 49 heures et le complètent en créant des primes portant le salaire du manoeuvre à 5 frs par jour. En outre les décrets Millerand de 1899 sont déclarés applicables à ces ouvriers et les contrôleurs de la main-d'œuvre, fonctionnaires dépendant du Ministère de l'Armement, et création de la guerre, descendants des Inspecteurs du travail, sont chargés d'établir des salaires types, non pas par comparaison avec les salaires moyens ré-

gionaux pour la profession, mais en considération des salaires « les plus élevés » payés par les usines qui fonctionnaient encore normalement. (Bien des ateliers, on l'a vu, avaient brusquement abaissé le taux des salaires en raison des circonstances nouvelles). L'Etat voulait, en traitant les ouvriers mobilisés comme l'étaient les ouvriers civils ou étrangers, éviter les jalousies, cause directe des mécontentements.

Dès maintenant, et avant d'envisager le décret du 16 janvier, l'on se rend exactement compte des différences de buts poursuivis qu'il peut y avoir sous des apparences identiques. En fixant un salaire minimum, le décret de 99 et la loi de 1915 d'une part, les circulaires de 1916 d'autre part, n'étaient pas nées d'une même pensée. Minimum légal de salaire, toujours, et pour tous, cela n'a pas la même signification. Et l'on dote cette expression d'interprétations bien différentes.

C'est ce que disait Monsieur Théodor BRAUER, professeur de politique sociale à la Technische Hochschule de Karlsruhe, dans un article publié par la Revue Internationale du Travail de mai 1925.

Monsieur BRAUER distingue trois sortes de salaires minima : le salaire anti-switing qui a pour but immédiat de mettre le salarié à l'abri de l'épuisement physique et d'une exploitation excessive de la part de son employeur.

Le taux minimum de salaire, proprement dit, qui peut être fixé soit en vertu de dispositions législatives traitant directement de la question, soit par accord volontaire entre les parties, susceptible d'acquérir ensuite une autorité réglementaire. Ce sont les besoins minima du travailleur isolé ou du travailleur et sa famille qui sont alors considérés. Le niveau du salaire est en rapport avec celui des prix, mais il tient compte aussi de la nature et du risque du travail, de la préparation et des qualifications professionnelles requises.

Le salaire de vie normale, qui repose sur le principe

qu'a décrit Monsieur SNIWDEN, qui est que tout travailleur doit recevoir rémunération qui lui permette de conserver son rendement maximum, qui lui assure ainsi qu'à sa famille les conditions matérielles nécessaires au bien être physique et à la santé, enfin, qui le mette en mesure de s'acquitter dignement de ses devoirs civiques.

Monsieur BRAUER ajoute : Dans le premier cas, l'objectif poursuivi est la protection de l'ouvrier ; dans le second, c'est l'établissement d'une norme ; dans le troisième, la définition d'un idéal.

Si l'on se place devant les actes précités de la législation française d'avant 1917 sur ce sujet, l'on peut conclure que, si le législateur de 1899 et de 1913 avait pour but d'assurer la protection de l'ouvrier, les circulaires de 1916 pensaient davantage à l'établissement d'une norme, à la conquête du bien être minimum de l'ouvrier des usines de guerre.

Voyons maintenant le décret du 16 janvier 1917 lui-même, examinons son contenu, ce qu'il édicte, ce en quoi il innove, voyons aussi l'accueil qui lui fut réservé, les résultats qu'il a entraînés dans la pratique.

Comme la loi du 10 juillet 1913, la décision ministérielle du 16 janvier 1917 s'applique à une catégorie déterminée de salariés, et seulement à eux. Elle les définit : « ouvriers et ouvrières travaillant à la fabrication des armements, munitions et matériel de guerre et placés sous le contrôle du Ministère de l'Armement et des fabrications de guerre ». C'est donc une mesure de détail, fragmentaire, et non l'instauration du salaire minimum légal universel.

Sans qu'il puisse influencer sur les salaires plus élevés et entraîner pour eux une baisse, la décision fixe, pour l'ouvrier de chaque profession un « tarif horaire minimum de base » au-dessous duquel ne peut descendre « le taux d'affutage » ou le taux moyen aux pièces, et qui doit assurer au travailleur « le minimum nécessaire à l'existence ». « La Bataille » du 18 janvier 1917, dit du Taux d'affutage : C'est

un néologisme qui veut dire accord minimum sur le salaire au moment de l'entrée d'un ouvrier dans une usine. Le taux d'affutage, définit M. Roger PICARD, est celui qui est établi comme minimum pour tout débutant entrant dans une maison. Le décret du 16 janvier 1917 établissait les tarifs minima de base à appliquer aux salaires des ouvriers de toutes professions pour Paris et la Seine. Les tarifs, pour les ouvriers de province, devaient être arrêtés ultérieurement.

Le taux d'affutage est établi de façon uniforme, sans distinction de sexe, pour les ouvriers et ouvrières de la même spécialité.

Le salaire le moins élevé devra assurer le minimum nécessaire à l'existence. Mais à ce salaire minimum, primes et bénéfices s'ajoutant, constitueront un supplément de salaire correspondant à la production plus grande des ouvriers et ouvrières mieux doués ou plus résistants. Pour les travailleurs aux pièces, le tarif est calculé en tenant compte du taux d'affutage auquel on ajoute un certain boni. Exemple : ajusteurs outilleurs : Taux d'affutage 1 fr. 40. Salaire horaire minimum aux pièces de l'ouvrier moyen : 1 fr. 40, soit le taux d'affutage 1 fr. 40, plus un boni de 30 centimes (art. 3).

Le décret ajoute que les pièces, qu'elles aient été exécutées par des hommes ou par des femmes seront payées au même prix. Si le travail exécuté par des femmes nécessite cependant des frais généraux supplémentaires, le prix total payé (salaire des femmes plus frais généraux) ne peut être inférieur au prix total payé aux ouvriers pour le même travail (art. 5).

Si le travail vient à cesser, pour une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier (par exemple : accident de machine, manque de matière première), il sera remis à l'ouvrier un bon représentant la perte du salaire subie pendant cet arrêt. Les heures de travail perdues seront payées au taux d'affutage (art. 8).

Le système des amendes appliqué dans certains ateliers sera révisé par une commission mixte établie par les soins du Ministère de l'Armement (art. 12).

Pour éviter les difficultés qui ne pourront manquer de se produire au cours de la mise en application de la décision, obligation est faite aux patrons d'indiquer sur les bons de travaux aux pièces ou de bonis, le taux d'affutage régional et par spécialité (art. 9) et de se servir de feuilles de paye établies selon un modèle uniforme arrêté par les Contrôleurs de la main d'œuvre (art. 10). Cette dernière prescription devait permettre aux ouvriers de se rendre facilement compte de l'égalité des traitements dans les diverses maisons.

Si, malgré ces précautions, des difficultés se produisaient dans l'application, les cas de litiges individuels seraient du ressort du contrôle de la main-d'œuvre, les cas de conflits collectifs, de celui de la commission mixte prévue par l'art. 12.

Enfin le décret publiait les tarifs minima pour Paris et la Seine, et prévoyait la revision de ces tarifs sur demande des organisations patronales et ouvrières.

Tel est l'essentiel du contenu de la décision ministérielle du 16 janvier 1917.

Mais en quoi donc était-elle nouvelle ? Quelle était sa part d'originalité ? On a dit qu'elle s'appliquait aux ouvriers des usines de guerre, soit dit autrement des usines de l'Etat ou placées sous la surveillance étroite de l'Etat et dépendant exclusivement, au point de vue économique, de sa toute puissance momentanée. Car le Gouvernement, à ce moment, était, à vrai dire, devenu le seul client possible, le « client unique ». De ce fait, dépendaient de lui, la prospérité comme la ruine de toute entreprise métallurgique. Dans le cas visé par le décret il s'agit donc bien une fois encore, de l'Etat patron, de l'Etat « faisant faire des travaux », passant des marchés. Ne doit-on pas tirer de cette constatation la conséquence

immédiate suivante : « La décision de janvier 1917 n'est qu'une redite des décrets de 1899. Elle était parfaitement inutile ».

Non. Cette conclusion est trop hâtive. La réglementation des salaires prescrite par le décret de 1917, ne venait pas faire double emploi avec celle qu'avaient posée les décrets Millerand. Les décrets de 1899 étaient destinés à jouer en temps de paix. Ils parlaient de « salaires normaux et courants dans la région ». Or la guerre est survenue. Avec elle toute trace de conditions normales a disparu. C'est le bouleversement général. La constatation des salaires normaux n'est plus possible. Il n'y a plus de salaires normaux. C'est pourquoi le législateur de 1917, cédant aux nécessités présentes établit de toutes pièces des tarifs minima obligatoires.

A la circonstance particulière de guerre, s'ajoutait le conflit gréviste. L'agitation se répandait. « Il ne suffit pas, dit M. OUALID, de constater un salaire, il faut l'adapter et le fixer au besoin par voie d'autorité. Il est, en effet, trop tard pour songer à réunir des commissions mixtes. La question du salaire est trop complexe, du fait surtout de la généralisation du travail aux pièces, des devis et des primes pour se prêter à une simple homologation. Il convient d'armer les Contrôleurs par des mesures simples et facilement applicables. Il faut créer un organe pour trancher les contestations inévitables, prévoir une procédure de revision et d'extension. La décision du Ministre de l'Armement du 16 janvier 1917, portant réglementation des salaires pour les fabrications de guerre dans la région parisienne, s'y efforce ».

Ce qui frappe surtout, dans cette décision comme dans tous les actes venant modifier la législation ouvrière, durant la guerre, c'est l'influence considérable qu'ont eue les circonstances sur les mesures prises ; le caractère impératif de la décision, qu'on ne rencontre dans aucun texte précédent, et qui apparaît si peu voilé dans ces mots : « Les taux et conditions énoncés dans le règlement annexe à la présente

décision devront être appliqués au plus tard le 29 janvier 1917 à Paris... » et plus loin « le Chef du service de la main-d'œuvre au Ministère de l'Armement est chargé de l'exécution de la présente décision. Fait à Paris, le 16 janvier 1917 » n'est supportable que si l'on se replace dans l'atmosphère de 1917, que si l'on recrée le milieu de cette époque. Il fallait hors et avant tout songer à la défense nationale. Voici que des grèves se déclarent, en rendant la poursuite moins aisée. Le Ministre est en état de dicter sa volonté aux industriels. Il est le « pourvoyeur de la main-d'œuvre militaire » et le seul « donneur de commandes ». Qu'est-ce qui pourrait le retenir de prendre cette décision, essentiellement originale par son caractère autoritaire, et qui va s'appliquer à tout le personnel employé dans les usines privées de la région parisienne, qui ne prend la peine de s'appuyer sur aucun texte législatif précédent. « Le décret du 10 août 1899, dit M. OUALID, n'est même pas invoqué : aussi bien eut-il fallu en forcer par trop le sens pour y trouver le fondement juridique d'un acte aussi nouveau ».

Différent donc, des décrets de 1899, en parenté lointaine avec eux, le décret du 16 janvier n'a que d'encore plus lointains rapports avec la loi du 10 juillet 1915. Avec lui, il ne s'agit plus d'éviter l'exploitation de malheureuses ouvrières trop faibles pour se défendre elles-mêmes, et de forcer le traitant à leur payer un salaire minimum en rapport avec le travail fourni (car le salaire minimum imposé par la loi de 1915 pouvait même ne pas être un salaire de vie, assurant l'existence, il pouvait descendre au dessous du minimum vital. Les conseils du travail devaient se borner à constater le salaire ordinairement payé aux ouvrières de la même région) l'esprit qui anime le réformateur n'est plus le même, le but poursuivi différent. Le décret du 16 janvier s'applique à des milliers d'ouvriers, à la plus grande partie de la main-d'œuvre, les ouvriers occupés dans les usines de guerre ; or l'Etat veut que le calme absolu règne dans cette impor-

tante fraction de la classe ouvrière. Pour obtenir ce calme, il va fournir aux ouvriers un minimum de bien être en leur assurant un minimum de salaire, obligatoirement payé par l'entrepreneur, et capable de procurer une certaine aisance, un certain confort.

De plus, la loi de 1915 établissait pour les ouvrières travaillant à domicile dans l'industrie de la couture et du vêtement, des tarifs de salaires minima dressés par les soins d'une commission mixte paritaire, le décret de 1917 pose des tarifs émanant de la seule volonté du Ministre. Evidemment cette méthode n'est plus exclusive de toute intervention des intéressés, mais ce n'en était pas moins, comme l'a défini M. QUALID « réglementation équivalant à une véritable fixation administrative d'un salaire minimum ».

L'originalité de la décision du 16 janvier est donc double. Une part réside en ce fait qu'elle réalise pour la première fois une véritable fixation réglementaire des salaires. D'autre part, son caractère essentiellement autoritaire, son apparence d'ordre, est une innovation sans précédent dans la matière. Cette double originalité ne s'explique et ne se justifie d'ailleurs, « que par le souci d'assurer la paix des usines et le contentement des travailleurs, gage d'une production continue et intensive ».

Cette décision une fois prise, comment l'opinion publique se réservait-elle de l'accueillir ? Les théoriciens tout d'abord, la reçurent assez mal. Ils lui reprochaient de s'être illégalement et inutilement passé de l'approbation parlementaire. La même question de « légalité » s'était posée en 1899. On avait dû reconnaître qu'il n'y avait pas excès de pouvoir de la part du Gouvernement. En effet, en 1899, comme en janvier 1917, il s'agissait de marchés passés par l'Etat, au nom de l'Etat et l'Ordonnance du 4 décembre 1836, règle de la matière, pouvait, sans qu'il y eût illégalité, se voir modifiée par de simples décrets.

Une autre critique, plus sérieuse, était aussi adressée

N'était-il pas dangereux et grave de montrer aux masses ouvrières qu'il est possible de tout réglementer, aussi bien les salaires que les prix et de contraindre telle ou telle industrie à se plier à ce que le Gouvernement considère comme une exigence imposée par souci de l'intérêt général. Monsieur Le Pelletier, dans un article intitulé : « Salaire et Arbitrage obligatoire », paru en mars 1917, dans la Réforme Sociale se fait le porte parole de ces inquiétudes. En ce qui concerne la fixation du salaire par voie d'autorité, rien n'autorise la puissance publique à faire pression sur l'employeur quel qu'il soit pour l'obliger à rémunérer le travail au-dessus de sa valeur réelle. Evidemment, dans les usines de guerre, l'intensité de l'effort demandé au personnel, l'importance des bénéfices réalisés par les chefs d'entreprise, surchargés de commandes et produisant sans interruption, exigent qu'on s'efforce de proportionner les salaires, et à l'accroissement de productivité du travail fourni et à l'augmentation des charges que la cherté de la vie et le caractère pénible de la tâche imposent à l'ouvrier. Mais il n'est pas indispensable, pour atteindre ces résultats, de forcer le cours naturel des choses et de faire intervenir l'autorité dans le règlement d'une question qui est du ressort de la convention libre. C'est au fond le procès même de la tarification du salaire minimum par le Gouvernement que faisaient ainsi M. LE PELLETIER et ses partisans. Il estimait, comme on le disait avant la guerre, que les organisations ouvrières et syndicats professionnels avaient l'autorité suffisante pour résoudre cette question au mieux des intérêts de leurs membres. Mais à cette objection n'était-il pas facile de répondre que les circonstances étaient exceptionnelles et que les besoins pressants de la Défense Nationale justifiaient pleinement l'intervention des pouvoirs publics, intervention destinée à empêcher que, même momentanément, la production des munitions fut suspendue par un désaccord entre patrons et ouvriers. Les intérêts en jeu étaient tellement importants qu'on accepte facilement de por-

ler une légère atteinte à des principes qui, en temps de paix ne sauraient tolérer la moindre restriction dans leur pleine application.

Enfin, pourquoi n'avoir pas prévu de sanctions ? Tandis que la loi de 1915 punit l'inobservance de ses édits (art. 33-c dernier alinéa) prévoit des amendes de 5 à 15 frs et en cas de récidive de 16 à 100 frs plus l'application de l'art. 463 du code pénal) la décision de 1917, en cela incomplète, n'est défendue contre les infractions des patrons et leur mauvaise volonté par aucune sanction. Mais, on s'en souvient, l'Etat n'était-il pas exceptionnellement tout puissant, vis à vis d'eux, et la crainte de voir disparaître les commandes ou passer ailleurs le marchés ne faisait-elle pas davantage, pour adoucir les mécontents et leur conseiller la sagesse que n'eut fait le souci des amendes les plus sévères.

Très discuté par les théoriciens, le décret ne fut guère mieux accueilli, dans la pratique, par les intéressés eux-mêmes, les ouvriers et les patrons. L'ensemble du prolétariat ne lui fut tout d'abord pas favorable. Les syndicats s'estimaient mécontents des tarifs fixés, les jugeaient trop bas. Les ouvriers eux-mêmes, chacun pour soi, n'approuvaient pas sans réserve la classification professionnelle de l'art. 13 et trouvaient difficilement la catégorie professionnelle dont ils faisaient partie. Mais c'est surtout auprès des industriels que les résistances au décret et à son application se firent sentir le plus sérieusement.

Quoique des rapports du contrôle de la main-d'œuvre de janvier à mai 1917, il semble ressortir que, d'une manière générale, « les tarifs et bordereaux de salaires sont désirés par les industriels comme des contrats de travail devant stabiliser les situations de chacune des parties, que certaines directions vont même jusqu'à accorder des indemnités provisoires en attendant les taux minima », on peut dire que souvent la lettre du décret fut observée, l'esprit, moins.

M. Roger PICARD cite le cas de la Société Anonyme des Fonderies de Maizières, près de Bourges, dont les directeurs ne s'inclinent, qu'après sommation, à admettre qu'elle est comprise dans le champ d'application de la décision. Bien des industries, comme elle, prétendent rester en dehors. « D'autres veulent ignorer la décision, ou feignent de l'appliquer, et la tournent en usant de moyens dilatoires... » D'autres tardent à élaborer les tarifs, ou expliquent mal aux ouvriers la catégorie à laquelle ils appartiennent. Enfin certains patrons appliquent des tarifs inférieurs à ceux du bordereau réglementaire. A l'Usine BRANSTEIN, à Gentilly, les ouvriers se mettent en grève parce que le salaire payé est de 2 frs 50 inférieur au tarif minimum fixé. Il arrive encore que les patrons appliquent les tarifs, mais retirent parallèlement des avantages ou bonis concédés antérieurement. Tel est le cas des usines du Creusot, où les ouvriers se virent supprimer subitement les indemnités de cherté de vie existantes.

Malgré les reproches des doctrinaires, le peu d'enthousiasme des ouvriers, le mécontentement caractérisé et la mauvaise volonté certaine de quelques industriels, grâce à la fermeté, au calme et à la bonne humeur des Contrôleurs de la main-d'œuvre, la décision fut appliquée et les tarifs minima de salaires une fois établis, furent presque partout scrupuleusement observés.

Mais quels en étaient les avantages escomptés, quels devaient être les résultats ? Tout d'abord, par la fixation même de tarifs officiels, le décret du 16 janvier entraînait un mouvement de hausse des salaires, cette hausse venant situer leur index à une plateforme moins éloignée de celle, atteinte par l'indice du coût de la vie ; il ramène ainsi le calme dans les esprits ouvriers et met fin aux grèves de janvier 1917. Cette hausse des salaires ne se cantonne pas d'ailleurs, seulement, dans les usines visées par le décret ; bientôt elle pénètre les industries voisines, évitant ainsi les conflits que le mécontentement des salaires trop bas aurait

tôt ou tard provoqués. Enfin les tarifs étant établis par régions en tenant compte du coût de la vie dans les centres industriels où ils allaient être appliqués, la concurrence par région, qui crée si souvent de ces jalousies redoutables pour la paix des travailleurs, était donc, encore grâce à lui, momentanément écartée.

Mais à côté de ces avantages certains, que faut-il attendre du précédent posé. Était-il vraiment nécessaire, comme le disait M. LE PELLETIER, pour réprimer quelques abus isolés, de prendre une mesure générale aussi grave, ayant pour le moins le très sérieux inconvénient de créer un précédent qu'on ne manquera pas d'invoquer dans l'avenir si même elle ne se maintient pas obstinément en action, lorsque les circonstances qui l'ont fait adopter auront disparu. Demain les conditions économiques redeviendront normales. La concurrence que la guerre, en fermant les frontières, et en faisant naître des demandes exceptionnelles énormes, a abolie, reviendra vivante et implacable. Or les trésors dont l'Etat dispose pour combler le déficit creusé par une gestion imparfaite, les impôts, les industries privées n'en jouiront plus. Mais on aura donné à la classe ouvrière l'illusion de croire que l'un de ses plus chers rêves : l'établissement d'un salaire minimum légal, entrerait dans la voie des réalisations pratiques. Puisque ce début de réalisation n'allait pouvoir survivre longtemps aux circonstances anormales qui le faisaient naître, était-il bien nécessaire de recourir à lui pour engendrer plus tard, les pires déceptions. Dans le tableau clair des avantages que portaient en elle la décision ministérielle du 16 janvier 1917, ce point d'interrogation jetait une ombre fort inquiétante.

B. — Arbitrage et Conciliation obligatoires.

Plus encore que la question du minimum légal du salaire, le projet d'instauration, en matière de conflits col-

lectifs du travail, du régime d'arbitrage et conciliation rendus obligatoires faisait l'objet de nombreuses et violentes discussions, dès avant la guerre de 1914.

Certains polémistes, en cette matière, prétendaient que le seul moyen, pour le salarié, d'obtenir des conditions de vie meilleures, un salaire plus élevé, résidait dans la grève, et dans la grève toute seule. « Considérant, disait Monsieur René LAFARGE, comme définitif ce qui n'est que la manifestation et l'effet d'un état social encore défectueux et de l'inorganisation actuelle du travail et de la production, beaucoup ne parviennent pas à concevoir un autre mode de réalisation du progrès ».

Il est bien certain, que, la plupart du temps, la grève laisse un bénéfice à l'ouvrier qui eût l'audace de l'entreprendre. Il a perdu du temps, c'est vrai. Mais les avantages qu'il retire de la lutte le dédommagent de son effort après l'avoir indemnisé de la perte subie. Il est donc vrai de dire que la grève est, pour l'ouvrier, un excellent moyen de défense contre le patronat, et peut devenir, le cas échéant, une arme offensive redoutable.

Mais n'est-il pas exagéré et inexact d'aller jusqu'à prétendre que la grève est le seul moyen dont l'ouvrier dispose pour défendre ses droits. « Ceux, dit encore M. René LAFARGE, qui ont le vif désir d'améliorer notre état social, non point par des transformations violentes éphémères et toujours dangereuses, mais par une évolution pacifique de nos conceptions juridiques et de nos institutions sociales, tous ceux qui cherchent à organiser le travail, tous comprennent l'effet funeste des grèves qui sèment la méfiance là où la nature des choses impose la conciliation, qui paralysent la production alors que les besoins grandissent et s'exaspèrent, qui sèment les ruines non seulement chez l'employeur mais chez le gréviste lui-même ». Il est absolument avéré que par la

conciliation et l'arbitrage, d'une part, par la prévention des conflits collectifs, d'autre part, l'un et l'autre mis à sa portée dans le jeu aisé d'institutions précises et simples, le salarié peut, dans la paix, obtenir de son patron, des conditions plus justes de travail et plus rémunératrices de salaires, que, jusqu'ici, il s'est presque toujours efforcé de lui arracher par la violence et la guerre.

Presque partout, avant le conflit mondial de 1914, les législations ouvrières avaient prévu et institué des organes d'arbitrage et de conciliation. Mais, partout, le recours à ces organes était essentiellement facultatif. Seule, l'Australie, on le verra tout à l'heure, toujours en avance sur les autres nations en ce domaine, avait admis le caractère obligatoire. C'est sur ce caractère facultatif ou obligatoire, que porte, d'ailleurs, toute la discussion.

Il y a une analogie certaine entre l'arbitrage et la conciliation envisagés au point de vue des conflits du travail, et l'arbitrage et la conciliation étudiés dans le domaine international. Si, dans un cas comme dans l'autre, il est facile et souvent profitable, de créer des organismes au jugement desquels le recours est facultatif, il est extrêmement délicat et périlleux, pour ne pas dire impossible, tout au moins en des circonstances normales, de doter le recours à ces tribunaux d'un caractère d'obligation. Les nations, comme les individus, attachent une importance considérable, excessive, au principe de la Souveraineté, qui donne à chacun l'indépendance totale dans ses actes. S'il survient, pour le Souverain, la moindre obligation, extérieure à sa volonté et parfois contraire à celle-ci, de faire ou de ne pas faire telle ou telle action, de se soumettre à telle ou telle règle, en quoi résidera donc la Souveraineté de ce Souverain ? Souveraineté et Obligation sont deux mots incompatibles. En introduisant la notion d'arbitrage obligatoire en matière internationale, on peut dire qu'on a aboli le droit de Souveraineté. La Souveraineté de l'individu disparaît, elle aussi, si, en dépit de rai-

sons qui lui sont propres, il ne peut plus, comme bon lui semble, ou bien cesser le travail, abandonner l'atelier, ou bien fermer l'usine, arrêter la fabrication ; plus simplement, s'il ne peut plus se mettre en grève ou déclarer le lock-out.

Mais, de même qu'en temps de paix, il était absolument impossible d'ébranler les droits souverains des nations au nom d'arbitrage obligatoire et par la mise en œuvre d'organismes de conciliation à recours obligatoire, et qu'après le conflit mondial, les mêmes nations, épuisées et meurtries, conscientes un instant des désolations inutiles de la guerre, ont généreusement, sinon aliéné, tout au moins momentanément déposé leur souveraineté entre les mains de la Société des Nations, de même la guerre a permis, grâce à l'atmosphère exceptionnelle qu'elle a créée, la réalisation pratique, momentanée, et restreinte quant au terrain d'application, de l'idée d'arbitrage et de conciliation devenus obligatoires, dans le décret du 17 janvier 1917. Avant 1914 comme après 1919, le droit qui prime les autres, c'est le droit de l'individu à la liberté, liberté absolue, donc liberté de travailler ou non, de faire travailler ou non, chacun n'obéissant qu'à sa libre fantaisie dans le cadre supérieur des lois. Entre 1914 et 1919, il n'en va plus de même. Le droit individuel n'est plus le droit suprême. Au dessus de lui, et faisant prime, le droit de la Nation, droit impérieux, d'autant plus impérieux qu'il s'agit pour la France de cette époque, du droit de la Nation en danger. Les individus ne s'appartiennent plus. Leur personnalité confisquée, ils sont simplement des citoyens. Leurs facultés de travail comme de direction, ne leur sont plus propres. Toute force est mobilisée. Celle qui défaille est en faute. Et si des différends s'élèvent entre patrons et ouvriers, leur règlement ne doit entraîner sous aucun prétexte, une réduction du travail, le travail étant la propriété de la Nation. Aussi pour les apaiser, des organes sont créés, mixtes et justes, d'arbitrage et de conciliation, auxquels il faudra bien

qu'on s'adresse, bon gré mal gré, car ils remplacent les moyens de défense d'avant-guerre, actuellement prohibés, devenus sacrilèges, la grève et le lock-out.

C'est la vie même de ces organes, leur nature, composition et fonctionnement que révèle l'examen du décret du 17 janvier 1917.

Si l'on jette un coup d'œil sur les législations ouvrières étrangères, avant d'examiner la question de l'arbitrage et de la conciliation en France, à la veille de la guerre, et les précédents directs du décret de janvier 1917, nous voyons que partout, sauf en Australie et en Nouvelle-Zélande, pays lointains et par là même suspects d'obéir à des règles économiques plus souples que celles qui pèsent sur les pays continentaux ou américains, la question avait reçu une solution provisoire dans l'établissement d'organes qu'il était loisible aux parties de consulter, mais à la juridiction desquels aucune loi ne les obligeait de se soumettre. En Angleterre et aux Etats-Unis, des tribunaux spéciaux avaient été créés. En Allemagne, au contraire, on utilisait pour le règlement amiable des conflits collectifs du travail, les tribunaux industriels existant antérieurement. Le recours à tous ces organismes était facultatif, essentiellement. La sentence n'était nulle part exécutoire par contrainte. Exceptionnellement, les tribunaux d'arbitrage anglais, lorsque les parties leur confiaient l'étude d'un différend, exigeaient d'elles, l'engagement absolu d'accepter la sentence et de s'y soumettre.

Seules, l'Australie et la Nouvelle Zélande avaient, avant 1914, introduit chez elles et adopté le système de l'arbitrage obligatoire : le fonctionnement était le même dans les deux pays, à peu de choses près : Lorsqu'un différend, en matière de travail, ne se terminait pas, après une discussion courtoise entre les deux parties par la conclusion d'un accord sous forme de contrat collectif, celles-ci s'adressaient au Conseil de conciliation du District qui enquêtait et rendait une sentence. En cas de nouvelles contestations, on en appelait à la

Cour Centrale d'Arbitrage, cour composée de trois membres nommés pour trois ans par le Gouverneur. La sentence de la Cour Centrale était définitive et s'imposait aux parties en procès. C'est le seul cas, isolé et lointain, où le recours aux tribunaux d'arbitrage devient vraiment obligatoire, et obligatoire également, sous peine de sanctions prévues, la soumission à la décision devenue exécutoire.

Dans le conflit perpétuel du capital et du travail il y a des heurts inévitables dont les grèves sont la principale manifestation. Il est extrêmement rare que, sans intervention gouvernementale, les salaires et les autres conditions du travail soient modifiés à l'amiable, de gré à gré, sans rupture, et, plus fréquemment encore, sans menace de rupture.

Tel est pourtant le but à atteindre. Et c'est à ce résultat même que tendaient les efforts de la législation française dès la fin du siècle dernier. En effet, est-il nécessaire, se disait-on, que la plupart des modifications aux conditions du travail soient la cause, le prétexte d'un conflit violent ? N'est-il pas préférable qu'un débat loyal et courtois soit légalement institué ? De ce débat pourrait fort bien sortir un accord. Mais il faudrait pour cela plutôt que causer après l'ouverture des hostilités, alors que l'atmosphère est défavorable et que l'entente est déjà devenue plus difficile, obliger les intéressés à causer avant de se déclarer la guerre.

C'est dans cet esprit, et pour atteindre cet idéal que fut votée bien avant la guerre, la loi du 27 décembre 1892, première pierre et seule pierre importante avant la guerre, de l'édifice sur lequel devait s'élever plus tard le régime de la conciliation et de l'arbitrage obligatoires.

Le terrain d'action de cette loi était extrêmement large. Elle créait une organisation pratique et simple, essentiellement facultative, à laquelle les parties en litige pouvaient recourir en cas de difficultés de quelque ordre qu'elle fussent.

« Quand il s'est produit un différend d'ordre collectif portant sur les conditions du travail »... (ce sont les termes même du texte législatif)... l'une des parties saisit par une déclaration le juge de paix qui présidera les débats. Celui-ci convoque la partie adverse. Si cette dernière ne répond pas dans les trois jours, il faut conclure à un refus de conciliation de sa part. Si, au contraire, elle se présente, les deux parties ensemble, nomment un « Comité de conciliation » composé de membres élus, en nombre égal, par les intéressés eux-mêmes. Les membres se réunissent et délibèrent sous la présidence du juge de paix. On parvient ou non à un accord. Dans le premier cas, affirmatif, le juge de paix homologue tout simplement la conciliation. Dans le cas contraire, négatif, les parties peuvent être invitées par le juge de paix à nommer des arbitres destinés à former le « Conseil d'Arbitrage ». Si elles acceptent, car ici encore, elles ont faculté de refuser l'arbitrage, comme elles pouvaient refuser la conciliation, sentence est rendue et devient exécutoire. Cette sentence constitue un véritable contrat collectif, mais aucune sanction n'est prévue contre son violateur éventuel seule une sanction morale peut intervenir le cas échéant, l'affichage.

Lorsqu'il n'y a pas grève déclarée, le juge de paix ne peut prendre l'initiative de convoquer les adversaires. Il lui faut la demande d'une des parties. Au contraire, dès qu'il y a déclaration de grève, le juge peut convoquer, de son propre mouvement, les parties, celles-ci restant toujours libres, il est vrai, de ne pas se rendre à la convocation.

Grâce à cette loi de 1892, fort incomplète et où tout l'essentiel repose sur la bonne volonté des parties et sur leur désir escompté d'éviter les conflits, bien des grèves furent évitées, avant la guerre. On estime qu'entre 1892 et 1914, un cinquième des conflits du travail furent soumis à l'arbitrage, mais que de ce cinquième, la moitié seulement trouva une solution satisfaisante auprès des organes de conciliation,

soit un dixième du total des conflits. Ce n'est déjà pas si peu, pour une loi toute de faiblesse, dont la faiblesse reposait essentiellement en son caractère facultatif, en son manque d'organes permanents (à chaque conflit correspondant un comité ou un conseil nouveau), enfin en l'absence complète de toute sanction efficace.

A côté de la loi du 27 décembre 1892, il faut citer encore le décret du 19 juillet 1910, venant, avant la guerre, tenter un essai d'organisation d'arbitrage en France dans un domaine très restreint, chez les gens de mer. Cet acte instituait un tribunal d'arbitrage dont la compétence s'étendait sur toutes les affaires intéressant la conscription maritime. Mais, comme en 1892, l'arbitrage ici encore fidèle aux principes d'avant guerre, restait entièrement facultatif.

Loi du 27 décembre 1892, décret du 19 juin 1910, tels sont les deux précédents législatifs du décret du 17 janvier 1917. Avec lui, les choses vont se transformer ; à des circonstances exceptionnelles, une fois encore, va correspondre chez le législateur, un esprit nouveau, des tendances nouvelles.

Si, en dépit des conséquences déplorables qu'elles entraînent, les grèves assurent parfois aux ouvriers quelques avantages, il en est qu'une Nation ne peut tolérer. Déjà, en temps de paix, un pays organisé ne peut vraiment plus admettre ces grèves qui mettent en péril l'existence même de la nation par l'arrêt des organes essentiels, la continuité de certains services publics étant, comme on a pris coutume de le dire, aussi nécessaire à l'existence du corps social, que la continuité de la circulation du sang à la vie du corps humain. Mais, en temps de guerre, les besoins impérieux de la défense nationale permettent moins encore de souffrir une interruption prolongée du travail. Les grèves deviennent inadmissibles et l'intervention des pouvoirs publics dans les conflits collectifs du travail, pour en entraîner le règlement pacifique, s'impose.

Dès le début des hostilités, l'action du Gouvernement se fait sentir dans ce domaine. Deux moyens sont à sa disposition pour faire, le cas échéant, rentrer les choses dans l'ordre : la contrainte par la force, d'une part, en vertu de la loi de 1877 sur les réquisitions, la médiation et la conciliation, d'autre part. Si, pendant la guerre, d'ailleurs, le rôle des pouvoirs publics demande plus de tact, ils se sentent considérablement soutenus par l'esprit de patriotisme qui anime tous les français, patrons comme ouvriers. M. Malvy, Ministre de l'Intérieur, dans un discours prononcé au Conseil Général du Lot au mois d'août 1917, exposant la méthode suivie par lui au cours des dernières grèves, dit : « En ce qui me concerne, conscient de mes responsabilités, je me suis appliqué à ma tâche avec une vigilance de tous les instants, recourant de préférence à la confiance et à la persuasion qui conviennent à une démocratie grande et sage comme la nôtre, sans jamais hésiter, cependant, à prendre toutes les mesures que je jugeais nécessaires à l'intérêt national. Fort de la confiance qu'à bien voulu m'accorder la démocratie en retour de celle que je lui ai faite, je continuerai à témoigner toute mon estime et ma sympathie à la classe ouvrière et paysanne, tout en me montrant impitoyable comme tous ceux qui par une action démoralisante, tenteraient d'affaiblir la force de résistance de la nation ».

M. MALVY pouvait, en effet, choisir entre la politique de force et la politique de douceur. Plus tard, on lui reprochera d'avoir été jusqu'à la politique de faiblesse. Mais ceci est une question de politique pure. Ce qui nous intéresse seulement, c'est d'entendre ici proclamée la volonté du Gouvernement, telle qu'elle se manifestera dès août 1914, d'agir avec douceur, tout en n'admettant aucun désordre prolongé. Intervention des pouvoirs publics dans les grèves, offres de médiation du Ministre, des Préfets, des Contrôleurs de la main-d'œuvre, et, s'il se produit des résistances, menace de réquisition et de mise sous séquestre : En décembre 1916, au cours

d'une grève de tramways, grévistes et directeurs ne parvenant pas à s'entendre, le Ministre de l'Intérieur parle de mise sous séquestre, et toute difficulté s'aplanit.

Donc, avant le décret du 17 janvier, lorsqu'une grève survient, le Gouvernement s'y intéresse, désireux d'obtenir un règlement rapide du conflit, et soucieux d'éviter toute possibilité de mouvement insurrectionnel et de désordre.

« Lorsqu'une grève survient... », mais, en janvier 1917, après le mouvement ouvrier de décembre 1916 et janvier 1917, dans les usines de guerre, la possibilité même d'une grève apparaît comme exorbitante. L'opinion publique s'émeut ; et le Gouvernement se décide à ne plus tolérer désormais aucune déclaration de grève dans les usines de munitions. S'il provient un désaccord, le règlement du différend se fera à l'amiable, obligatoirement. « Il est légitime, dit le Rapport du Ministre de l'Armement au Président de la République, d'imposer en cas de différend, aux parties, au nom de l'Intérêt national, une procédure obligatoire de conciliation et d'arbitrage, qui, tout en laissant aux intérêts en cause toute faculté de s'affirmer et de se défendre, assure cependant la continuité indispensable des productions de guerre ». C'est de cette volonté, et pour la réaliser dans la pratique, qu'est né le décret du 17 janvier 1917, instituant pour la première fois en France, dans un cadre, il est vrai, restreint, et pour une période de temps déterminée, le régime d'arbitrage et de conciliation obligatoires.

En quoi ce décret est-il original ? Qu'introduit-il de nouveau dans la législation ouvrière ? Vient-il renforcer ou seulement répéter les prescriptions de la loi du 27 décembre ? Vient-il, au contraire, substituer au système posé par elle, un système nouveau ?

Tandis que la loi de 1892 s'adressait à tous les salariés, quelle que fût leur profession, quelle que fût leur catégorie professionnelle, et jouait par conséquent dans un domaine spacieux, le décret de 1917 au contraire, ne s'appliquait

« qu'aux patrons et ouvriers et employés des établissements, usines et exploitations privées, travaillant à la fabrication des armements, munitions et matériel de guerre », domaine restreint. C'est à ceux là mêmes d'ailleurs, on s'en souvient, qu'avait été, la veille, déclarée applicable la décision du 16 janvier sur le salaire minimum. Celle-ci n'était pas, en effet, totalement étrangère au décret du 17. Outre les circonstances étudiées tout à l'heure, origines d'ordre général de sa promulgation, il est certain que la décision du 16 janvier qui allait entraîner, au moment de la fixation des tarifs minima, de nombreuses discussions et des possibilités de conflits, avait hâté la rédaction du décret « tendant à rendre toute grève impossible dans les usines travaillant pour la défense nationale ».

Le décret ajoutait : « Lorsqu'il se produit entre eux un différend d'ordre collectif portant sur les conditions du travail, les intéressés ne peuvent ni rompre le contrat de travail, ni arrêter ou cesser le travail avant d'avoir soumis les questions qui les divisent à la conciliation et à l'arbitrage ». Dès les premières lignes, se trouve donc posé nettement et sans détours, le principe du recours obligatoire à la conciliation et à l'arbitrage. Ici, l'on ne compte plus sur la bonne volonté des parties, on exige leur soumission. Plus de liberté d'action, mais des règles impératives, catégoriques. C'est en ce point que réside assurément la primordiale originalité du décret. Cette obligation, tant discutée, tant vantée comme tant décriée avant la guerre, voilà que par le fait des circonstances, par suite des besoins formidables de la défense nationale, devant lesquels tout doit céder, pour une catégorie spéciale de salariés, par simple décret, l'on prohibe la grève et le lock-out ; on rend obligatoire le recours au règlement pacifique des conflits. Seules les circonstances de 1917, ont pu rendre possible, et sans heurts, un aussi rapide, quoiqu'éphémère progrès.

Désormais lorsqu'un conflit se produira, le patron ou

son représentant, ou bien un ouvrier « porteur d'une procuration signée par au moins vingt autres ouvriers » (art. 3) déclareront le différend au Contrôleur de la main-d'œuvre. Celui-ci saisira le comité permanent de conciliation et d'arbitrage de la région. Ce comité devra se composer de représentants en nombre égal des patrons et des ouvriers, les uns et les autres, n'étant plus mobilisables, et d'un représentant désigné par le Ministre pour le suppléer dans l'affaire lorsque le Contrôleur de la main-d'œuvre l'aura averti du différend.

Un mot surprend tout de suite : « Permanent ». Ainsi, on renonce au conseil de conciliation, au comité d'arbitrage, particuliers pour chaque affaire, de la loi de 1892. Dans chaque région, il y aura désormais un comité permanent devant lequel toutes les affaires de la région seront portées. Considérable progrès. Car, en diminuant les difficultés de mise en œuvre, on facilite aux parties le recours à l'arbitrage et à la conciliation. Progrès aussi, quoique de moindre importance, la substitution du Contrôleur de la main-d'œuvre au Juge de Paix. Le Juge de Paix peut être, est même toujours, animé des meilleures intentions du monde, cela n'empêche qu'il connaît mal les problèmes sociaux, qu'il connaît mal, aussi, la psychologie des masses populaires ; le Contrôleur de la main-d'œuvre, au contraire, vit constamment dans le milieu ouvrier, connaît les abus réels des patrons, connaît aussi les exagérations de certaines revendications ouvrières ; il saura influencer dans le sens de la sagesse, quoique n'ayant pas voix délibérative, les débats et les décisions du conseil permanent.

Le comité se réunira à la Mairie de la localité dans le plus bref délai ; il entendra les parties une ou plusieurs fois et tentera d'obtenir d'elles un accord de conciliation ; s'il n'y parvient pas, il prononcera dans les vingt-quatre heures qui suivront la dernière audition des parties une sentence arbitrale qu'il consignera dans un procès-verbal signé de tous les arbitres. Il pourra se faire que les arbitres ne parviennent

pas à se mettre d'accord ; ils désigneront alors des arbitres départiteurs. Si l'accord, sur ce point non plus, ne peut se faire, le Ministre désignera d'office les départiteurs. Ceux-ci, après avoir entendu les parties et les arbitres, devront dans les vingt-quatre heures qui suivront, rendre une sentence arbitrale. Le Ministre, quand il lui plaira et jugera à propos de le faire, pourra, plutôt que désigner des départiteurs, évoquer l'affaire devant lui.

Ici encore, on note une différence avec le système de 1892. Il semble qu'alors, on pouvait distinguer une sorte de juridiction à deux degrés : le conseil de conciliation, premier degré ; le conseil d'arbitrage, juridiction d'appel. Ici, le même tribunal concilie et arbitre. Les départiteurs ne jouent pas le rôle de juges d'appel d'une décision antérieure, ils viennent simplement se substituer comme des adjoints aux arbitres précédents, défaillants par suite d'impossibilité à se mettre d'accord. L'évocation devant la juridiction personnelle du Ministre, toute arbitraire qu'elle puisse paraître, est une nouveauté qui, pour les conflits mettant en présence des adversaires importants sera très utile, l'autorité d'une décision ministérielle pesant d'un poids plus lourd aux yeux des parties que l'arrêt émanant d'arbitres inconnus.

Enfin la décision arbitrale (art. 6 et 7) comme la décision ministérielle, le cas échéant, deviendra exécutoire aussitôt qu'elle aura été homologuée par les soins ou par ordre du Ministre de l'Armement, et sera affichée dans les ateliers par les soins du patron ou à défaut, par les soins du Contrôleur de la main-d'œuvre aux frais du patron. Il n'y a là rien de nouveau. Mais s'appuyant sur l'autorité de la loi du 3 juillet 1877 sur le droit de réquisition en temps de guerre, loi modifiée successivement en 1890, 1898, 1901, 1906 et 1911, et tirant de cette loi sa propre autorité, le décret prévoit des sanctions ayant à intervenir en cas de violation de la sentence arbitrale rendue et homologuée. Sur ce point aussi, (on se souvient que la loi de 1892 ne prévoyait qu'une sanction

morale : l'affichage) le progrès accompli en 1917 est considérable, mais demeurerait cependant encore nettement insuffisant. Si le patron refuse de se conformer à la décision arbitrale, l'établissement industriel sera mis en réquisition. Si les ouvriers refusent de se soumettre à la décision arbitrale, ils seront mis en état de réquisition. Enfin, si la sentence arbitrale ordonne le paiement aux ouvriers, par application du décret du 10 août 1899, de sommes quelconques, à titre de suppléments de salaires ou autrement, et si le patron refuse de s'y conformer, le personnel administratif de l'établissement industriel sera mis en réquisition à l'effet d'effectuer les versements nécessaires. Les sommes à verser seront avancées par les soins du Ministre de l'Armement, et seront ensuite retenues sur les sommes dues au patron par l'Etat. Pour chacun, donc, la sanction est la même : réquisition — réquisition de l'établissement industriel — réquisition du personnel administratif — réquisition du personnel ouvrier.

Dans les deux derniers articles du décret, on voit transparaître encore, vivant, le souci du législateur qui veut à tout prix, éviter les grèves, et pour cela, d'une part, veut, en mettant en réquisition, dès la déclaration faite du différend par le Contrôleur de la main-d'œuvre à l'autorité militaire de la région jusqu'à l'affichage de la sentence arbitrale, tout le personnel directeur, administratif et ouvrier, écarter toute possibilité de cessation du travail, et d'autre part, pour prévenir des différends analogues qu'il est inutile de laisser naître, prévoit que les prescriptions de la sentence arbitrale rendue pour un ou plusieurs établissements, ou pour une ou plusieurs catégories ouvrières, pourront, par décision du Ministre de l'Armement, être rendues applicables, dans la même région, à tout ou partie des établissements ou catégories professionnelles se trouvant dans des conditions comparables.

Après cet examen détaillé des dispositions du décret du 17 janvier 1917, résumant maintenant les innovations intro-

duites par sa promulgation dans le domaine de l'arbitrage et de la conciliation, on doit conclure à trois progrès essentiels : Le recours à la conciliation et à l'arbitrage est devenu obligatoire ; Les comités de conciliation et d'arbitrage sont devenus permanents ; Des sanctions efficaces défendent la sentence arbitrale de toute violation.

Il reste à voir, maintenant, comment, une fois promulgué, ce décret fut appliqué, comme il fut accueilli.

Dès que le décret du 17 janvier 1917 eut paru, on vit se former dans tous les grands centres industriels, des comités permanents de conciliation et d'arbitrage. Avant le mois d'août 1917, 26 comités existaient déjà et le 1er novembre, il y en avait, théoriquement, du moins, 60 en fonctionnement. Ces commissions se mirent aussitôt à l'œuvre, et leur rôle de conciliateurs donna d'excellents résultats. En octobre 1917, 50 litiges avaient été, par leurs soins, apaisés. Il faut d'autant plus apprécier l'œuvre exécutée que ces comités se trouvaient en butte tant à l'indifférence des patrons qu'à l'hostilité sourde des ouvriers restés fidèles à l'idée de grève seule capable de leur donner satisfaction. De plus, la composition de ces comités était un problème de mesure et de tact. Il fallait, dans les deux parties, trouver des arbitres capables d'inspirer la confiance, qu'on ne puisse soupçonner d'esprit de classe, de parti pris. Il fallait aussi les composer d'hommes relativement connus dont l'avis aurait eu d'autant plus de poids que leur notoriété aurait été plus grande. Or, les hommes connus sont souvent des chefs de partis, hommes particulièrement intransigeants. Malgré ces difficultés, à Paris, Marseille, Le Havre, Lyon et dans tous les centres importants, des comités furent créés, et leur rôle fut fécond, dans le domaine de la conciliation seulement, cependant. Un seul comité voulut jouer le rôle d'arbitre ; mal lui en prit : c'est le Comité de la Seine. C'est lui qu'on prendra comme exemple, pour étudier de plus près la composition, et les règles de compétence et de procédure de l'un d'entre eux.

Le comité permanent de conciliation et d'arbitrage de la Seine se composait de dix conseillers prud'hommes. Il était divisé en quatre sections : la section des métaux, la section des cuirs et peaux, la section des produits chimiques, et la section du bâtiment enfin, qui, seule, ne se réunit jamais. Chaque section comprenait un nombre égal de conseillers prud'hommes patrons et ouvriers.

Pour l'examen des affaires, le comité de la Seine connaissait deux sortes de séances : Pour les affaires de moindre intérêt les petites séances, où siégeaient deux ouvriers et deux patrons sous la présidence du Commissaire du Gouvernement. Une fois par semaine, le comité se réunissait en assemblée plénière. C'était la Grande Séance. On y discutait les questions de principe, on y émettait des avis, on y étudiait et tranchait enfin les différends collectifs importants qui y étaient renvoyés soit par le Commissaire du Gouvernement, soit par l'une des sections. Le comité de la Seine admettait, à ses délibérations, la présence des secrétaires de syndicats destinés à soutenir les ouvriers, celle, aussi des secrétaires des syndicats patronaux.

A quelle sorte d'affaires, la compétence de ce comité était-elle limitée ? Au début de 1917 le Ministre de l'Armement avait décidé, par le décret du 16 janvier, d'établir des tarifs de salaires minima. En vertu de ce décret, les tarifs auraient dû être arrêtés conformément aux prescriptions des décrets Millerand de 1899 ; mais, la plupart d'entre eux furent déterminés, quelques-uns par accord amiable, presque tous, par arbitrage ministériel : Les révisions, à la fin de 1917, de ces tarifs, par adjonction de primes de vie chère furent décidées après discussion entre patrons et ouvriers. Mais s'il venait à se produire des difficultés au cours de la mise en application de ces tarifs, les comités permanents de conciliation et d'arbitrage étaient tout désignés pour intervenir.

Le rôle du Comité de la Seine consistait surtout à établir

les taux de salaire de nombreuses professions par comparaison avec les tarifs établis par les soins du Ministre pour un petit nombre seulement. Les salaires de base, ceux des manœuvres et ouvriers de première catégorie avaient été arrêtés par le Ministre de l'Armement. Le comité de la Seine devait entendre l'avis des organisations patronales et ouvrières, puis établir les tarifs pour les professions non dotées par la décision ministérielle. Il devait procéder par voie d'assimilation aux salaires fixés par le tarif ministériel.

Le comité pouvait émettre aussi, et souvent émit sur la demande du Ministre de l'Armement, des avis de principe qui, après homologation par le Ministre, devenaient la base de sa jurisprudence.

Mais en plus de ces travaux à caractère général, le comité de la Seine allait intervenir dans les conflits particuliers, circonscrivant le débat à l'examen des tarifs émis par le Ministre et à la discussion des conditions dans lesquelles les tarifs étaient appliqués dans les établissements sièges du conflit.

Quant à la procédure, elle était établie comme suit : Le comité permanent de la Seine avait décidé que les intéressés porteraient leur différend devant le Contrôleur de la main-d'œuvre, et non pas directement devant le comité. Ils adresseraient d'abord des réclamations au Contrôleur de la main-d'œuvre. Celui-ci essayerait de concilier les parties. S'il échouait, il aurait à transmettre le dossier au Ministre de l'Armement qui le remettrait au Commissaire du Gouvernement auprès du comité de conciliation. Il l'étudierait et pourrait, s'il lui semblait utile, demander une enquête supplémentaire. Il pourrait aussi tenter une conciliation. Après ces diverses étapes, seulement, le différend viendrait devant le comité de conciliation qui jugerait en dernier ressort.

Une seule fois, le comité de la Seine fut appelé à jouer le rôle d'arbitre. C'est en fin septembre 1917, à l'occasion d'un différend survenu dans les usines d'aviation. La sentence

arbitrale rendue et homologuée fut aussitôt violée par les ouvriers qui abandonnèrent le travail. La première difficulté était née des objections soulevées par les patrons à la nomination, par les syndicats et non par les ouvriers eux-mêmes, des délégués arbitres ouvriers. Devant la grève déclarée, en dépit de tout droit, le Gouvernement se montra ferme, sans, toutefois, recourir aux sanctions prévues, ce qui semble bien dénoncer leur faiblesse, mais, d'une part, en menaçant les patrons, non coupables, de réquisitionner leurs usines et les stocks de marchandises, en imposant aux ouvriers, d'autre part, la reprise du travail, sans délai, avant tout examen préalable des salaires et des modalités d'application de la sentence arbitrale.

En province, les comités de conciliation furent créés au fur et à mesure que les tarifs de salaires étaient établis. Eux aussi devaient connaître des différends auxquels l'application des tarifs donnerait lieu. Mais, en effet, ce genre de conflits fut réglé directement par les représentants du Ministre qui tentaient la conciliation, et en cas d'échec, par le Ministre de l'Armement lui-même. Un seul comité de province connût de ces affaires, mais sans résultats satisfaisants : le comité permanent de conciliation et arbitrage de Marseille.

Quel accueil réservait-on à une institution nouvelle rompant avec tous les préjugés et avec tant de principes considérés comme définitifs, avant la guerre ? Quelle allait être, tout d'abord, dans le domaine pratique la réaction des parties ? Sans leur bonne volonté acquise, en effet, qu'aurait-on pu faire. Il est certain que les pouvoirs publics étaient en 1917 doués d'une autorité bien supérieure à celle qui les caractérise en temps de paix. Par ce seul fait qu'il était le seul client possible pour les industries visées par le décret, qu'il se trouvait momentanément seul dispensateur des commandes, l'Etat pouvant rendre dociles les plus indisciplinés des patrons ; parce qu'il disposait presque arbitrairement aussi du droit de réquisition générale, il pouvait porter qui-

conque à la réflexion. Mais cela suffisait-il ? Les événements de septembre 1917 ne sont-ils pas là pour nous répondre : non. Auprès du patronat, l'accueil fut favorable. Souvent même les industriels intervinrent pour hâter la formation du comité ; toujours ils lui confièrent volontiers l'examen de leurs différends. Enfin, lorsque le comité de la Seine rendit sa seule décision arbitrale, la direction des fabriques d'aviation l'accepta sans la moindre protestation. Les ouvriers, au contraire, jaloux de leur liberté, poussés à la résistance par les syndicats de surtout la Confédération Générale du Travail, revendiquaient hautement le droit de grève. De plus, pour masquer leur mauvais vouloir à accepter toute institution dirigée dans un sens de conciliation, critiquant les comités permanents, ils déclaraient leur préférer de loin le recours au règlement pacifique des différends par intervention des délégués d'atelier. Dans la pratique, cependant, les ouvriers allèrent souvent devant les comités, et leurs porte-paroles dans la presse, « L'Humanité », « La Bataille », durent loyalement reconnaître les excellents résultats de cette médiation.

Chez les théoriciens, les critiques furent abondantes et sévères. On reprenait d'ailleurs les objections faites la veille au décret du 16 janvier sur l'organisation des salaires et l'on disait du décret du 17 janvier : Lui non plus n'est pas conforme à la légalité. Lui non plus n'est pas conforme aux droits individuels. Lui non plus ne prévoit pas de sanctions efficaces.

« Lui non plus n'est pas conforme à la légalité ». C'est la critique que lui adressaient, en effet, deux partis politiques importants, le parti socialiste, et son voisin, le parti républicain socialiste. Les socialistes demandaient dans la séance de la chambre du 24 janvier 1917, à M. Albert THOMAS, de légitimer son décret. Les explications que donnait M. THOMAS, reposaient toutes sur les nécessités de la défense nationale, et ont été minutieusement exposées dans

le rapport du Ministre de l'Armement au Président de la République qui précède le texte du décret lui-même. Après délibération, le parti socialiste du Parlement, tout en acceptant le principe, demandait au Gouvernement de bien vouloir remplacer le décret par un texte légal soumis à la délibération des Chambres. Le décret du 17 janvier, demeurait donc, à ses yeux, tout au moins en ce qui touchait la forme, essentiellement irrégulier.

Quant au parti républicain socialiste, qui jugeait également le décret illégal, il prétendait faire adopter, à la place du décret lui-même, et sous forme de loi, une série de dispositions reprises de projets élaborés en temps de paix, une dizaine d'années auparavant, par la commission du travail. et qui, en ayant la prétention de rendre les grèves impossibles par l'institution de l'arbitrage obligatoire, ne faisaient, au contraire, que les consacrer. Voici, à peu près l'essentiel de ce projet : En cas de différends, les ouvriers nommeraient des délégués chargés de transmettre leurs réclamations au patron. Celui-ci serait alors dans l'obligation de faire connaître sa réponse dans les quarante huit heures, réponse qui ne pourrait consister qu'en une acceptation, ou en une nomination d'arbitres. Voilà comment était réalisé dans ce projet l'arbitrage obligatoire, arbitrage obligatoire tel seulement qu'on le concevait admissible avant la guerre. Si la sentence arbitrale n'était pas rendue dans les six jours, le personnel voterait pour dire s'il entendait ou non se mettre en grève. Le vote de la majorité ferait loi. S'il avait lieu en faveur de la cessation du travail, l'intervention deviendrait obligatoire pour tous. L'usine devrait fermer, et les munitions attendre. L'on a parlé d'arbitrage obligatoire ? N'est-ce pas plutôt grève obligatoire qu'il faudrait dire en parlant de ce projet ? Le conflit serait alors porté devant le Conseil du Travail. La sentence arbitrale rendue par celui-ci vaudrait conventions entre les parties, l'observation en serait obligatoire pour une période déterminée. Le projet prévoyait en outre une sanc-

tion punissant la violation de la sentence de la déchéance du droit de vote et d'éligibilité en matière d'élections relatives à la représentation du travail.

Conformément à ce projet, les industriels, travaillant pour les besoins de la guerre, auraient donc pu être contraints de suspendre leur fabrication quand bien même ils eussent été en état de la poursuivre avec le concours de la partie du personnel rebelle à la grève. Cette organisation eut en définitive abouti à la mise en interdit légal des maisons dont la marche eut été arrêtée, et, chez elle, à l'interdiction de travailler pour les ouvriers indépendants. Recul social considérable en face du progrès inespéré que les circonstances permettaient de réaliser dans le décret du 17 janvier 1917.

Mais ce décret était-il véritablement illégal ? M. Roger PICARD dit de lui : « En réalité, le décret du 17 janvier ne fait qu'appliquer à un cas déterminé les dispositions légales concernant les réquisitions militaires et dont les termes extrêmement larges se prêtent à une extension indéfinie » et il ajoute un peu plus loin : « l'apparence d'illégalité provient seulement de ce que les occasions de recourir à des mesures ainsi prises n'ont pas été assez fréquentes pour que l'esprit public s'y soit accoutumé ». La vérité semble résider dans le jugement de M. Roger PICARD, puisqu'en face du parti socialiste qui demandait la mutation en loi du décret, en face du parti républicain socialiste qui proposait en remplacement de ce décret dit illégal, le vote d'un projet de loi venant organiser, non plus l'arbitrage obligatoire, mais bien la mise en grève forcée, le Parlement, juge suprême en matière de légalité, ne fait aucune objection au décret de 1917, mais, le laissant jouer dans le domaine de la pratique, permet ainsi la solution pacifique de nombreux conflits collectifs du travail, si redoutables à cette époque pour la menée à bien de la guerre.

« Le décret du 17 janvier, lui non plus, n'est pas conforme

au respect dû aux droits individuels ». Tel était le second grief que lui adressaient les doctrinaires. Ici, encore, il faut replacer le document dans son cadre, le temps de guerre, et une fois de plus conclure à la légitimité des droits souverains de la défense nationale, même lorsqu'ils empiètent sur le terrain des droits individuels. Mais, cette circonstance particulière mise à part, peut-on dire qu'en instituant l'arbitrage et la conciliation à titre obligatoire, en matière de conflits collectifs du travail, on porte atteinte aux droits de l'individu ? Il semble que non. Tel est du moins l'avis de M. CESBRON, qui dans un ouvrage intitulé « Le droit de grève et ses limites » dit ceci : « Le droit de grève n'est pas comme la liberté individuelle un de ces droits tellement attachés à la personnalité humaine qu'il ne puisse jamais disparaître. Il n'est pas d'une nécessité absolue, mais seulement d'une nécessité relative. Les ouvriers ont le droit de se mettre en grève parce que la grève est pour eux le moyen d'obliger le patron à donner satisfaction à leurs intérêts légitimes. Mais la grève étant en soi une sorte de contrainte, ne sera légitime comme la guerre que si les ouvriers n'ont pas de moyens pacifiques et légaux pour atteindre le même résultat ». « Il semble, dit dans le même esprit M. HOFFMANN (dans son étude sur « La grève dans les services publics et les industries nécessaires ») qu'un citoyen n'ait pas que des devoirs strictement professionnels qui dérivent de son contrat de travail, mais encore, d'autres obligations plus larges et plus élevées que lui imposent son état et son rôle dans une Société civilisée... Il peut y avoir des devoirs sociaux qui débordent la sphère du devoir professionnel et l'on a bien l'impression que ceux qui se mettent en grève dans les services d'intérêt public commettent une faute au point de vue social ». Et se basant sur ce même principe, M. CESBRON reprend « Ainsi, notamment, en présence d'une grève qui mettrait en péril l'existence nationale, l'autorité publique peut contraindre les grévistes à reprendre le travail sans se soucier d'ailleurs de la légalité ou de l'illégalité des moyens employés... » *Salus*

patriae, suprema lex ! Et si le décret se trouve ainsi justifié, encore faut-il bien ajouter que l'arbitrage ne supprime pas purement et simplement le droit de grève, il tente, au contraire de le réglementer, d'en organiser le jeu. L'arbitrage ne supprime pas, parmi les droits des salariés, celui qu'ils ont de remettre toujours en question les conditions de leur contrat de travail. Il leur évite tout simplement d'encourir, pour avoir cessé brusquement le travail, de la part du patronat, l'accusation juridique de rupture de contrat. En temps de paix, et davantage encore; en temps de guerre, ce n'est pas porter atteinte aux droits individuels que de faire sortir le règlement des conflits collectifs du travail du domaine de la violence où le tient en chaîne le droit de grève, pour le faire parvenir au stade supérieur de la discussion pacifique.

Mais lorsque l'on dit : Le décret de 1917 a omis de prévoir des sanctions efficaces, il est plus difficile de répondre. Sur le terrain des conflits internationaux, comme sur celui des différends du travail, tous ceux qui ont loyalement entrepris de rendre l'arbitrage obligatoire, se sont heurtés à cette difficulté matérielle insurmontable ; l'impossibilité de trouver une sanction capable d'intimider les récalcitrants lorsqu'il leur prend fantaisie de violer la sentence arbitrale. C'est aussi le point faible du décret de 1917. Le législateur a prévu des sanctions qui la plupart du temps seront inapplicables avant d'être inefficaces. En effet, deux cas peuvent se présenter. Si le patron refuse de se soumettre à la sentence arbitrale, il voit ses établissements mis sous séquestre, une autorité remplacer la sienne dans la direction de l'exploitation. S'il proteste contre l'ordre de réquisition, il se voit infliger de fortes amendes, et s'il le faut, on le met en prison. Mais le cas du patron récalcitrant est le plus rare. Or, si le personnel veut manifester son mécontentement, qui va l'en empêcher ? On le mettra en réquisition, c'est-à-dire qu'on le forcera à continuer son travail : voici une pénalité bien mince si on envisage la rigueur de celle qui punit le patron pour le

même délit ; mais si les ouvriers s'entendent et refusent catégoriquement le travail, qu'advient-il ? S'il est aisé d'emprisonner un seul directeur, il est moins facile d'enfermer des centaines, des milliers même d'individus. Certains défenseurs du décret ont voulu nier l'évidence de cette lacune en disant : Avant d'en venir à cette situation, il faut admettre que de tous les moyens de conciliation préalables, aucun n'ait été capable de faire naître un accord. C'est bien pessimiste. Et quand bien même une pareille hypothèse se réaliserait, ou bien les grévistes seront peu nombreux et l'on parviendra à les contraindre ; s'ils sont une multitude d'insoumis la situation perd l'aspect d'un simple conflit collectif du travail pour prendre celui d'une crise sociale, la réquisition n'est plus un remède, la solution du problème nouveau est ailleurs. Les événements de fin septembre 1917 ont montré la faiblesse des sanctions prévues par le décret du 17 janvier. Or, pouvait-on sérieusement dire qu'on se trouvait en face d'une crise sociale ? Non, s'il est possible de nier que, contrairement aux critiques socialistes, le décret était légal dans sa forme, que malgré les apparences, il n'allait à l'encontre d'aucun droit individuel, le parti pris le plus absolu ne saurait faire admettre qu'il était armé de sanctions pratiques et fortes, impossibles, d'ailleurs, à imaginer.

Malgré ces critiques, en dépit d'elles, les comités permanents de conciliation et d'arbitrage restent une innovation d'un intérêt capital ; grâce à leur action, grâce aussi à la médiation personnelle du Ministre, autre conséquence du décret du 17 janvier, bien des différends s'évanouirent dans un accord juste et sage. Après lui, il y aura encore des grèves, mais on peut dire avec raison, cependant qu'en janvier 1917 la paix sociale est définitivement rétablie dans les usines de guerre.

C. — *Pour la Prévention des Conflits :**La Création des Délégués d'atelier.*

Essayer, au conflit déclaré entre patrons et ouvriers, de faire prendre la forme d'un juste procès, d'une discussion loyale, afin d'éviter ainsi la grève et ses dévastations, tel était le but poursuivi par le décret du 17 janvier 1917, but qui fut atteint, tout au moins sur le terrain restreint d'action qu'on lui avait alloué : les usines de guerre. Mais s'il était sage de songer à circonvenir le conflit une fois né, n'était-il pas plus utile encore d'empêcher sa naissance même. Telle fut la pensée de M. Albert THOMAS, Ministre de l'Armement et des fabrications de guerre. Après avoir organisé par les décrets des 16 et 17 janvier, l'arbitrage et la conciliation, et assuré aux travailleurs un salaire minimum, il va en une série de circulaires ministérielles, jeter les bases d'une institution nouvelle destinée à prévenir tout conflit collectif du travail : le délégué d'atelier. Ici plus de décisions créant des organismes à la compétence desquels il faudra se soumettre sans discuter, et défendus de terribles sanctions, mais un appel à la bonne volonté des parties, et donnant aux représentants du Ministre dans l'usine, les Contrôleurs de la main-d'œuvre, les indications relatives aux mesures à prendre en vue de l'établissement de rapports constants entre la direction et les ouvriers par l'entremise d'un délégué d'atelier.

C'est dans la circulaire ministérielle du 5 septembre 1917 que l'institution prend véritablement corps. Mais les 5 février, 17 mars et 24 juillet, trois circulaires en avaient déjà préparé la venue.

En effet, le premier mot officiellement dit en la matière, est prononcé le 5 février. Au lendemain des décrets de janvier, pour éviter que toute difficulté se produise entre les parties opposées, lors de la fixation des tarifs, d'une part, pour rendre le recours à la conciliation plus aisé si quelque

différend ne peut être écarté, d'autre part, la nécessité d'un intermédiaire se fait sentir. Or cet intermédiaire ne semble-t-il pas se réaliser parfaitement dans le « délégué du personnel », ce mandataire des ouvriers qui existe déjà dans nombre d'usines et dont l'existence a été officiellement reconnue par les règlements d'atelier de l'usine du Creusot en 1899, après un conflit auquel mit fin l'arbitrage célèbre de M. WALDECK ROUSSEAU. Il ne s'agit donc pas d'une nouveauté à faire admettre, mais d'une institution peu connue à répandre.

« Je suis convaincu, dit M. Albert THOMAS, le 5 février, que bien des incidents auraient été évités si tous les industriels avaient entretenu avec leurs ouvriers des rapports réguliers, et à ce point de vue je regrette que le système des délégués du personnel, qui ont, avec les directeurs, des conférences périodiques, ne soit pas appliqué plus généralement ». A cette époque, le Ministre de l'Armement n'entrevoit pas encore la possibilité d'établir des délégués d'atelier indépendants du contrôle de la main-d'œuvre. Dans la circulaire du 5 février, il pense à des délégués du personnel, intermédiaires entre la masse des ouvriers et le contrôleur de la main-d'œuvre. A celui-ci seul, incombera le soin de toute négociation avec la direction. M. Albert THOMAS conseille, en effet, aux contrôleurs « de recevoir les réclamations des ouvriers de préférence par des ouvriers ou ouvrières s'adressant à eux au nom de leurs camarades » et il ajoute : « Si même dans certains établissements, les ouvriers s'adressaient régulièrement aux Contrôleurs de la main-d'œuvre par l'intermédiaire d'un délégué, je ne verrai que des avantages à cette manière de procéder ». Une fois saisi des réclamations, le Contrôleur doit en aviser la direction et demander explication. La plupart du temps, on s'apercevra qu'il n'y avait que malentendu et tout s'arrangera. Si au contraire, les explications lui semblent insuffisantes, le Contrôleur devra avoir recours à une enquête supplémentaire « dans laquelle les

délégués ne joueront aucun rôle », « il faut garder le caractère administratif ». Le Ministre prévoit donc, et conseille la création de délégués se faisant à l'occasion le porte-parole des réclamations ouvrières. Mais il ne conçoit encore que comme exceptionnelle la possibilité d'une organisation « fonctionnant régulièrement ». De plus, tout le rôle actif reste en somme entre les mains du Contrôleur et le « caractère administratif » est scrupuleusement sauvegardé. « Je vous recommande, — c'est par ces mots que se termine la circulaire, — d'apporter tout spécialement tous vos efforts dans cette oeuvre de conciliation qui est le complément des mesures réglementaires que je viens de prendre. Il est de l'intérêt commun des industriels et des ouvriers que des relations régulières s'établissent entre eux. Le mécontentement et les regrettables malentendus qu'il engendre ont en effet le plus souvent leur origine dans l'ignorance où se trouvent les intéressés de leurs intentions réciproques ».

Le principe est posé, mais le 5 février, le rôle du délégué du personnel n'est encore que celui d'intermédiaire entre l'ouvrier et le Contrôleur; c'est un simple commissionnaire. Le 17 mars, nouvelle circulaire: « Les négociations auxquelles donne lieu dans diverses régions la révision des tarifs de salaires m'ont permis de constater les grands avantages que présentait l'institution des délégués. La présence d'ouvriers ayant la confiance de leurs compagnons de travail et se tenant en relations régulières avec les représentants de la direction rend plus aisées les négociations et évite les incidents »... Et plus loin : « D'autre part, si dans certains grands centres il est facile d'organiser les comités permanents d'arbitrage et de conciliation prévus par le décret du 17 janvier, en faisant appel au concours des conseillers prud'hommes de la section des métaux, cette pratique peut être envisagée dans les localités de moindre importance ou dans celles où il n'existe qu'un seul grand établissement. Dans ces régions, la présence de délégués d'atelier permet d'appliquer

beaucoup plus facilement la procédure réglementaire et donne même le moyen de prévenir les difficultés par une procédure de conciliation qui s'exerce d'une façon permanente ».

Que sont donc devenus les Contrôleurs de la main-d'œuvre ? Dans cette circulaire du 17 mars, il n'est plus question d'eux. Mais, avec elle, comblant le vide laissé par leur élimination, le délégué d'atelier est véritablement né, dans la définition qu'elle en donne : « ouvrier ayant la confiance de ses compagnons de travail et se tenant en relations régulières avec les représentants de la direction », comme par la définition qu'elle propose de son rôle essentiel : « donner le moyen de prévenir les difficultés par une procédure de conciliation qui s'exerce d'une façon permanente ». Comment, par qui, pour combien de temps, sera-t-il nommé ? Autant de questions auxquelles il faudra répondre. Le 17 mars, M. Albert THOMAS se contente de reconnaître l'existence du délégué d'atelier, et de définir l'essentiel de sa fonction.

Mais, au printemps, survient la crise gréviste que l'on connaît. M. Albert Thomas se rend compte alors que son œuvre n'est qu'ébauchée, et, d'accord avec M. MALVY, Ministre de l'Intérieur, il entreprend de la parfaire. Le 24 juillet 1917 paraît une nouvelle circulaire du Ministre de l'Armement et des fabrications de guerre, adressée aux Contrôleurs de la main-d'œuvre. Tout d'abord, il faut calmer les soupçons des industriels qui pourraient s'inquiéter. On leur assure que cette institution ne pourra naître que de leur initiative. S'ils n'en veulent pas, personne ne pourra la leur imposer. La circulaire dit exactement : « Le système ne peut être institué que par voie d'insertion de clauses spéciales dans les règlements d'atelier. C'est donc aux industriels qu'il appartient de déterminer, en tenant compte des conditions spéciales à leurs établissements, les modalités de cette institution ». Et plus loin, M. Albert THOMAS dit encore : « Vous ne devrez agir que sur la demande expresse des industriels ».

Pas d'équivoque possible. Or, si le Ministre insiste sur ce point, c'est que pour le développement des délégués d'atelier, il lui faut pouvoir compter sur la bonne volonté des industriels et cette bonne volonté n'existera qu'autant que les patrons auront confiance, seront surs que jamais l'institution ne pourra se retourner contre eux. Ayant en mains l'initiative et l'organisation, les industriels tiennent seuls le gouvernail. Et si la clause insérée par eux dans le règlement d'atelier n'en aura pas moins la valeur d'un contrat de travail liant l'industriel qui l'a établie et constituant une série de stipulations auxquelles pourra se référer la juridiction prud'homale, et en cas de grande difficulté, le comité permanent de conciliation et d'arbitrage de la région, cette clause, c'est eux qui l'auront édictée en pleine indépendance, et qui seront seuls responsables de ses conséquences.

Tel était le principal du contenu de la circulaire du 24 juillet. Elle posait encore l'ensemble des principes d'après lesquels pourraient s'établir les conditions d'électorat et d'éligibilité, règles et principes que reprend en détail et d'une façon définitive la circulaire du 5 septembre 1917, véritable charte des délégués d'atelier.

Après avoir rappelé en termes précis le droit d'initiative exclusif des industriels quant à l'adoption du système envisagé, la circulaire du 5 septembre en vient tout de suite à la définition du rôle du délégué d'atelier. Il faut écarter d'abord deux interprétations fausses qui, pour certains théoriciens, font apparaître les délégués d'atelier comme de simples intermédiaires dont l'intervention serait facultative pour la transmission des réclamations individuelles formulées par les ouvriers, et, pour d'autres, comme de véritables mandataires de syndicats, dont l'action ne doit pas se borner aux questions intéressant l'atelier qu'il représente, mais l'ensemble des usines. Ces derniers, en conséquence, allaient même jusqu'à demander que l'ensemble des délégués appelés à examiner les différends qui n'ont pu être résolus séparément dans

un atelier, se réunisse en une sorte de délégation syndicale. Cette dernière confusion entre délégué d'atelier et délégué syndical soulèvera la plus sérieuse des critiques adressées à l'institution nouvelle. Entre ces deux rôles, dont l'un serait trop restreint, et l'autre, par son ampleur, risquerait de devenir dangereux pour la classe patronale, M. Albert THOMAS définit la vraie fonction qui, à l'intérieur de l'usine, sera celle du délégué élu. C'est à lui qu'il reviendra d'étudier les réclamations individuelles qui, dans chaque atelier, n'auront pu recevoir satisfaction ; il devra les transmettre au patron, les expliquer, les défendre ; il interviendra aussi dans les difficultés auxquelles donneront lieu, à l'occasion, les réglemens des tarifs de salaire, les mesures d'hygiène et de sécurité. Son action pourra déborder ces limites minima, et dans deux directions. Dans le domaine des questions d'organisations techniques du travail, d'une part, il pourra se faire le porte parole de ses compagnons pour signaler à la direction « méthodes, procédés et dispositifs nouveaux permettant de rendre le travail plus productif, de mieux utiliser l'outillage, d'économiser les matières premières, de diminuer la fatigue de l'ouvrier ». Souvent les découvertes pratiques faites par l'ouvrier au cours de son travail, restent improductives parce que ce lui-ci par timidité, nonchalance ou impossibilité de l'atteindre, n'en informe pas la direction. Le délégué d'atelier pourra, d'autre part, être encore l'interprète indispensable du personnel de l'atelier pour signaler à la direction certaines situations dans lesquelles la dignité de l'ouvrier se trouverait atteinte. Privés de cette entremise, les salariés le plus souvent, s'agrippent en silence et préfèrent recourir aux moyens extrêmes que s'expliquer loyalement. « Souvent, les mouvements n'ont d'autre origine que la maladresse de certains agents subalternes de l'usine et leurs manquements au respect de la dignité du travailleur ». Le délégué des ouvriers, en intervenant ainsi auprès de la direction, permettra d'éviter aisément ces incidents et d'apaiser les mécon-

tenements. On voit donc, en définitive, que quoique circonscrite essentiellement dans les limites de l'atelier, l'action du délégué élu par l'apaisement qu'elle apporte aux malentendus avant qu'ils se soient aigris, par les incursions qu'elle se permet dans les deux directions précisées, reste assez vaste et assez large « pour pouvoir apporter à la direction de l'usine l'écho de la vie collective de l'atelier dans ses manifestations multiples », seul but poursuivi.

Mais l'ouvrier chargé d'un tel rôle, comment allait-il être désigné, par qui allait-il être choisi ? Combien de temps ses fonctions allaient-elles durer ? La circulaire du 5 septembre, tout en réservant l'entière liberté des industriels seuls maîtres d'édicter les règles qui allaient leur plaire, propose un certain nombre de conditions que le Ministre, après avoir pris avis du Comité permanent de la Seine, juge particulièrement propres à assurer le bon fonctionnement de l'institution, ces conditions posées étant à peu près calquées sur celles qu'avaient adoptées les différents règlements dès alors en vigueur dans quelques grands centres industriels (les usines Renault, les usines Schneider du Creusot).

Serait électeur, l'ouvrier ou l'ouvrière présentant les qualités suivantes : 21 ans d'âge, la jouissance des droits politiques et civiques pour les hommes, des droits civiques pour les femmes, la nationalité française, et une présence préalable dans l'usine d'une durée d'au moins deux mois. La question d'âge avait bien été discutée, car le minimum requis pour les élections en matière ouvrière est en général 18 ans. Il apparut au Ministre que 21 ans, âge à partir duquel la participation aux élections publiques est permise, était préférable. Mais la principale difficulté s'était cantonnée sur la fixation de la durée minima de présence préalable dans l'usine qu'il fallait exiger. Les ouvriers estimaient qu'une durée d'un mois était suffisante. Les patrons voulaient quatre mois. Le Ministre posa le principe des deux mois pour l'ensemble des industries avec faculté d'abaisser ou d'augmenter ce minimum arbitraire suivant les exigences des cas particuliers.

Parmi ces électeurs, qui donc allait être éligible ? Pour M. Albert THOMAS, l'éligibilité devrait être accordée à tout électeur ayant passé au moins un an dans l'usine. Jamais la durée préalable exigée ne devrait excéder trois années. Mais il conseillait aux industriels ayant à poser les limites, d'accord avec le Contrôleur de la main-d'œuvre, de ne pas perdre de vue les circonstances particulières créées par la guerre, tout en leur rappelant également qu'il serait bon de tenir compte des habitudes régionales. En effet, vu les changements fréquents d'ateliers imposés aux mobilisables d'une part, et la mobilité très grande du personnel dans la région parisienne, d'autre part, de longs délais exigés rendraient l'éligibilité rapidement illusoire. Pour éviter cet écueil, tout en n'abaissant pas trop le minimum de délai, le Ministre proposait d'admettre que, si, dans un atelier, le nombre des éligibles ne représentait pas au moins le dixième des électeurs inscrits, la liste en devrait être complétée jusqu'à concurrence de ce dixième, par l'adjonction des électeurs les plus anciens. De plus, il serait préférable de refuser l'éligibilité aux ouvriers tenant un commerce de détail ainsi qu'au personnel de maîtrise. Enfin, pour le calcul du délai, on pourrait fort bien tenir compte pour les mobilisés, du temps passé aux armées, pour les femmes d'ouvriers mobilisés, du temps pendant lequel leurs maris ont été mobilisés.

La circulaire du 5 septembre, n'interdit point la rééligibilité. Mais, si au Creusot, on admettait la rééligibilité sans interruption, aux usines Renault, le délégué d'atelier une première fois réélu, ne redevenait plus rééligible qu'après une interruption de fonctions d'un an. On voulait ainsi éviter la trop grande autorité que pourrait prendre un délégué devenu quasi-permanent. Cette méthode présentait, par contre, un désavantage sérieux, car le rôle de délégué d'atelier, pour être fécond demande en effet une formation pratique assez longue que le changement incessant de titulaire rend impossible à acquérir.

La date de l'élection serait posée par la direction, au moins six jours à l'avance et publiée par avis affiché dans l'usine. Seraient également affichées les listes des électeurs et des ouvriers éligibles. Si ces listes donnaient lieu à des contestations, la réclamations devraient être adressées à la direction dans les quarante-huit heures. Dans ce même délai devraient se faire les déclarations de candidature. Aucune affiche recommandant tel ou tel candidat ne pourrait être apposée à l'intérieur de l'usine.

Le bureau électoral se composerait des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs. La présidence en serait assurée par le plus âgé. Le bureau serait assisté d'un employé destiné au pointage. Comme pour les élections publiques, on admettait le principe du vote secret sous enveloppes uniformes. Les élections auraient lieu, de préférence, dans l'intérieur même de l'usine. Pour être élu, le candidat devrait obtenir, au premier tour, la majorité absolue du nombre des votes exprimés, la majorité relative au second. La durée du mandat serait au minimum d'une année.

Une fois élu, une fois entré en fonction, le délégué d'atelier n'allait-il pas voir son activité débordée par une avalanche énorme de petites réclamations individuelles. Pour éviter cet inconvénient, et alléger son travail, on allait admettre que le délégué n'interviendrait qu'en cas litigieux ou délicat. L'ouvrier qui se croirait lésé devrait porter tout d'abord sa réclamation auprès du pointeur, s'il s'agissait d'une question de salaire, auprès du contremaître ou du chef d'atelier, s'il s'agissait d'une question de travail, de tarif, ou de discipline. S'il n'obtenait pas de solution équitable, alors seulement l'affaire entrerait dans le rayon d'activité du délégué d'atelier.

Celui-ci pour assurer son rôle d'intermédiaire, serait reçu régulièrement une fois au moins par mois (les usines Renault prévoyaient deux entrevues par mois) par la direction, ou, dans les grandes usines, par un chef de service

particulièrement au courant des questions intéressant le personnel. En cas d'urgence, le délégué pourrait être reçu sans délai, et si le différend présentait un caractère d'importance exceptionnelle, il pourrait facilement obtenir une entrevue avec le directeur ou entrepreneur, lui-même.

Pour faciliter la discussion et éviter les pertes de temps, le Ministre de l'Armement conseillait aux délégués d'atelier élus de prévenir d'avance et par écrit la direction des questions dont ils auraient à l'entretenir. De plus, ils pourraient tenir un registre sur lequel ils consigneraient les réclamations posées et les solutions obtenues.

Le cas pourrait aussi se produire où le délégué d'atelier, outrepassant ses droits et exagérant son autorité, en viendrait à se livrer à des abus dangereux pour la direction. En ce cas, celle-ci pourrait en appeler au Ministère où siégerait une commission de discipline prévue par la circulaire et devant laquelle le délégué aurait à rendre un compte exact de l'exécution de son mandat.

Telle était prévue et réglementée l'institution nouvelle des délégués d'ateliers dans la circulaire du 5 septembre 1917. Comment allait-elle être accueillie ? Comment le système prévu allait-il être appliqué ?

Il faut examiner tout d'abord les principales accusations que les théoriciens lui portaient, accusations dont le journal « Le Temps », dans deux articles parus les 4 et 5 septembre 1917, citait les chefs dominants.

Tout d'abord, disait-on, le délégué d'atelier est un rouage inutile, car il fait double emploi : les commissions d'usine n'existent-elles pas déjà ? Tout au moins, ne sont-elles pas créées dans le principe, destinées, elles aussi à jouer le rôle d'intermédiaire entre intéressés, organes de conciliation en permanence ? Avant la guerre, en France, fonctionnaient, en effet, déjà quelques conseils d'usines. Des textes avaient reconnu l'existence des Conseils du Travail (décret

du 17 décembre 1900) et des Conseils Consultatifs du Travail (loi du 13 juillet 1908). Dans les usines Schneider du Creusot, la sentence arbitrale de M. WALDECK ROUSSEAU, en 1899, avait même institué officiellement un Conseil d'usine qui n'avait cessé depuis lors de fonctionner. De tels cas étaient cependant rares. Et la plupart des textes en la matière étaient restés lettre morte sans qu'on ait jamais essayé de les faire vivre dans la pratique. Depuis la guerre, il y avait aussi dans les usines de munitions les Contrôleurs de la main-d'œuvre, fonctionnaires dépendant étroitement du Ministre de l'Armement. Jusqu'en 1917, ils avaient assuré la liaison entre la direction et les salariés. Leur rôle avait été fécond. Pourquoi leur suppléer des délégués d'atelier, élus par les ouvriers, qui, par ce fait même allaient encourir la méfiance patronale, et dont l'élection créerait à l'intérieur de l'usine un trouble inutile, si minime qu'il dût être.

Que répondre ? Il est certain que dans le principe créateur, les commissions d'usines devaient donner les mêmes fruits que l'on espérait tirer de l'action du délégué élu. Mais cette institution avait avorté dans les années qui précédèrent 1914. Maintenant que les circonstances, du fait de la guerre, se trouvaient transformées, qu'un esprit nouveau était né, peut-être allait-on pouvoir réussir là où l'on avait échoué. Mais pour tenter l'aventure, mieux valait recourir à des apparences nouvelles. Les délégués n'allaient pas faire double emploi. On les destinait à prendre avec plus de bonheur la succession des Conseils d'usine dans la menée à bien d'une œuvre à peine ébauchée par ces derniers. Pour ce qui touche aux Contrôleurs de la main-d'œuvre, la défense était plus aisée : ils étaient fonctionnaires, essentiellement dépendants du Ministre de l'Armement ; leur action, empreinte du caractère administratif, portait toujours à conclure à l'intervention, dans l'usine, des pouvoirs publics. Il était facilement concevable que le délégué d'atelier allait être mieux vu par les ouvriers qui auraient en lui plus de confiance et agiraient

avec lui plus librement, allaient encourir moins nettement la méfiance des directeurs par ce fait seul que leur existence même serait liée à leur seule volonté. Il n'y avait pas double emploi, si peu, même, que dans bien des cas, après avoir dirigé les premiers pas des élus, les Contrôleurs de la main-d'œuvre continuèrent à les conseiller et à les guider, ceci dans la coulisse, leur présence et leur intervention ne choquant plus et ne paralysant plus personne.

Mais quel espoir pouvait-on fonder sur cette institution qui ne reposait ni sur un article de loi, ni sur le texte d'un décret, et qui, essentiellement facultative, n'envisageait aucune sanction, tirait toute sa force de la bonne volonté du patron à l'accepter, de l'ouvrier à se prêter à sa mise en œuvre. Dans toutes ces questions d'économie sociale, la bonne volonté est primordiale, et, sans elle, on ne peut rien réaliser. Tout en restant attaché avant tout à son seul intérêt, l'homme de plus en plus désire la paix, et cette affirmation n'est-elle pas illustrée tout particulièrement par les échecs successifs des essais de grèves générales offensives à caractère révolutionnaire de 1920. Toute innovation recherchant cette paix désirée, sera donc favorablement accueillie. Le manque de sanction d'ailleurs, n'est ici qu'une faiblesse particulière apparente, car, une institution sociale, légalement garantie par les sanctions les plus sévères n'est protégée qu'en théorie. Toujours, ou presque, au moment où l'on doit les appliquer, les sanctions posées se révèlent inapplicables ou inefficaces. Enfin, songer même à rendre le délégué d'atelier obligatoire était impossible : il était juste d'en recommander l'adoption aux industriels ; c'eût été arbitraire de la leur imposer. Le règlement d'atelier est un contrat. Tant que les clauses de ce contrat ne heurtent pas les principes posés de minimum légal de salaire et surtout les règles d'hygiène et de salubrité, les patrons sont seuls maîtres de les faire ce qu'ils les veulent. Rien n'est plus sensible, d'ailleurs, que des milieux ouvriers et patronaux. Et bien souvent, en matière de travail, un conseil donné porte plus de fruits qu'une règle impérative.

La circulaire ministérielle encourageait le développement des délégués d'atelier dans les usines de guerre. Il s'agissait donc là, tout au moins en apparence, d'une institution momentanée, destinée à disparaître avec la guerre elle-même. Bien des critiques prévoyaient, à tort d'ailleurs, que les délégués, après avoir gagné les domaines industriels voisins, dureraient plus que la guerre, et craignaient qu'ils ne devinssent, dans l'industrie privée, un élément de désordre, un classe nouvelle, plutôt qu'un conciliateur en permanence. Les faits eux-mêmes ont répondu à cette objection.

Enfin, le dernier point, le plus épineux, était assurément le danger syndical. Le délégué d'atelier, membre d'un syndicat ne risquait-il pas, plutôt que d'être le mandataire de l'atelier, de devenir celui de son syndicat professionnel, gardien de ses privilèges acquis, serviteur dévoué de ses prétentions. Plutôt que d'exposer les vues particulières de l'atelier, ne s'inspirerait-il pas de la ligne de conduite générale de la corporation ? Le danger était certain. M. Albert THOMAS l'avait entrevu ; mais, entraîné par ses convictions personnelles, il n'avait pas voulu, dans ses premières circulaires, interdire catégoriquement au délégué d'atelier toute communication avec les syndicats, ce qui réduisit d'autant l'opposition de ceux-ci vis à vis de cet organe nouveau en qui ils pouvaient craindre de redoutables rivaux. Un peu plus tard, le 2 décembre 1917, le successeur au Ministère, de M. Albert THOMAS, Monsieur LOUCHEUR, interdit formellement les « délégations d'usines » jugeant particulièrement irrégulière l'ingérence syndicale en la matière, et rappelle, le 21 février 1918, aux délégués d'atelier, leur rôle exact indépendant de toute collaboration syndicale. « Les délégués d'atelier ont été nommés dans les usines afin de faciliter les relations des ouvriers d'un atelier ou d'une spécialité avec la direction de l'établissement. Les fonctions de délégué ne peuvent donc s'exercer qu'à l'intérieur et les échanges de vues qui ont lieu à l'usine, entre la direction et les délégués, ne sauraient donner lieu à

aucun écho en dehors ». Avant ces deux dernières circulaires, nombre de délégués s'estimaient ouvertement, hors et avant tout, membres de leurs syndicats et avaient continué de lui rendre compte de l'exécution d'un mandat uniquement donné, pourtant, par les compagnons d'atelier. Malgré elles, cette habitude ne disparut pas entièrement. Il était extrêmement difficile, impossible même, de séparer dans la personne d'un même ouvrier le membre du syndicat du délégué d'atelier. « De même, dit M. Roger PICARD, qu'il paraît difficile d'empêcher le délégué de faire état de ce que lui enseigne son expérience personnelle à l'usine lorsqu'il prend part au syndicat à des discussions sur les conditions du travail, il est très juste d'admettre qu'il semble impossible que l'ouvrier syndiqué et délégué dédouble sa personnalité d'une manière tranchée et qu'il ne se rappelle pas à l'usine des enseignements du syndicat et n'apporte pas au syndicat un involontaire écho de son action à l'usine ». Enfin, l'habitude prise par certains délégués de se réunir en conseils exécutifs devait susciter de nouveaux soupçons. Leur attitude se fait offensive ; ils débordent facilement leurs mandats et vont jusqu'à créer des difficultés pour pouvoir agir. On les qualifiera, non sans raisons, de « soviets ». Le patron peut bien renvoyer le délégué devant la commission mixte de discipline du Ministère de l'Armement si son rôle devient trouble, mais quelques exemples cités par M. OUALID, montrent que le danger n'était pas imaginaire : « A Toulouse, dit M. OUALID, en septembre 1917, les délégués se groupèrent, prirent l'initiative de réclamations collectives à la suite de réunions qu'ils avaient provoquées et il s'en suivit la première grève de mobilisés enregistrée depuis la guerre. Ailleurs, à l'exemple des comités d'usines russes, les délégués des divers ateliers d'une grande usine se réunissent et se déclarent constitués en comités exécutifs. Cette pratique, promptement réprimée, fut fréquente à la fin de l'année 1917... » Cela suffit pour édifier les incrédules.

Si donc, le délégué d'atelier ne faisait pas double emploi et si le fondement même sur lequel reposait le système, la bonne volonté réciproque des parties, était défendable, l'ingérence des syndicats dans l'activité des délégués, et la réunion de ceux-ci en soviets exécutifs, apparaissaient lourdes de menaces. C'est ce double danger qui ruinera le développement de l'institution et la condamnera à l'échec.

Une dernière question se pose. Comment les patrons et les ouvriers ont-ils accueilli l'institution des délégués d'atelier ? La circulaire du 5 septembre dit : « Les milieux industriels et les milieux ouvriers ont d'une manière générale accueilli favorablement cette institution ». Cette affirmation est trop optimiste, car dans bien des cas patrons et ouvriers lui marquèrent de l'hostilité ou tout au moins de la méfiance. Malgré la garantie qui leur avait été accordée, quoique sachant que, d'eux seuls viendrait l'initiative de l'adoption du système, qu'à eux seuls il appartiendrait de poser les conditions de jeu réglementant l'institution nouvelle, nombre d'industriels craignirent l'influence et l'autorité que pourraient acquérir ces nouveaux intermédiaires et reculèrent. D'autres, au contraire, comme les directeurs des usines Schneider, Renault, Neuves Maisons, en admirèrent le principe et le réalisèrent immédiatement dans les règlements d'atelier. Dans la région Nantaise, en particulier, sous la pression constante des Contrôleurs de la main-d'œuvre, les délégués d'atelier se multiplièrent (Nantes, La Rochelle, Saint-Nazaire) et leur développement ne se heurta à aucune résistance sérieuse.

Du côté ouvrier, toute l'hostilité venait des syndicats qui craignaient la rivalité de ces organes de conciliations, plus mêlés qu'eux-mêmes à la vie ouvrière, et se rendaient parfaitement compte de la situation particulière que pourraient occuper ces délégués s'ils venaient à se réunir officiellement en comité exécutifs. Systématiquement, dans de nombreux centres industriels, les ouvriers repoussèrent l'insitution proposée sous les menées des syndicats : à Rouen,

Rennes, Le Mans, Tours, en particulier. Ailleurs, au contraire, l'action syndicale se trouva débordée par le désir que nourrissaient beaucoup de salariés de voir fonctionner le système et dans bien des cas, les ouvriers allant au devant de sa mise en fonction, les syndicats durent s'incliner.

Malgré défauts et dangers, à la fin de 1917, dans presque toutes les usines de guerre, et dans nombre d'ateliers, privés, on avait agréé l'idée et l'on avait élu des délégués d'ateliers. Grâce à leur action, guidée et étroitement surveillée par le Contrôle de la main-d'œuvre, bien des conflits allaient être évités et nombre de malentendus se terminer dans une équitable et pacifique mise au point des torts respectifs.

D. — La SEMAINE ANGLAISE

et avec elle, la diffusion des conventions collectives.

Le 11 juin 1917, le Parlement adoptait un projet de loi dont le but était, si l'on en croit le titre, « d'organiser pour les femmes le repos de l'après-midi du samedi dans les industries du vêtement » et dont l'article I disait exactement : « Pendant la durée de la guerre et tant qu'une loi générale ne sera pas intervenue, dans les industries visées par l'art. 33 du Livre I du Code de Travail et de la Prévoyance Sociale, le repos pendant l'après-midi du samedi sera assuré aux ouvrières de tout âge dans les conditions déterminées pour chaque profession et pour chaque région, en tenant compte des besoins du travail dans les diverses saisons, par des règlements d'administration publique qui se référeront dans les cas où il en existera aux accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la région ». Ce texte, à la rédaction duquel aboutissait la crise gréviste de mai 1917, voté en hâte, constitue l'un des plus tangibles et des plus féconds résultats de l'agitation ouvrière

pendant la guerre, car, outre qu'il faisait entrer pour la première fois en France, quoique pour un domaine encore très étroit, dans un texte législatif réglementant le travail, le principe de la semaine anglaise, c'est-à-dire, l'attribution aux ouvrières du vêtement d'une demi-journée supplémentaire de repos payée, en fait l'après-midi du samedi, et préparait ainsi le vote de la loi de 8 heures, il faisait encore du « contrat collectif » ce qu'il appelle « accord intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la région » une véritable législation secondaire et des syndicats ouvriers, des législateurs auxiliaires. « Ce texte dit M. W. OUALID, ne constituait rien moins qu'une véritable révolution dans la technique législative et réglementaire ».

Donc, sous ce titre : semaine anglaise, il faudra voir d'une part, l'établissement légal du repos, le samedi après-midi, et d'autre part l'essor donné par le texte du 11 juin à la diffusion des conventions ou contrats collectifs de travail.

La question de la semaine anglaise n'était pas nouvelle. On la discutait dès 1900. Une première enquête officielle avait été menée à son sujet en 1903, que suivait le dépôt de plusieurs propositions de lois en réclamant l'adoption. Il faut citer la proposition Edouard VAILLANT, du 5 novembre 1906, qui, invoquant déjà la réduction à 8 heures de la durée du travail quotidien, disait dans son article 5 : « La semaine du travailleur comprend cinq journées et demie de travail suivies d'une journée et demie de repos ininterrompu. Autant que possible, ce sera le samedi à midi que cessera le travail pour ne reprendre que le lundi ». Le 11 novembre 1911, le Comte Albert de MUN, demandait que la durée de la journée de travail soit fixée à 10 heures en semaine et 8 heures les samedis et veilles de fêtes. En 1913, la question est à l'ordre du jour, et tandis que M. CHERON reprend la proposition de MUN, en en réduisant le domaine d'application aux femmes et aux enfants, l'Office du Travail se livre à une enquête détaillée sur les possibilités de réduction de la durée de la journée

de travail, le samedi, dans l'industrie française. C'est aux chambres de commerce, aux Bourses de travail, aux syndicats professionnels patronaux et aux syndicats professionnels ouvriers, aux commissions départementales de travail enfin que le Ministre adresse ses questionnaires. Les réponses obtenues contiennent l'essentiel des raisons sur lesquelles adversaires et partisans de la réforme allaient baser leurs points de vue.

Mais voici tout d'abord un court tableau indiquant les nombres relevés des réponses positives et négatives données par les établissements consultés à la question suivante qui leur était posée : Convient-il ou non d'établir la semaine anglaise ?

	FEMMES		ENFANTS		HOMMES	
	oui	non	oui	non	oui	non
Chambres de Commerce.....	11	126	9	129	8	130
Bourses de Travail.....	28	»	28	»	28	»
Syndicats prof. patronaux....	35	268	28	321	22	382
Syndicats prof. ouvriers.....	399	50	439	66	464	95
Commission départem ^{les} de travail	68	»	63	15	34	27
Totaux.....	541	444	567	531	556	634

Connaissant la proportion approximative de chaque groupe de défenseurs et adversaires de la réforme, voyons les motifs de leurs réponses. Les Chambres de Commerce et les syndicats professionnels patronaux, principaux ennemis du système, jugeaient tout d'abord, en se plaçant au point de vue économique, que la réduction des heures de travail, le samedi, eût entraîné une diminution proportionnelle de la production estimée à environ un douzième, soit le produit du

travail d'un mois ; — qu'il en eût résulté une augmentation consécutive du prix de revient avec sa double conséquence : renchérissement du coût de la vie et affaiblissement de la concurrence nationale dans sa lutte contre la concurrence étrangère ; — qu'enfin l'augmentation même du coût de la vie aurait provoqué des demandes nouvelles d'élévation des salaires et donné naissance à de nouveaux conflits au cours du réajustement des tarifs. A côté de ce premier chef d'objections, ils ajoutaient qu'il fallait bien reconnaître à la France des conditions de vie sociale qui lui sont propres, donc, ne pas l'assimiler envers et contre tout aux autres pays : l'ouvrier français n'a pas une productivité reconnue ailleurs notamment dans les peuples anglo-saxons : raccourcir encore sa semaine de travail serait vouer la production française au marasme. Le dimanche ne revêt pas non plus en France le caractère qu'il a en Grande Bretagne, où c'est un jour de repos complet, absolu et général, où tous les établissements sont fermés et où le repos du samedi devient donc une nécessité pour l'ouvrier. Quant au point de vue moral, adopter la semaine anglaise, ç'eût été pour eux favoriser l'alcoolisme dans une fréquentation plus grande des cabarets, inciter l'ouvrier au gaspillage de sa paye.

Tels étaient des arguments repris de diverses façons et généralement invoqués par les groupements consultés défavorables à la réforme. A l'encontre de ces déclarations, les défenseurs du système anglais, les Bourses du Travail et plus encore les Syndicats Professionnels Ouvriers, réclamaient à toutes forces pour les travailleurs le repos de l'après-midi du samedi, trouvant cette réglementation excellente en ce qu'elle diminuerait la fatigue de l'ouvrier, fatigue considérablement accrue par l'utilisation d'un outillage perfectionné demandant une attention de tous les instants, et réduirait en conséquence, d'autant, la fréquence des accidents ; en ce qu'elle amènerait une diminution notable du chômage. Ils prétendaient de même qu'il n'était pas fondé de dire que la

semaine anglaise entraînerait avec elle une diminution de la production si redoutée de ses adversaires ; car l'ouvrier, moins fatigué, en un temps moindre, fournirait un travail égal. Mais sur ce point, il était permis de demeurer sceptique, car le surmenage ne viendrait-il pas rapidement limiter l'application du principe : « Le travail gagne en puissance ce qu'il perd en durée ». Et « L'Humanité » du 3 mai 1913, organe officiel des syndicats ouvriers, ne disait-elle pas ouvertement : « compenser la perte de 5 heures par un accroissement de l'effort dans la production, ce n'est certes pas la pensée des travailleurs... Diminuer le temps du travail, c'est bien leur objectif, accélérer l'effort pour augmenter la production, c'est autre chose ». L'argument essentiel invoqué, d'ailleurs, par les syndicats ouvriers dès 1913, et venant en 1917 former le centre des revendications ouvrières, est d'ordre moral et familial. Seul le repos du samedi après-midi, d'après eux, eut été de nature à rendre effectif le repos hebdomadaire et à permettre à l'ouvrier de jouir véritablement de cette vie de famille tant de fois invoquée au moment de la loi sur le repos hebdomadaire. Si la femme est obligée de travailler le samedi comme dans la semaine, elle ne peut consacrer aux travaux indispensables de son ménage et aux achats de la famille que la journée du dimanche. Il en résultera pour elle, ce jour là, un surcroit de fatigue et l'impossibilité d'accompagner son mari et ses enfants dans leur promenade. L'homme adulte est obligé de procéder le dimanche aux travaux de nettoyage et de réparation du matériel de l'usine et de l'atelier, et, par suite, le repos hebdomadaire se trouve ainsi écourté. En prescrivant que le repos hebdomadaire commencerait dès l'après-midi du samedi, ç'eut été au contraire faciliter les réunions familiales du dimanche, arracher l'homme à la fréquentation du cabaret, l'enfant au vagabondage de la rue. Ç'eut été permettre à l'ouvrier de procéder à ses emplettes le samedi et assurer aux employés de magasin le repos hebdomadaire du dimanche, faciliter

aux enfants la fréquentation de cours complémentaires d'enseignement ou d'éducation professionnelle, offrir aux ouvriers le moyen de parfaire leur instruction sociale et de mieux accomplir leurs devoirs politiques et autres.

Enfin l'Union des textiles de Roanne, invoquant un argument original, disait encore : « On se plaint que les enfants diminuent dans notre pays, mais la femme employée du matin au soir et toute une semaine ne désire pas avoir d'enfants auxquels il ne lui serait pas possible de donner les soins indispensables ; c'est même, à notre avis, une des principales causes du dépeuplement ».

Parallèlement à l'enquête du Ministre du Travail, et venant y apporter une conclusion double et contradictoire, le Conseil supérieur du Travail, dans sa session de 1913, s'occupe aussi de la semaine anglaise. Ses membres ne se mettent pas d'accord, et MM. BRIAT et PRALON publient deux rapports basés sur les arguments précités et essentiellement opposés.

La question semblait donc insoluble, quand la guerre survient et jette momentanément dans l'ombre cette conversation théorique. Mais au mois de mai 1917, les ouvrières des maisons de couture font sortir la discussion de l'oubli où elle était tombée, et la loi du 11 juin 1917 apporte une première solution pratique, provisoire et limitée.

Le texte législatif est extrêmement court, et ses dispositions très concises. Il se contente simplement de poser comme obligatoire la pratique du repos, le samedi après-midi, pour les ouvrières de tout âge et de toutes conditions dans l'industrie du vêtement. Il ne donne aucun détail, relatif, par exemple, à la durée du repos, à son point de départ. Il arrête seulement la méthode qu'il faudra suivre pour régler les détails : les conditions seront fixées « pour chaque profession et chaque région en tenant compte des besoins du travail dans les diverses saisons » par des règlements d'administration publique ; quant à ceux-ci ils se reporte-

ront, pour l'élaboration de leur texte, « aux accords intervenus entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la région ». Le législateur se décharge ainsi d'une part de son travail sur des auxiliaires mieux placés pour connaître des détails de la question : les syndicats ouvriers. La loi du 11 juin donne ainsi naissance à ce qu'on appellera plus tard « la législation autonome du travail ». Pour la rédaction des règlements d'administration publique, le Ministre ne s'appuie plus uniquement sur les Conseillers d'Etat, fonctionnaires érudits et administrateurs remarquables, mais il sollicite la collaboration des intéressés eux-mêmes. De cette méthode, M. W. OUALID a fait l'éloge en ces termes : « On comprend donc que cette intervention des intéressés dans la confection et l'application de la loi ait mérité à cette procédure le nom de législation autonome du travail, faite d'une « collaboration hiérarchisée » entre le législateur parlementaire et le législateur autonome. Au premier appartient le soin de poser le principe, la règle de droit, c'est-à-dire l'ordre abstrait, impersonnel, objectif s'imposant à l'individu, non pas en raison de sa personnalité mais des actes qu'il accomplit, des conditions qu'il remplit ou dans lesquelles il se trouve. Au second, il appartient de régler les conditions de détail technique que leur multiplicité même, la variété et la complexité des situations et des rapports, les modalités et les complications de la procédure, la fréquence des révisions et des modifications à prévoir et à réaliser ne permettent pas au législateur d'inscrire dans la loi. Il s'y ajoute en outre cette considération que les mesures ainsi appliquées ont la portée, non pas seulement de disjonctions acceptées à contre cœur, et violées aussitôt que promulguées, mais de prescriptions librement obéies parce que librement consenties ou contractuellement débattues. On ne risque pas, grâce à cette méthode, de voir le règlement, par la rigueur des détails de procédure ou de technique entraver l'application des lois ou en faire des instruments en faveur

d'une classe sociale déterminée. Appuyé sur l'avis des intéressés compétents, exprimé dans une convention résultant d'un accord, c'est-à-dire d'une transaction satisfaisant les deux parties, le règlement ne se heurte pas à ces objections. Il établit l'égalité contractuelle entre deux groupes de force économique comparable. Il s'adapte aux circonstances de temps et de lieu, et par sa généralité, égalise les conditions de la production et de la concurrence ».

La loi du 11 juin 1917 comprenait encore deux articles ; dans l'un, elle prévoyait le cas où les besoins de la défense nationale se faisant plus exigeants encore, la suspension des dispositions concernant les ouvrières travaillant pour la confection militaire deviendrait nécessaire et rendait cette dérogation possible par une simple décision du Ministre de la Guerre. L'autre article, enfin, posait des sanctions applicables à ceux qui contreviendraient aux prescriptions des règlements d'administration publique visés par l'art. 1.

Par la loi du 11 juin, se trouve ainsi législativement consacrée une réforme depuis longtemps demandée et qui s'appuie sur des considérations très élevées puisqu'elle a pour but de répondre à la nécessité de donner au repos du dimanche le maximum d'effets utiles. Mais un acte d'une telle importance n'allait pas s'imposer, on le pense bien, sans soulever de nombreuses objections. Sans vouloir revenir sur les discussions dont le principe même de la semaine anglaise était l'objet, et dans lesquelles chacun se maintenait sur ses positions minutieusement dénombrées lors de l'enquête officielle de 1913, quelques critiques sont adressées à la réforme, attaquant aussi bien les conditions dans lesquelles elle fut réalisée que la valeur sociale même de certaines dispositions entrées en vigueur.

Pourquoi, s'écrie, en effet, l'ensemble de la presse de droite, avoir voté si vivement un projet de loi si lourd de conséquences malgré ses apparences inoffensives ? N'apparaît-il pas que c'est sous le coup des agitations populaires, sous la

menace des grévistes que la Chambre et le Sénat ont adopté, hâtivement, sans examen préalable, le projet déposé par M. MALVY, mis lui-même en demeure de le faire par des syndicats ouvriers, auxquels il avait dû promettre le vote rapide de la loi en échange de la fin des manifestations grévistes. N'y avait-il pas là véritablement, une concession forcée, par trop peu déguisée, des pouvoirs publics, à la volonté syndicale brutalement dictée. « N'est-il pas profondément regrettable, dit dans le même esprit M. LE PELLETIER dans la Réforme Sociale, en mars 1918 que la loi du 11 juin ait été votée en quelques jours sous la pression de l'émeute en quelque sorte, alors que la proposition qui, pour la première fois, en posait le principe, dormait depuis de longues années dans les cartons du Parlement... Ce n'est pas faire œuvre sage que de légiférer ainsi, ajoute-t-il, car on crée un précédent redoutable qui ne manquera pas d'être invoqué dans l'avenir, toutes les fois qu'un syndicat, ou même simplement quelques meneurs auront décrété la nécessité de faire triompher une réforme déclarée nécessaire, ils sauront maintenant comment s'y prendre pour aboutir rapidement... » La précipitation du Parlement à voter sans y avoir beaucoup réfléchi, un projet de loi aussi important est indéniable. Mais de cette hâte, à laquelle l'agitation ouvrière de mai n'est certainement pas étrangère, ne trouve-t-on pas aussi l'excuse dans les circonstances particulières du temps de guerre. Si on la replace dans son cadre, l'octroi de la semaine anglaise prend l'aspect, non plus d'une capitulation devant les syndicats ouvriers, mais d'une concession faite aux intérêts supérieurs de la Défense Nationale, aux nécessités impératives de la Patrie en danger. En 1919 et en 1920, les syndicats seront plus puissants, partant plus arrogants, mais les tentatives avortées de grèves générales elles-mêmes, n'amèneront pas le gouvernement à céder un pouce du terrain de la Liberté devant leur despotisme grandissant. En 1917, il faut produire, et pour maintenir le rendement des usines de guerre à

son maximum, en évitant les grèves, les dirigeants et le Parlement n'hésitent pas un instant, une fois de plus, à accepter les sacrifices nécessaires.

Mais pourquoi le texte législatif était-il aussi restrictif ? « Pourquoi, dit encore M. LE PELLETIER, avoir accordé le bénéfice du repos du samedi uniquement aux ouvrières de l'industrie du vêtement ? Si le principe est juste, socialement bienfaisant, pourquoi en refuser l'avantage à toutes les ouvrières sans distinctions... De deux choses l'une, ou le repos du dimanche implique pour tout le monde la nécessité de s'y préparer dès la veille, ou la suspension du travail le samedi n'est pas indispensable pour que le dimanche soit vraiment un jour de détente... » N'était-il pas facile de prévoir, en effet, que les ouvrières des autres industries ne tarderaient pas à se mettre en grève pour obtenir l'octroi légal de la semaine anglaise qui venait d'être si facilement accordée aux ouvrières du vêtement ? Peut-être. Mais il ne faut pas oublier que la loi du 14 juin n'était qu'une mesure de circonstance. Par là même, elle répondait par une mesure restreinte à une demande déterminée. Elle ne tendait pas au principe général, elle n'avait d'autre but que d'octroyer un avantage particulier. Mais cet avantage même, alors, pourquoi l'avoir, sans distinction, accordé à toutes les ouvrières de l'industrie du vêtement ? Le fondement même sur lequel repose la loi, n'est-il pas qu'il est injuste de garder à l'usine jusqu'au soir, le samedi, la mère de famille à qui incombe les soins du ménage et le devoir de mettre de l'ordre dans le linge et dans les vêtements ? Or, les jeunes filles, très nombreuses, employées dans les ateliers de couture, ainsi émancipées, comprendront-elles bien le rôle du repos du samedi « dans le sens où l'ont posé les orateurs, qui, dans les deux Chambres, en ont fait valoir le caractère réparateur ? »

Enfin et surtout, la loi qui venait d'être votée se trouvait grosse de conséquences économiques et sociales qui n'échappaient à personne. Elles brisent, en effet, les principes sur

lesquels reposaient, depuis la Révolution, les contrats de travail. Aux contrats individuels, base des libres conventions entre employeurs et employés; l'Etat venait substituer les contrats collectifs. Par une loi, se trouvait ainsi consacré le caractère obligatoire de ces contrats, non seulement pour les membres des syndicats intéressés, ce qui était admissible, mais même pour les non syndiqués qui n'en ont point accepté les articles. Les contrats collectifs impliquent en effet l'intervention des syndicats ouvriers. Voici donc la corporation de l'Ancien Régime restaurée dans sa redoutable puissance. Les groupements syndicaux professionnels redevenaient donc obligatoires. La masse des ouvriers qui voulait demeurer en dehors de l'emprise syndicale ne le pouvait désormais plus. Ne pouvait-on entrevoir là un précédent dangereux, car s'il était évident que la loi ne s'appliquait qu'à plusieurs centaines de mille ouvrières, le principe ne demanderait-il pas qu'à gagner du terrain sous l'action violente de la C.G.T. ? Or si le contrat collectif est défendable et même désirable, encore ne doit-il en aucune sorte venir préparer la voie du syndicat obligatoire. Le journal « Le Temps », dans un article publié le 11 juin, reproduit les paroles suivantes attribuées au rapporteur socialiste du projet : « C'est pour moi qui ai l'habitude des questions ouvrières, une victoire socialiste considérable, une grave défaite de la liberté ». En effet, ne pouvait-on pas conclure que, le règlement d'administration publique devenant souverain, et le Gouvernement étant amené à se prononcer seul en l'absence d'accords établis entre les syndicats patronaux et ouvriers, l'Etat devenait en fait le seul maître des contrats ?...

Aprement discutée et critiquée par tous les éléments réactionnaires et conservateurs, la loi du 11 juin n'en allait pas moins être très utile tant en établissant le régime de la semaine anglaise dans les industries de la couture, que par le rôle particulièrement fécond qu'elle allait jouer dans le mouvement de la diffusion des conventions collectives de tra-

vail. Au lendemain de la promulgation de la loi en effet, rien qu'à Paris, des contrats collectifs étaient signés, en prévoyant l'application, tant dans la chemiserie et lingerie en gros pour hommes (10 juillet) que dans les corsets en gros (11 juillet) faux-cols, manchettes et devants de chemises en gros, flanelle manufacturée (10 juillet) lingerie confectionnée pour dames (17 juillet), ganterie en tissus (19 juillet), tricot et bonneterie fantaisie, chandails, chaussettes et ganterie militaires (19 juillet), haute mode et mode de détail (19 juillet), postiches (1er août), fourrures (6 août), modes en gros (8 août). Ces chiffres ont été recueillis par M. OUALID qui donne ailleurs les résultats suivants : « De 1914 à 1918, 135 conventions collectives proprement dites ont été conclues, pour l'ensemble des industries. L'industrie du vêtement à elle seule en compte 66, soit presque exactement la moitié... Sur les 66 conventions collectives concernant le vêtement, 61 ont été conclues entre les syndicats de patrons et des ouvriers, les 5 autres ont été signées entre délégués des deux parties. Les 5/6 des conventions (55 sur 66) ont été signées à Paris... Pas une seule de ces conventions collectives n'est antérieure à fin mai 1917, et près de la moitié du total, 28 sur 66, se place entre le 24 mai et le 29 juin. C'est dire que la conclusion en a été motivée à la fois par l'agitation de cette époque, par la vertu de l'exemple, et de l'initiation des premiers accords signés dès la fin mai et par la procédure instituée par la loi du 11 juin 1917, laquelle a doté l'Administration de pouvoirs nouveaux, au moins de persuasion, et a provoqué une rapide généralisation de mesures uniformes ». Le législateur, les conseillers d'état, les syndicats, d'ailleurs avaient vivement compris le rôle que pouvait jouer la loi du 11 juin habilement exploitée ; chacun se mit à sa tâche loyalement et sans arrière pensée. C'est ainsi que le règlement d'administration publique, faisant suite au texte même du 11 juin, n'a pas seulement répandu le système de la semaine anglaise, précisé ses conditions et unifié son régime d'application,

mais encore « amené dans bon nombre d'industries qui en étaient dépourvues totalement, la pratique de conventions collectives aux clauses multiples et variées dépassant largement la semaine anglaise dont les conditions d'application fournissaient simplement l'occasion de la conclusion d'accords plus compréhensifs ». Et ceci justifie pleinement une mesure audacieuse, qu'il était aisé d'attaquer, mais allait se défendre simplement par l'exposé de ses résultats inappréciables, directs et indirects.

§ II. — Conséquences des Mouvements Grévistes sur le régime des Salaires

Il ne faut pas oublier, comme on pourrait être tenté de le faire, en étudiant les textes venus prendre place dans la législation ouvrière, de 1917 à 1918, à la suite des mouvements grévistes, que le but principal poursuivi par les ouvriers révoltés était moins la conquête des avantages à naître de la mise en pratique des grands principes, ce qu'ils obtinrent par surcroît, que la simple volonté de voir leurs salaires se hausser à un cours plus en rapport à celui du coût de la vie considérablement grandi. C'est l'examen des tarifs de salaires tels qu'ils se sont établis après les troubles de 1917 et 1918 qu'il faut aborder maintenant.

De 1914 à 1918, on l'a vu, l'écart s'est précisé considérable entre l'indice représentant le taux des salaires et celui du coût de la vie. N'ayant plus à notre disposition, les résultats de l'enquête quinquennale qui fournissaient les chiffres de 1916, on se reportera, tout d'abord, pour connaître les

salaires de 1917 à 1918, dans les industries métallurgiques, aux tarifs officiels minima rendus obligatoires par le décret du 16 janvier 1917.

Le règlement du 16 janvier fixait les tarifs pour la région parisienne comme il suit : Horaire minimum aux pièces de l'ouvrier moyen (la journée de durée moyenne de 10 heures) : Non professionnels, hommes, 1 fr., femmes 0 fr. 75 ; ajusteurs petites mains 0 fr. 95 ; ajusteurs monteurs vérificateurs, 1 fr. 30 ; ajusteurs outilleurs, 1 fr. 40 ; tourneurs professionnels 1 fr. 30 ; tourneurs outilleurs, 1 fr. 40 ; fraiseurs 1 fr. 30 ; fraiseurs outilleurs 1 fr. 40 ; mortaiseurs, raboteurs 1 fr. 30 ; rectifieurs 1 fr. 30 ; rectifieurs outilleurs 1 fr. 40 ; ferblantiers tôliers 1 fr. 25 ; chaudronniers, 1 fr. 30 ; aides soudeurs 0 fr. 95 ; soudeurs autogène 1 fr. 30 ; forgerons marteleurs professionnels 1 fr. 60 ; forgerons outilleurs 1 fr. 35. On se trouve donc devant des salaires journaliers, au début de 1917, allant de 9 frs 50 à 16 frs pour les hommes, et jusque 7 fr. 50 pour les femmes.

Voici pour les mêmes raisons, quelques salaires de province. Du côté de Lyon, les salaires sont élevés, les hommes y touchent des salaires de 5 fr. 50 à 10 fr.. Dans la région Marseillaise, la journée des hommes est payée de 4 fr. 25 à 6 fr. 50 ; la journée des femmes de 3 fr. à 3 fr. 50.

En 1918, les salaires haussent encore. La décision ministérielle du 12 février 1918 alloue aux ouvriers de Marseille, en sus des tarifs en vigueur, des primes de cherté de vie de 0 fr. 50 à 1 fr. 80 sans que le salaire maxima puisse dépasser 12 fr. pour les femmes et 15 fr. pour les hommes ; en octobre 1918 une autre décision fixera 16 fr. 50 pour les hommes et 13 fr. 50 pour les femmes.

La proportion est la même ailleurs. Dans le Cher, par exemple, les ouvriers des métaux durant le deuxième semestre de 1917 sont payés de 7 à 11 fr., puis jusqu'à 10 à 12 fr. 50. En mars 1918 les maxima sont 9 fr. pour les

femmes et 15 fr. pour les hommes ; en novembre, réciproquement 14 et 17 fr. 50. De même, dans le département du Rhône, au 1^{er} janvier 1918, on attribue des indemnités de cherté de vie à ceux qui n'atteignent pas un maximum de 15 frs pour hommes et 12 frs pour les femmes ; en septembre 1918, ces chiffres atteignent 17 et 14 frs.

On connaît aussi les salaires des mineurs par une publication du Bulletin du Ministère du Travail d'octobre 1923. On y trouve la progression des salaires des délégués mineurs dans les bassins houillers et dans les exploitations de minerais et d'ardoises. Un mineur de Commentry (Allier) qui gagnait en 1913 5 fr. 50, se fait en 1916 : 5 fr. 75 ; en avril 1917 : 8 fr. 10 et en octobre 1918 : 12 fr. 95. Dans le Bassin de la Haute-Loire, le même mineur voit son salaire passer de 5 fr. 65 en 1913 à 6 fr. en 1916 et successivement 8 fr. 10 en avril 1917 et 12 fr. 95 en 1918. De même, aux mêmes dates, le mineur du bassin de la Loire : 6 fr. 15, 6 fr. 90, 7 fr. et 13 fr. 80. Le gain quotidien du mineur, en général, après être resté stationnaire ou presque jusqu'en 1915 et s'être un peu relevé de 1915 à 1916 enregistre une majoration importante de 1916 à 1917 et plus importante encore de 1917 à 1918. Dans l'Allier, par exemple, 5 pour cent de 1915 à 1916 ; 40 pour cent de 16 à 17 et plus de 50 pour cent de 17 à 18.

Si l'on en vient aux autres professions, on voit, par exemple, que les ouvrières des établissements de confection militaire sont payées 3 frs en mai 1917, puis 4 frs en juin, 4 fr. 75 en avril 1918 (avec allocation de vie chère) dans la Côte-d'Or ; que les salaires horaires des maçons de Dijon sont en octobre 1918 de 1 fr. 25 à 1 fr. 50, ceux des peintres 1 fr. 30 à 1 fr. 80, ceux des couvreurs 1 fr. 40 à 1 fr. 70, ceux des électriciens 1 fr. 50 à 2 fr. . Ce qui donne des journées oscillant entre 10 et 20 frs. Dans l'Isère les salaires quotidiens dans les industries du cuir sont montés, en août 1918, de 5 à 11 fr. pour les hommes ; de 4 à 5 fr. pour les

femmes ,auxquels il faut ajouter, pour les uns et les autres, une indemnité de cherté de vie de 1 fr. 75. Enfin les bordereaux de salaires, en Ile-et-Vilaine, pour l'automne de 1918 accusent des gains de 7 fr. 50 à 8 fr 75 pour les hommes, de 6 fr. 60 à 8 fr. 30 pour les femmes, 2 fr. 95 à 6 fr. 50 pour les adolescents dans les cuirs et peaux, de 6 fr. 80 à 8 fr. 30 pour les hommes et 4 fr. 75 à 6 fr. 70 pour les femmes dans les confections militaires. Ces chiffres ont été relevés par M. Paul Louis dans son étude sur « l'histoire de la classe ouvrière en France de la Révolution à nos jours ».

Dans l'ensemble des professions, et dans toutes les régions, on constate donc une sérieuse élévation de salaires de 1916 à 1918. Mais, si les grèves de 1917 et 1918 ne sont pas étrangères à ce mouvement, la poussée des salaires correspond-elle à la poussée du prix des denrées, dans la même période ?

L'étude comparative des indices de salaires et du coût de la vie en 1916-1917 a démontré que tandis que de 1911 à 1916 les salaires accusent une hausse de 25 pour cent environ, les pensions croissaient de 42 pour cent, et les prix de détail de 49. La plupart des ouvriers avaient donc subi une diminution sensible du salaire réel sous une augmentation apparente du salaire nominal. De 1916 à 1918, la hausse des prix du détail, seuls intéressants pour la classe ouvrière, est encore bien plus considérable que dans les années précédentes.

L'indice étant 1000 avant la guerre, le Bulletin de la statistique générale nous donne, pour 13 denrées principales, les chiffres suivants pour 1917 et 1918, le mouvement étant d'abord calculé pour la France entière, puis pour chaque région déterminée.

	FRANCE ENTIERE	NORD	EST	SUD-EST	MIDI	OUEST
3 ^e Trimestre 1916	1420	1465	1379	1436	1456	1353
1 ^{er} » 1917	1547	1641	1497	1554	1579	1457
3 ^e » 1917	1845	1944	1765	1936	1861	1699
1 ^{er} » 1918	2120	2181	2011	2234	2160	1973
3 ^e » 1918	2446	2485	2356	2607	2460	2305

Si l'on envisage les prix de détail, on voit donc que l'augmentation qui, de 1914 à 1916, avait atteint 420 points, est, de 16 à 18, de 1026 points. Pour Paris seulement, les chiffres relevés par une coopérative de consommation et cités par M. Paul Louis, donnent en juillet 1915 : 1288 ; juillet 1916 : 1387 ; juillet 1917 : 1871 ; juillet 1918 : 2210 soit 387 points d'écart entre 1914 et 1916 et 823 de 1916 à 1918, soit une proportion un peu moins forte.

Si l'on examine de même le tableau établissant les variations des prix de diverses marchandises, à diverses époques, prix représentant la valeur à l'importation d'après les estimations de la Commission des valeurs en douane, et publié par l'annuaire de la statistique générale de la France on voit de même, que, de 1916 à 1918, le blé accuse une hausse de 80 pour cent, la farine, plus de 10, avoine 10, pommes de terre 10 ; riz 300, les salaisons 70 ; beurre 80 ; fromage plus de 90 ; sucre 50 ; café 20 ; houille 15 et le pétrole 40.

Que faut-il conclure de tous ces chiffres ? Il faut tout d'abord noter une diminution sensible de l'écart existant précédemment entre les deux indices, indices des salaires et

indice du prix de la vie. De 1914 à 1916 ce dernier avait progressé beaucoup plus que le mouvement des salaires. De 1916 à 1918 les courbes se rapprochent. Le salaire réel de 1918 n'est plus éloigné de celui de 1914. Un mineur de Commentry, dit M. Paul Louis, en admettant que les prix de Paris fussent ceux de sa ville, aurait pu se procurer en 1914, un peu moins de 14 kg de pain, ou 3.200 gr. de viande de boeuf, ou 43 oeufs, ou moins de 1.500 gr. de beurre ou 22 kg. de pommes de terre avec son salaire quotidien. En 1918, il pourrait acheter 28 kgs de pain, 3.500 gr. de même viande, 32 oeufs, 1300 gr. de beurre et 21 kg. de pommes de terre. De même l'indice de la variation des prix de détail de 13 denrées principales donnant en 1918 : 237 pour 100 en 1914, l'indice des salaires des ouvriers dans les usines de guerre donné pour 1918 par M. Lucien March dans son ouvrage « Mouvements de prix et salaires » est 240 et celui des salaires des mineurs donné par M. W. OUALID est 223 pour les ouvriers piqueurs, 238 pour les ouvriers de fond et 258 pour les ouvriers du jour.

Ce qui déconcerte un peu, c'est l'apparente diversité des coefficients d'augmentation de salaires, si on les envisage par professions. Tandis que le salaire de l'ouvrier de bâtiment dépasse 10 à 12 frs en 1918, alors qu'il était au-dessous de 6 frs en 1916, que l'ouvrier du vêtement et des cuirs et peaux atteint un gain de 7 fr. 50, alors que la moyenne des salaires féminins demeurait inférieur à 2.60 en 1914 et 2.25 en 1913, que dans la métallurgie la progression est d'environ 100 pour cent sur 1914 et 60 pour cent sur 1916, le gantier de Grenoble n'a pas ajouté à son salaire de 1916 plus de 27 pour cent en 1918, et le profit du cordonnier de Fougères ne s'élève pas à plus de 40 pour cent.

Les grèves de la guerre ont assurément permis un in-

contestable réajustement des salaires au prix de la vie. Mais la hausse s'est fait sentir surtout dans les industries métallurgiques dans lesquelles la demande était immense et les bénéfices énormes. De plus la tendance à l'égalisation des salaires, déjà constatée en 1916 tendait à s'affirmer en 1917 et 1918 et vient expliquer les écarts constatés dans les divers coefficients d'augmentation.



CONCLUSION

Souvent il m'est advenu au cours de conversations traitant des mouvements sociaux d'entendre dire : « Des grèves pendant la guerre ?... Mais il n'y a pas eu de grèves pendant la guerre ! » Ceci prouve l'ignorance des interlocuteurs, mais leur excuse n'est-elle pas dans ce fait que l'importance des événements d'ordre militaire dépassant de beaucoup le cadre des soucis habituels ont ainsi mis au second plan et jeté facilement dans l'oubli les faits contemporains d'ordre économique et social. Peut être faut-il attribuer aussi à l'effritement ou à la disparition, dès la signature du Traité de paix de Versailles, de presque tous les résultats obtenus, cette méconnaissance des conflits sociaux du temps de guerre.

Salaire légal minimum, arbitrage et conciliation rendus obligatoires, médiation constante des délégués élus d'atelier, repos du samedi après-midi, reconnaissance légale et diffusion des conventions collectives du travail, aspirations ouvrières que l'on n'avait pu, pendant des années, faire admettre, voilà que, sous la pression du danger et des nécessités de la défense nationale, par la volonté affirmée du Gouvernement de ne supporter aucune atteinte à la tranquillité des usines, à la paix des travailleurs, elles se trouvaient réalisées. Si les grèves de guerre n'ont laissé que peu de souvenirs, comment ne garderait-on pas mémoire de cette moisson merveilleuse glanée sur le terrain social ? Moisson féconde,

mais, malheureusement, éphémère et fragile, et dont les fruits allaient rapidement se perdre dans le rétablissement de l'ordre et le renouveau des luttes de classes.

Issues des droit dictatoriaux spéciaux dont jouissaient exceptionnellement pendant la guerre, les pouvoirs publics, perdant brusquement, en novembre 1918, l'appui qui les avait fait naître et depuis lors les avait soutenues, les conquêtes nouvelles de la législation ouvrière, allaient disparaître plus ou moins, tôt ou tard.

La convention collective, épaulée dans son essor, par la loi du 11 juin 1917, retrouvera un nouvel encouragement à son développement dans le texte législatif du 23 avril 1919. Désormais les contrats collectifs de travail deviennent une législation d'ordre secondaire, essentiellement pratique et profondément humaine, répondant mieux que toute autre aux nécessités particulières des intéressés, conçue dans un sens plus réel par les syndicats ouvriers, que ne peut faire le législateur lointain, étranger à la question, tout imbu de théories et de principes. Le régime de la semaine anglaise se répandra dans des professions de plus en plus nombreuses et diverses, et ne s'arrêtera que devant l'obstacle posé par les impossibilités matérielles absolues de réalisation qu'offrent certaines industries. Grâce à ce premier pas dans la voie du plus grand repos, de l'effort moins rigoureux, la loi d'avril 1919 sur les huit heures de travail sera plus facilement adoptée. Dans cette même loi de 1919, d'ailleurs, le salaire minimum trouvera son fondement légal, car il y est dit : « Le salaire quotidien ne devra pas s'en trouver réduit » ce qui garantit tout au moins à l'ouvrier le gain journalier alors acquis.

Mais les deux pièces maîtresses, celles sur qui l'on avait fondé le plus d'espoir pour assurer la paix dans les rapports sociaux et consacrer définitivement la disparition de la grève :

l'arbitrage obligatoire et les délégués d'atelier, ne devaient pas survivre à la renaissance des conditions normales de vie. Le délégué d'atelier avait été favorablement accueilli par l'ouvrier, mais il était mal supporté par le patron, qui voyait en lui une limite possible à son autorité, par les syndicats professionnels ouvriers qui l'estimaient un rival dangereux. Cette double hostilité allait entraîner sa perte. Dans les usines où elle existait avant la guerre, la délégation ouvrière continua de jouer, partout ailleurs elle disparaît des règlements d'atelier, soit dans les deux ou trois années qui suivirent l'armistice, soit dans les derniers mois du conflit ; presque partout, le départ de l'usine des ouvriers mobilisés fit tomber cette pratique en désuétude. Quant à la notion d'arbitrage, elle devait conserver du crédit de sa plus fréquente pratique pendant la guerre ; nombreux seront les différends privés qui viendront d'eux-mêmes devant les commissions mixtes requérir une sentence. Mais le principe d'obligation ne pouvait survivre, les esprits n'étaient pas mûrs pour le recevoir, et l'échec du projet de loi de 1920, tendant à l'établir, en est une preuve certaine.

Les éléments essentiels de pacification faisant défaut au moment où l'on en aurait eu le plus besoin, dans le réajustement de tous les éléments économiques bouleversés depuis quatre années, la roue des conflits sociaux se remit à tourner, et le rythme des grèves se rétablit, légèrement amplifié, dépassant la proportion moyenne d'avant-guerre.

L'effort inlassable et fructueux de quelques hommes, sincères et dévoués, de M. Albert THOMAS et de ses collaborateurs, ne devait pas, après novembre 1918, rester entièrement vain. Mais le plan idéal qu'ils avaient conçu, poursuivi et un instant cru réalisable, dépassait de trop loin les notions égoïstes et étroites que chaque individu possède de son inté-

rêt personnel. Prêcher la paix aux hommes est aisé ; la leur faire accepter en pleine indépendance, c'est trop demander à cette volonté qu'ont les uns de tout garder, les autres de tout prendre. Les intérêts supérieurs et impérieux de la Défense Nationale avaient permis aux gouvernants de réaliser une part de leur rêve ; les préjugés et idées fausses d'avant guerre, renaissant toutes puissantes et inchangées, allaient, dès 1919, porter les premiers coups à l'édifice trop parfait. Les « classes » reprenaient déjà, pour le malheur de chacun, comme inscrite dans un cercle fatal, leur course aveugle vers les luttes inutiles et les infructueux combats.



VU : *Le Recteur de l'Académie
de Paris.*

VU : *Le Président,*
William OUALID.

Pour le Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie,

VU : *Le Doyen,*
H. BARTHÉLEMY.

BIBLIOGRAPHIE

Publications administratives

Bulletin de la Statistique générale de la France.

Bulletin de l'Office du Travail.

Statistiques annuelles des grèves.

Règlement des différends du travail dans les usines de guerre, Délégués d'atelier, conciliation, arbitrage. — Paris, Imprimerie Nationale, 1917.

Documents parlementaires

Proposition **Colliard**. 18 Janvier 1917. — *Ann. Chambre* p. 52 (n° 2894).

Rapport **René Lafarge**. 20 Juillet 1920. — *Ann. Chambre* p. 22-23 (n° 1478).

Ouvrages

Bibliographie méthodique de l'Histoire économique et sociale de la France pendant la Guerre, par M. **Camille Bloch**.

Salaires et tarifs, conventions collectives et grèves, par MM. **W. Oualid** et **C. Piquenard**.

Le droit de grève et ses limites, par M. **Maurice Cesbron**.

La grève dans les Services publics et les Industries nécessaires, par M. **Hoffmann**.

La conciliation, l'arbitrage et la prévention des Conflits ouvriers. Expériences du temps de guerre, par M. **Roger Picard**.

Les Grèves et la Guerre, par M. **Roger Picard**.

Mouvements des Salaires depuis 1914, par M. **André Laporte**.

Essai sur le Fondement Juridique du droit de grève, par M. **Vintila Cristesco**.

Histoire de la Classe ouvrière en France depuis la Révolution jusqu'à nos jours, par M. **Paul Louis**.

Articles de Revue

Salaire et arbitrage obligatoire, *Réforme Sociale* Mars 1917, par M. **F. Le Pelletier**.

Les Grèves de Mai 1917, *Réforme Sociale* Juin 1917, par M. **F. Le Pelletier**.

BIBLIOGRAPHIE

Le Salaire minimum, *Revue Internationale du Travail* Mai 1925, par
M. **Théodor Brauer**.

Les progrès de la Législation ouvrière pendant et depuis la guerre,
Revue Internationale du Travail Mai 1925, par M. **Roger Picard**.

Les Salaires et les mouvements de prix, *Economie Nouvelle* Juillet
1923, par M. **de Tarle**.

Publications du B. I. T.

Fluctuations des Salaires dans différents pays de 1914 à 1921.
Genève, Juillet 1922,

Presse du temps

La Bataille, L'Humanité, Le Temps, La Liberté.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	I
CHAPITRE I. — Etude historique des Conflits collectifs du travail pendant la Guerre	1
CHAPITRE II. — Causes des Mouvements grévistes.....	26
CHAPITRE III. — Conséquence des Mouvements grévistes dans le domaine de la législation ouvrière et leur influence sur le cours général des salaires... ..	54
CONCLUSION.....	127

